



HAL
open science

**“ Statistiques publiques et comptabilités privées dans la France du XXe siècle. Savoirs, techniques et pouvoirs de l’Etat, des entreprises et des organisations patronales ”,
2009-12-09**

Béatrice Touchelay

► **To cite this version:**

Béatrice Touchelay. “ Statistiques publiques et comptabilités privées dans la France du XXe siècle. Savoirs, techniques et pouvoirs de l’Etat, des entreprises et des organisations patronales ”, 2009-12-09 . Histoire. Université Paris I – Panthéon Sorbonne, 2009. tel-01723635

HAL Id: tel-01723635

<https://hal.science/tel-01723635v1>

Submitted on 23 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Université de Paris I – Panthéon Sorbonne

Béatrice TOUCHELAY

DOSSIER POUR L'HABILITATION A DIRIGER DES RECHERCHES,
GARANT : M. LE PROFESSEUR MICHEL MARGAIRAZ,
UNIVERSITE DE PARIS I- PANTHEON SORBONNE

*Chiffres, entreprises et Etat dans la France du
XX^e siècle, entre histoire économique, histoire
politique et histoire sociale*

Volume 3. Mémoire de synthèse de l'activité scientifique

**Statistiques publiques et
comptabilités privées dans la France
du XX^e siècle. Savoirs, techniques et
pouvoirs de l'Etat, des entreprises et
des organisations patronales**

10 décembre 2009

Jury

Albert Broder, Professeur émérite, Université de Paris Est

Bernard Colasse, Professeur, Université de Paris Dauphine

Jean-Claude Daumas, Professeur, Université de Franche-Comté,
membre de l'Institut universitaire de France

Danièle Fraboulet, Professeur, Université de Paris Nord

Patrick Fridenson, Directeur d'études à l'École des Hautes
Études en Sciences sociales

Yannick Lemarchand, Professeur, Université de Nantes

Aux sans papiers

Les chiffres ont un visage*

* Le rapport sur l'activité du Service central de statistiques sous Vichy, réalisé en collaboration avec Raymond Lévy-Bruhl et Jean-Pierre Azéma à la demande du directeur général de l'INSEE en 1998 souligne la redoutable efficacité des chiffres lorsqu'ils sont mis au service de pouvoirs liberticides. Les premiers statisticiens de l'INSEE, dont Raymond Lévy-Bruhl, se sont dotés d'une éthique fondée sur le respect de l'intégrité et de la dignité des personnes et sur l'affirmation de la finalité informative du chiffre. Dans un tout autre contexte et en dehors de l'INSEE, l'usage politique du chiffre tel qu'il apparaît dans les pratiques de reconduites aux frontières, montre que cette éthique ne s'est pas généralisée. Il paraît même témoigner d'un oubli : les chiffres ont un visage ...

Sommaire

Table des sigles.....	4
Introduction	5
PREMIERE PARTIE. L'HISTOIRE DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE FRANÇAISE	12
DEUXIEME PARTIE. LA COMPTABILITE PRIVEE ET SES PROFESSIONNELS	28
TROISIEME PARTIE. PERSPECTIVES DE RECHERCHES	46
Bibliographie.....	60
Notice biographique.....	72
Table des matières.....	84

Table des sigles

ACEMO Activités et occupations de la main d'oeuvre
AFC Association Française de Comptabilité
ANMT Archives Nationales du Monde du Travail (Roubaix, 59)
ANR Agence Nationale de la Recherche
CAEF Centre des Archives Economiques et Financières de la France (Savigny-le-Temple, 77)
CAPES Certificat d'Aptitude au Professorat de l'Enseignement du Second Degré
CGPF Confédération Générale de la Production Française, puis du Confédération du Patronat Français après 1936
CGPME Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises
CHEEF Comité pour l'Histoire Economique et Financière de la France
CIL Comité Interprofessionnel du Logement
CNCC Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes
CNPF Conseil National du Patronat Français
DARES Direction de l'Animation de la Recherche
DEA Diplôme d'Etudes Approfondies
EHES École des Hautes Etudes en Sciences Sociales
ENSAE École Nationale de la Statistique et des Etudes Economiques
ESF *European Scientific Foundation*
GDR Groupe de Recherches
HDR Habilitation à Diriger des Recherches
IEP Institut d'Études Politiques
IHTP Institut d'Histoire du Temps Présent
INED Institut National des Etudes Démographiques
INSEE Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques
JHCM Journées d'Histoire de la Comptabilité et du Management
JHS Journées d'Histoire de la Statistique
OECCA Ordre des Experts-comptables et des Comptables Agréés
PRCE Professeur Certifié Détaché de l'Enseignement Secondaire
SEEF Service des Etudes Economiques et Financières
SGF Statistique Générale de la France
SNS Service National des Statistiques
UIMM Union des Industries Métallurgiques et Minières

Introduction

L'exercice consistant à présenter un parcours de recherches commencé il y a une vingtaine d'années oblige à retrouver les racines de la question de l'historien qu'Antoine Prost évoque dans ses *Douze leçons d'histoire*¹. Il invite à porter un regard rétrospectif sur son itinéraire et à en reconstituer la logique, même si ce parcours n'a pas été rectiligne. Cet exercice incite à l'optimisme car il force à gommer les aléas d'une trajectoire pour faire ressortir les étapes d'une intégration progressive dans le champ de la recherche en histoire contemporaine. Le temps de la rédaction, l'exercice permet aussi de penser que l'histoire de la statistique publique et du chiffrage, celle des techniques d'information sur les entreprises et sur les particuliers peuvent permettre d'éviter les dérives induites par la facilité croissante des pratiques d'enregistrement et de croisement des données individuelles avec l'usage de l'informatique. Ces pratiques renvoient au passé de la statistique publique française qui est mon premier objet d'études. Le numéro d'identification des personnes est introduit pendant l'Occupation par René Carmille, fondateur et directeur général du Service National des Statistiques (SNS)^{*}, l'ancêtre immédiat de l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (INSEE).

Malgré tout, il ne s'agit pas ici de présenter un parcours militant, ce qu'il n'est pas, mais il ne s'agit pas non plus de laisser penser qu'il est dépourvu de toute lucidité. Plusieurs de ses enseignements invitent au contraire à la plus grande vigilance à l'égard des orientations actuelles.

Le début de mon parcours se caractérise par une double spécialité, en histoire et en sciences sociales, et beaucoup plus classique, par une double activité, d'enseignante et de chercheuse. J'ai d'abord opté pour un double cursus d'histoire et d'économie à l'Université de Paris I - Panthéon Sorbonne. Ce double cursus m'a conduite au CAPES de sciences sociales préparé à l'Institut d'Études Politiques de Paris, puis à l'enseignement dans les sections B de lycée et à ma nomination comme professeur certifié détaché du secondaire (PRCE) au département de sociologie de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines². Mes recherches se faisaient parallèlement et elles se faisaient en histoire. Dès le début de mon parcours, je me suis inscrite sous le double sceau de l'histoire et des sciences sociales, ce qui

¹ Antoine Prost, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 1996.

^{*} Une table des sigles est présentée au début de ce recueil.

² Les détails de cette trajectoire sont présentés dans la notice biographique à la fin de ce volume.

a facilité mon apprentissage des codes, du langage, et plus globalement, de l'appareil scientifique de la science historique. A partir de mon élection comme maître de conférences à l'Université de Paris XII en 1997, j'ai enseigné la méthodologie historique dans le cadre de mes enseignements d'histoire contemporaine en premier cycle. J'avais déjà enseigné la méthode en histoire contemporaine en tant que chargée de cours à l'UFR d'histoire de l'Université de Lille III, à Saint-Quentin-en-Yvelines, puis à Paris XII. Ainsi, ma démarche d'enseignante et de chercheuse en histoire est déjà ancienne.

A partir des acquis de mon doctorat sur l'histoire de la statistique publique française, mon approche appréhende le chiffre comme un outil de la décision adoptée à deux échelles distinctes : macro (décision de politique économique) et micro (décision de production). Le chiffre étudié devient ainsi un révélateur des relations entre l'Etat et les entreprises et celui des relations entre l'entreprise et son environnement. Les racines de cette démarche sont à retrouver dans les travaux qui accompagnent la définition de mon objet d'étude et de son élargissement. Comme celui d'autres chercheurs, mon itinéraire de recherches résulte d'un questionnement personnel sur certains problèmes historiques élargi par des lectures, des rencontres, des débats. Dès l'origine, le sujet de l'histoire de la statistique faisait partie de mes interrogations, sans que j'en possède une totale conscience.

L'organisation à l'initiative de l'INSEE d'une journée d'études consacrée à l'histoire de la statistique à Vaucresson en 1976, les deux publications qui l'ont suivie en 1977³ et la parution du livre de Michel Volle sur l'histoire de la statistique industrielle en 1982⁴ témoignent de l'émergence d'un nouveau chantier de recherches. Ces initiatives enrichissent les travaux rétrospectifs de la poignée de statisticiens qui s'est intéressée à l'histoire de leur institution⁵. Plus récemment, Robert Carmille, le fils de René Carmille, publie une étude à compte d'auteur pour réhabiliter l'œuvre de son père qu'il juge méconnue⁶. L'intérêt de l'INSEE pour son histoire se manifeste régulièrement par la publication d'articles

³ Joëlle Affichard (ed.), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, INSEE Economica, Tome 1. *Contributions*, Tome 2. *Matériaux*, seconde édition, 1987.

⁴ Michel Volle, *Histoire de la statistique industrielle*, Paris, Economica, 1982.

⁵ Michel Huber, « Principales lacunes et insuffisances des statistiques françaises », *Journal de la Société de Statistiques de Paris (JSSP)*, n° 3-4, 1944 ; « Quarante années de la Statistique Générale de la France : 1896-1936 », *JSSP*, 1937, p. 179-214 ; Pascal-Gaston Marietti, *La Statistique générale en France*, Paris, Rufisque, Imprimerie du gouvernement, 1947.

⁶ Robert Carmille, « Les services statistiques français pendant l'Occupation (étude) », Sèvres, chez l'auteur, 2000. Robert Carmille est décédé en 2008 et l'avenir des nombreuses archives de première main dont il a hérité et qu'il a conservé depuis l'Occupation préoccupe ... Le prochain versement par la famille Jacquey des archives de l'un des premiers collaborateurs de René Carmille aux Archives économiques et financières de Savigny-le-Temple éclairera, sans en combler toutes les lacunes, la fondation du Service national des statistiques.

rétrospectifs dans *Économie et Statistiques* et dans *Courriers des Statistiques*⁷. Pour son cinquantenaire en 1996, l'INSEE publie un volume rétrospectif bien documenté qui est diffusé en interne⁸. La création en juin 2008 d'un comité de pilotage « Histoire et patrimoine de l'INSEE » témoigne de l'intérêt de sa direction générale pour cette histoire. La disparition de Raymond Lévy-Bruhl, l'un des derniers pionniers de l'INSEE, en février 2008 contribue sans doute à cette initiative. L'histoire intérieure du service, celle de ses productions et de ses acteurs, comme celle des relations avec son commanditaire (l'Etat) et avec ses « clients » (les entreprises) restent en chantier.

J'y suis toujours impliquée. Mon intérêt pour la question est stimulé par l'usage des chiffres dans les débats publics depuis que j'ai enseigné les sciences sociales au lycée et que j'ai utilisé sans modération les « statistiques officielles » de l'INSEE. Mes références initiales sont bien davantage sociologiques qu'historiques. Elles s'appuient sur les travaux de Pierre Bourdieu, de Jean-Claude Passeron ou du trio composé de Christian Beaudelot, Robert Estabiet et Bernard Toiser⁹. Les tables de mobilité analysées par Claude Thélot¹⁰ complètent l'outillage mobilisé. Parce qu'ils sont incontournables, les chiffres de l'INSEE incitent à approfondir leur histoire.

D'autres pistes y entraînent. Alfred Sauvy, l'un des rares statisticiens démographes français du XX^e siècle qui soit connu du grand public, dénonce la faiblesse de la formation économique des dirigeants de l'entre deux guerres et l'insuffisance des données quantifiées disponibles. Ses diatribes suscitent ma curiosité car elles le conduisent à critiquer vertement la SGF dont il est l'un des principaux experts¹¹. La carrière de Sauvy, qui quitte le service de la Statistique en 1945 et devient directeur de l'Institut National des Études Démographiques (INED), invite à s'interroger sur le sens de ses critiques.

Les témoignages recueillis par François Fourquet auprès des décideurs de la Reconstruction confirment la faiblesse de la formation et de l'information économique avant l'Occupation¹². Comme la SGF n'a, à ma connaissance et à ce jour, laissé aucune archive, le bilan paraît difficile à approfondir.

⁷ Voir par exemple : Supplément spécial 25^e anniversaire, *Economie et Statistiques*, n° 24, juin 1971.

⁸ INSEE, *50 ans d'INSEE ou la conquête du chiffre*, Paris, INSEE, Imprimerie nationale, 1996.

⁹ Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, *Les héritiers. Les étudiants et la culture*, Paris, Editions de Minuit, 1964 ; Pierre Bourdieu, Jean-Claude Passeron, *La reproduction*, Paris, Editions de Minuit, 1970 ; Christian Beaudelot, Robert Estabiet, Bernard Toiser, *Qui travaille pour qui ?* Paris, Maspero, 1979.

¹⁰ Claude Thélot, *Tel père, tel fils ?* Paris, Dunod, 1982.

¹¹ Voir par exemple : Alfred Sauvy, « Statistique générale et Service National de Statistique de 1919 à 1944 », *JSSP*, n° 2, 1975, p. 34-43 ; *Histoire économique de la France entre les deux guerres*, Paris, Fayard, 3 volumes, 1965-1967.

¹² François Fourquet *Les comptes de la puissance, histoire de la comptabilité nationale et du plan*, Paris, Encres 1980.

La statistique disponible conditionne pourtant une grande partie des travaux des historiens de l'économie et de la société contemporaine. Les critiques qui lui sont adressées et ses lacunes expliquent sans doute que certains historiens comme Richard Kuisel étudient, avec un regard extérieur, les lignes de force de la modernisation française des XIX^e et XX^e siècles sans faire allusion à l'installation d'un puissant système d'information économique sous Vichy, ni à son maintien à la Libération¹³. Elles expliquent aussi en partie que l'étude de l'économie ne soit pas toujours reconnue comme un véritable « objet d'histoire ».

Cette tendance à l'oubli est contrebalancée par l'intérêt persistant des praticiens, qu'ils soient démographes, statisticiens ou sociologues du politique, pour les procédés de chiffrage et pour les institutions qui en sont responsables¹⁴. La SGF trouve sa place dans les lieux de mémoire retenus par la grande entreprise éditoriale impulsée par Pierre Nora¹⁵. Plusieurs travaux universitaires cherchent à mettre en relation « les dimensions cognitives et politiques » des statistiques, comme le montre la typologie établie par Alain Desrosières dans la Revue *Genèse* en 2000¹⁶. Mon doctorat participe à cette approche¹⁷. La période qu'il retient s'achève en 1961 lorsque Claude Gruson, directeur du Service des Études Économiques et Financières (SEEF), succède à Francis Louis Closon¹⁸.

Le soutien et la confiance accordés par mes collègues, par les chercheurs avec lesquels j'ai travaillé et par mon directeur de recherches m'ont permis d'avancer. Si le doctorat est demeuré assez monographique, les études qui l'ont suivi replongent l'INSEE dans son environnement politique et économique. Le premier « partenaire » envisagé a été l'Etat, qui est à la fois pourvoyeur des fonds et commanditaire des travaux. Son intervention dans la création de l'appareil de statistiques est surtout examinée pendant la période de l'Occupation. Entre 1940 et 1945, la statistique publique française passe du stade de l'artisanat à celui de la mécanographie, de la statistique administrative et des sondages¹⁹. Pour l'après guerre, je me

¹³ Richard F. Kuisel, *Le capitalisme et l'Etat en France. Modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1984.

¹⁴ Alain Desrosières, *Masses, individus, moyennes : la statistique sociale au XIX^e siècle*, Paris, Hermès, 1988 ; Kang Zheng, « La Société de statistiques de Paris : 1860-1910 », thèse d'Etat, Centre de mathématiques sociales - EHESS, Paris, 1989.

¹⁵ Hervé Le Bras, « La Statistique générale de la France », dans Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, tome II. *La Nation*, volume 2, Paris, Gallimard, 1986, p. 317-353.

¹⁶ Alain Desrosières, « L'histoire de la statistique comme genre : style d'écriture et usages sociaux », *Genèse. Sciences sociales et histoire*, 2000, n° 1, volume 39, p. 121-137.

¹⁷ *Ibid*, p. 135.

¹⁸ Aude Terray, *Des francs tireurs aux experts. L'organisation de la prévision économique au ministère des Finances. 1948-1968*, Paris, CHEFF, 2002.

¹⁹ Sur les sondages par exemple, voir : Raymond Lévy-Bruhl, Pierre Thionet, « Perfectionnements récents apportés aux méthodes de sondage », *Bulletin intérieur de l'INSEE*, n° 9, novembre 1950, p. 13-23.

suis arrêtée aux relations entre l'INSEE et différentes directions ministérielles comme celle du Budget ou des Prix.

Retrouvant Alfred Sauvy, qui fait du secret des affaires l'un des principaux obstacles au développement des enquêtes pendant l'entre deux guerres, j'ai souhaité examiner l'évolution de l'attitude des entreprises à l'égard de la statistique publique. Cette attitude m'a semblé révélatrice d'une prise de position plus générale des producteurs face à l'Etat. Les difficultés pour cerner les « producteurs », « le patronat » ou ses organisations, qui sont renforcées par les problèmes rencontrés pour trouver des relais entre les pouvoirs publics et ces structures, hypothèquent ma démarche. J'ai retenu le Conseil National du Patronat Français (CNPFF) pour approcher ces entités dans les années 1950-1960 parce qu'il est généraliste et qu'il se montre beaucoup moins critique à l'égard de l'INSEE que la Confédération Générale des Petites et Moyennes Entreprises (CGPME)²⁰. Grâce à Patrick Fridenson, directeur d'études à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales (EHESS), un premier article résultant de mes recherches a été publié dans la revue *Le Mouvement Social*²¹. Quelques articles concernant l'histoire du CNPFF ont suivi. Les limites de sa représentativité me sont ensuite clairement apparues à mesure de mes lectures et de mes discussions avec Danièle Fraboulet, professeur à l'Université de Paris XIII²². Dans ses travaux sur l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (UIMM), Danièle Fraboulet souligne en effet l'imbrication de la Confédération patronale généraliste (CGPF) et plus tard du CNPFF, et de l'Union qui lui fait douter d'une politique autonome²³. Ce point incite à approfondir l'histoire du patronat dans le cadre d'un travail collectif. Il ne constituait pas alors mon principal sujet d'étude.

Je me suis détournée du CNPFF pour trouver un autre fil directeur permettant d'éclairer les relations entre l'Etat et les entreprises. La politique fiscale s'est imposée d'elle-même. Elle révèle, plus directement encore que les statistiques publiques, les tensions entre l'Etat et les producteurs. Je me suis arrêtée aux réformes fiscales introduites à partir de la fin de la Première Guerre mondiale, et en particulier à la généralisation du principe déclaratif qui bouleverse la fiscalité traditionnelle, et à la réaction des entreprises à ces changements.

²⁰ Sylvie Guillaume, *Le petit et moyen patronat dans la nation française de Pinay à Raffarin (1944-2004)*, Bordeaux, Presses universitaires de Bordeaux, 2005.

²¹ La notice biographique en fin de volume présente mes différentes contributions.

²² Ces interrogations ont été provoquées en particulier par la préparation d'une séance commune au séminaire « Histoire sociale et politique de l'économie. XIX-XX^e siècles » consacrée à : « Patronat et information économique au XX^e siècle » en février 2005 (voir notice biographique).

²³ Danièle Fraboulet, *Quand les patrons s'organisent, Stratégies et pratiques de l'Union des industries métallurgiques et minières, 1901-1950*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2007.

Connaissant les réticences traditionnelles des entreprises et des particuliers à livrer l'information, je me suis demandée comment les services du fisc et les assujettis étaient parvenus à s'accorder sur quelques règles garantissant un minimum de clarté aux déclarations de revenus, et un minimum d'équité aux contribuables. La réponse à cette question réside précisément dans l'histoire de la diffusion des règles de la comptabilité privée. Bien davantage que les lois et les règlements sur les sociétés (le Code du commerce et la loi de 1867 pour l'essentiel), les réformes fiscales des années 1916-1920 obligent l'entreprise à tenir des comptes réguliers, moins pour tenter d'y voir clair que pour satisfaire, ou bien atténuer ou contourner, les exigences du fisc. Comme ces réformes ne s'accompagnent d'aucune règle de calcul contraignante elles restent inachevées.

Même s'il est établi officiellement en 1934, le mode de calcul du bénéfice à déclarer au fisc n'est pas imposé aux entreprises avant 1965. Le Plan comptable général n'est pas rendu obligatoire avant la fin des années 1950, il faut encore une dizaine d'années pour que les différents secteurs d'activité retiennent des cadres normalisés. Ce paradoxe entre un Etat souvent qualifié d'interventionniste, le renforcement de la pression fiscale pesant sur les producteurs à partir des années 1920 et le fait que les règles d'établissement des bilans et des comptes de résultats demeurent facultatives m'a intéressée. Le parallélisme entre la lenteur du développement de la statistique publique et celle de la régulation comptable constituait également pour moi, et constitue toujours, un sujet d'interrogations. J'ai donc commencé à étudier l'histoire du chiffre privé, qui est celle de la comptabilité des entreprises, et celle de la profession des comptables dans les deux premiers tiers du XX^e siècle.

Tout parcours comporte un certain nombre d'étapes. Les journées d'études « histoire et gestion » organisées à l'Université de Toulouse I, puis l'accueil d'Anne Pezet et les encouragements de Marc Nikitin aux neuvièmes Journées d'Histoire de la Comptabilité et du Management (JHCM) organisées par l'Université de Paris Dauphine en 2003, ont constitué pour moi une étape importante en confirmant l'intérêt de mon nouvel objet d'études. Ces manifestations m'ont aussi montré tout l'intérêt que portaient les spécialistes des sciences de gestion à la démarche et aux travaux des historiens.

Qu'il soit comptable ou statistique, le chiffre retenu est perçu comme une convention, une construction élaborée par des acteurs qui vont s'en servir dans leurs négociations et pour prendre leurs décisions. Il est révélateur d'une certaine conciliation sociale et politique, à un moment donné, sur une forme de représentation de la réalité. Le chiffre contribue également à construire la réalité qu'il est censé représenter. Les deux facettes de son affirmation dans la France contemporaine m'intéressent, qu'il s'agisse de son aspect convention - outil ou de son

rôle de reflet de la réalité telle que ses auteurs la perçoivent. Cet examen doit me permettre, au bout du compte, d'éclairer à la fois les relations entre l'Etat et les entreprises et celles des entreprises avec leur environnement.

Sans les séminaires d'études animés par Albert Broder, Danièle Fraboulet, Michel Margairaz et Philippe Vehreyde et à la parole qu'ils m'y ont accordée²⁴, ma problématique de recherches serait restée « accrochée » à la production du chiffre. Elle couvre désormais un champ plus vaste qui aborde l'histoire de la décision économique ou politique, celle des groupes de pression professionnels et celle de l'Etat et de l'expertise. Ce champ est pluridisciplinaire par essence. L'histoire du chiffre public et de ses enjeux est un sujet fédérateur. Il est original dans la cour des historiens, qui sont souvent un peu fâchés avec les chiffres, mais il s'inscrit dans la voie tracée par Danièle Fraboulet lorsqu'elle s'attaque frontalement à la question des bilans d'entreprises²⁵. Il répond à la main tendue des gestionnaires qui, derrière Yannick Lemarchand²⁶, ont témoigné d'un intérêt particulier pour l'histoire, une discipline qui n'était pas la leur. Ces spécialistes des sciences de gestion, qui trouveraient ailleurs que dans le champ historique des terrains plus rémunérateurs, constituent les autres moteurs de ma démarche.

²⁴ Voir notice biographique.

²⁵ D. Fraboulet, « Du traitement des bilans d'entreprises pour l'étude historique d'une branche industrielle », *Recherches contemporaines*, Université de Paris X - Nanterre, n° 3, 1995-1996, p. 47-61.

²⁶ Yannick Lemarchand, *Du dépérissement à l'amortissement. Enquête sur l'histoire d'un concept et de sa traduction comptable*, Nantes, Ouest Editions, 1993.

Première partie. L'histoire de la statistique publique française

Si mes recherches initiales concernent l'histoire de la statistique publique française entre la création de la SGF au XIX^e siècle et 1961, elles s'élargissent après le doctorat à l'histoire d'autres institutions produisant des statistiques, à celle de leurs experts, de leurs alliés et de leurs détracteurs. Mes travaux s'orientent plus largement vers l'histoire des usages et des usagers de la statistique publique. Je continue ainsi à essayer d'éclairer l'évolution de la conception même de la politique économique et sociale du premier XX^e siècle.

Problématique et échelles d'observation

1. De la Statistique Générale de la France à l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques

Les cadres retenus pour mon doctorat restent d'actualité après sa soutenance. Ils s'appuient sur les diatribes d'Alfred Sauvy contre l'insuffisance des statistiques publiques françaises et contre l'indifférence de la classe politique qui ne me satisfont pas. Ils reposent aussi sur le doute que suscite l'unanimité en faveur de la statistique dont témoignent les décideurs politiques de la Libération qui ont créé l'INSEE en 1946. L'idée d'une haute fonction publique homogène, disposée à consacrer les moyens nécessaires à l'amélioration des connaissances économiques et sociales et à l'introduction de nouvelles méthodes statistiques ne me convainc toujours pas. Pour éclairer ces points, je ne dispose que d'une bibliographie parcellaire provenant des historiens. S'ils reconnaissent en effet, et depuis longtemps, que les statistiques constituent des outils indispensables, Bertrand Gille en présente un inventaire détaillé en 1964²⁷, les historiens s'intéressent moins souvent aux conditions de leur production.

Ils répondent assez massivement à l'invitation de l'INSEE à la journée d'études de Vaucresson en 1976²⁸ mais ils restent beaucoup moins nombreux que les acteurs eux-mêmes

²⁷ Bertrand Gille, *Les sources statistiques de l'histoire de France. Des enquêtes du XVI^e siècle à 1870*, Genève, Droz, 1964.

²⁸ Voir par exemple : Jacques Dupâquier, Eric Vilquin, « Le pouvoir royal et la statistique démographique », dans J. Affichard (ed.), *Pour une histoire...*, Tome I, *op. cit.*, note 3, p. 83-104 ; Tihomir Markovitch, « Statistiques industrielles et systèmes politiques », *Ibid.*, p. 317-326 ; Jean-Claude Perrot, « La statistique régionale à l'époque de Napoléon », *Ib.*, p. 233-253 ; Michelle Perrot, « Premières mesures des faits sociaux : les débuts de la statistique criminelle en France (1780-1830) », *Ib.*, p. 125-137.

qui viennent témoigner²⁹. L'histoire de la statistique publique française n'est pas présentée par des contemporanéistes mais par Alain Desrosières et Jacques Mairesse, administrateurs de l'INSEE³⁰. Certes, Michel Volle complète cette équipe. Il est historien, mais ne fait pas carrière dans l'Université puisque, après une maîtrise avec Jean Bouvier et la publication de son ouvrage sur l'histoire de la statistique industrielle³¹, il rejoint le secteur privé.

La dynamique qu'aurait pu déclencher la journée d'études parmi les historiens de l'Université n'apparaît pas. Les historiens des sciences et ceux des mathématiques sont beaucoup plus ouverts à l'appel des praticiens du chiffre et ils s'engagent effectivement dans l'analyse rétrospective des pratiques de quantification. Leur approche est bien historique puisqu'ils n'isolent pas l'examen des « outils » de leur environnement social et culturel. Ces historiens établissent des liens ténus avec les statisticiens à l'occasion des séminaires et des travaux du centre Alexandre Koyré (EHESS) et autour de Michel Armatte³² ou d'Éric Brian³³. Alain Desrosières, dont la double casquette de polytechnicien, statisticien de l'INSEE et de sociologue est connue, est un acteur important de cette toile³⁴. Il contribue à approfondir l'histoire de la statistique publique française et valorise pour cela des informations de première main puisées à la direction générale de l'INSEE. Son intérêt pour l'histoire en fait un des moteurs de l'organisation des Journées d'histoire de la statistique (JHS) qui ont attiré les praticiens intéressés par leur histoire, les sociologues et les historiens en 2005 et en

²⁹ Par exemple : Raymond Lévy-Bruhl, « Souvenirs de la période 1945-1960 », dans J. Affichard (ed.), *Pour une histoire ...*, Tome 1, *op. cit.* note 3, p. 557-564.

³⁰ Dans le même volume : Alain Desrosières, Jacques Mairesse, Michel Volle, « Les temps forts de la statistique française depuis un siècle », p. 509-518.

³¹ M. Volle, *Histoire de la statistique...*, *op. cit.*, note 4.

³² Michel Armatte, « Lucien March (1859-1933). Une statistique mathématique sans probabilité ? », *Journal électronique d'Histoire des probabilités et de la statistique*, volume I, 2005, p. 1-19.

³³ Eric Brian, *La mesure de l'Etat. Administrateurs et géomètres au XVIII^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1994.

³⁴ Voir en particulier les études d'Alain Desrosières : « Du travail à la consommation : l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », dans INSEE, *50 ans d'INSEE ou la conquête...*, *op. cit.*, note 8, p. 49-79 ; *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 1993, réédition en 2000 ; « D'une école de statistique et d'économie à l'ENSAE et l'ENSAI : 1942-1996 », *Courrier des Statistiques*, n° 75-76, décembre 1995, p. 47-53 ; « Une particularité française : l'économiste-statisticien », *Courrier des Statistiques*, n° 70, juin 1994, p. 49-54 ; « Les spécificités de la statistique publique en France : une mise en perspective historique », *Courrier des Statistiques*, n° 49, janvier 1989, p. 37-54 ; « Masses, individus, moyennes : la statistique sociale au XIX^e siècle », *Hermès*, n° 2, 1988, éditions du CNRS, p. 41-66 ; « La recherche en histoire de la statistique », *Courrier des statistiques*, n° 39, juillet 1986, p. 54-58 ; « Histoires de formes : statistiques et sciences sociales avant 1940 », *Revue Française de Sociologie*, 1985, XXVI, 2, p. 277-310 ; « Eléments pour l'histoire des nomenclatures socioprofessionnelles », dans J. Affichard (ed.), *Pour une histoire ...*, Tome I, *op. cit.* note 3, p. 155-231 ; Avec M. Armatte, « Méthodes mathématiques et statistiques en économie : nouvelles questions sur d'anciennes querelles », dans J-P. Beaud et J-G. Prévost ed., *L'ère du chiffre, systèmes statistiques et traditions nationales*, Presses Universitaires du Québec, Montréal, 2000, p. 431-481 ; Avec Laurent Thévenot, *Les catégories socioprofessionnelles*, Paris, 1988, La Découverte, « Les mots et les chiffres : les nomenclatures socioprofessionnelles », *Economie et Statistiques*, n° 110, avril 1979, p. 49-67 ; Avec Jacques Mairesse et Michel Volle, « Les temps forts de l'histoire de la statistique française », *Economie et Statistiques*, n° 83, novembre 1976, p. 19-28.

2008³⁵. Ces initiatives incitent certains des pionniers de la statistique publique à revenir sur l'histoire des outils qu'ils ont créés. L'ouvrage d'André Vanoli sur l'histoire de la comptabilité nationale, dont il fut un moteur, montre tout l'intérêt de leur approche³⁶. La précision et la synthèse auxquelles les statisticiens sont habitués aboutissent à des présentations claires, complètes et concises.

Ces démarches ont peu d'échos dans le monde des historiens universitaires. Leurs tables rondes et leurs colloques s'ouvrent rarement aux autres disciplines et ils restent peu réceptifs aux praticiens et à l'histoire des outils quantifiés. Le dialogue entre Jean Bouvier et François Bloch Lainé constitue une exception notable puisqu'il bâtit un pont entre deux mondes jusqu'alors hermétiques³⁷.

Manquant d'intérêt pour les acteurs de l'implantation de l'INSEE et pour leurs outils, une partie des contemporanéistes n'utilise pas de statistique. En l'absence de repère, ils se détournent parfois même de l'économie. Depuis l'origine, mes recherches tentent d'inverser ce courant dominant.

L'occasion d'approfondir l'histoire du service de la démographie et celle du SNS créés sous l'Occupation m'est fournie après le doctorat.

La période charnière de l'Occupation

L'histoire de l'administration et de l'économie de la période de Vichy est alors en plein réexamen³⁸. La question du rôle effectif du SNS dans la collaboration et dans la politique de la traque préoccupe Jean-Claude Milleron, directeur général de l'INSEE. Les lacunes des archives, et notamment les « trous noirs » de la dernière année de l'Occupation pour le service de statistiques, et le destin tragique de René Carmille, contrôleur général de

³⁵ Le programme des deux JHS organisées en 2005 et en 2008 est disponible sur le site de l'INSEE.

³⁶ André Vanoli, *Une histoire de la comptabilité nationale*, Paris, La Découverte, 2002.

³⁷ François Bloch Lainé Jean Bouvier, *La France restaurée. 1944-1954. Dialogue sur les choix d'une modernisation*, Paris, Fayard, 1986.

³⁸ Sans aborder l'historiographie de Vichy, rappelons que l'ouvrage de Robert O. Paxton, *La France de Vichy*, Paris, Seuil, 1972 a favorisé un renouvellement des interprétations comme le montrent et deux articles d'Henri Rousso : « L'organisation industrielle de Vichy (perspectives de recherches) », *Revue d'histoire de la Seconde Guerre mondiale*, 1979, n° 116, p. 27-44 ; « Les élites économiques dans les années quarante », *Mélanges de l'Ecole française de Rome*, t. 95, 1983. 2, p. 29-49. Henri Rousso et Eric Conan présentent l'évolution de l'historiographie dans *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Gallimard, 1994.

Les entreprises sous Vichy sont mieux connues depuis un colloque organisé par l'Université de Franche-Comté et par le Musée de la Résistance et de la déportation de Besançon en mars 1999 dont les actes ont été publiés sous la direction de Jean-Claude Daumas, Olivier Dard et François Marcot, *L'Occupation, l'Etat français et les entreprises*, Paris, ADHE, 2000. Depuis 2002, les colloques du Groupement de Recherches (GDR) consacrés aux entreprises sous l'Occupation et la publication rapide de leurs actes enrichissent à la fois l'histoire des entreprises, celle des administrations (ministère de la Production Industrielle et ministère des Finances en particulier), celle des politiques de l'Etat français et celle des archives et de la documentation disponible. L'histoire de l'administration est aussi davantage éclairée, voir notamment : Marc-Olivier Baruch, *Servir l'Etat français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997.

l'Armée et fondateur du service de la démographie puis du SNS³⁹, qui est arrêté par la Gestapo dans son bureau de Lyon le 2 février 1944 et qui meurt en déportation, laissent courir les interprétations les plus diverses. Les descendants de certains de ses collaborateurs s'invitent dans les débats. L'histoire de la statistique publique pendant l'Occupation devient un terrain miné.

Raymond Lévy-Bruhl, inspecteur général honoraire de l'INSEE et qui en fut longtemps secrétaire général, et Jean-Pierre Azéma, professeur d'histoire contemporaine à l'Institut d'Études Politiques de Paris (IEP) et spécialiste de la période de Vichy, sont chargés de faire un rapport sur la question par Jean-Claude Milleron⁴⁰. Le contexte est celui de la « découverte » du fichier juif de la Préfecture de police de Paris. Je suis intégrée à cette équipe en 1996, après avoir discuté de mon doctorat avec plusieurs personnalités de l'INSEE, dont Francis Louis Closon et Raymond Lévy-Bruhl. Ma collaboration consiste à affiner la chronologie des activités du SNS. Je dispose pour cela de documents que la direction générale de l'INSEE n'a pas souhaité verser aux archives économiques et financières de la France. Les souvenirs de Raymond Lévy-Bruhl, entré à l'INSEE en 1946, et sa connaissance de l'institution, comme les recherches complémentaires effectuées par Jean-Pierre Azéma aux Archives Nationales et dans des archives départementales aboutissent au rapport en 1998. Ce rapport met en relief les acquis essentiels de la période de l'Occupation pour le service central de la statistique publique.

En août 1940, René Carmille, pionnier de la mécanographie entre les deux guerres, propose au tout nouveau gouvernement de Vichy de créer un service pour pallier la suppression des bureaux de recrutement dissous par la convention d'armistice. Officieusement, il cherche à réunir les moyens de préparer une mobilisation clandestine. Le service de la démographie est créé à la fin de 1940. Il reçoit un équipement spécialement conçu pour établir et tenir à jour les fichiers des personnes. René Carmille s'entoure de militaires démobilisés. Il invente le numéro d'immatriculation individuel, qui deviendra le numéro de Sécurité Sociale, et développe la statistique administrative et les fichiers. Officiellement, le service fait double emploi avec la SGF. La fusion s'impose et elle donne naissance au SNS dirigé par René Carmille. Selon Alfred Sauvy, « l'établissement artisanal »

³⁹ Gaston Marie, « Nécrologie de René Carmille », *JSSP*, n° 7-8, juillet août 1945, p. 145-148.

⁴⁰ Jean-Pierre Azéma, Raymond Lévy-Bruhl, Béatrice Touchelay, « Mission d'analyse historique sur le système statistique français de 1940 à 1945 », direction générale de l'INSEE, 1998. Dans sa lettre de mission Jean-Claude Milleron faisait état des « malentendus qui pourraient subsister » au sujet du rôle du SNS pendant l'Occupation. Il ajoutait : « j'attends de ce travail une aide pour assumer ce passé et, si possible, contribuer à mettre en paix la conscience collective d'une communauté de travail ».

qu'était la SGF est alors absorbé dans « une grande usine » de chiffrage⁴¹. La direction générale du SNS s'installe à Lyon. René Carmille et ses proches collaborateurs continuent à monter un fichier clandestin de mobilisation⁴².

A la Libération, la question de la survie du SNS et de ses fichiers, comme celle du maintien des anciens militaires parmi ses cadres suscite des tensions. Alfred Sauvy souhaite un retour à la SGF d'avant la guerre⁴³. Les services du ministère de la Production industrielle cherchent à défendre la place qu'ils ont acquise dans l'établissement de la statistique industrielle. Les directions du Budget et celles des Finances rechignent face aux coûts d'un vaste service qui emploie plus de 7 000 personnes. L'engagement incontestable de René Carmille et de plusieurs de ses proches collaborateurs dans la Résistance ne suffit pas à garantir la survie de l'édifice.

Le rapport remis à Claude Champsaur, successeur de Jean-Claude Milleron, indique que les fichiers du SNS n'ont pas servi la traque orchestrée par Vichy. Il souligne aussi toute la dangerosité de l'entreprise de René Carmille⁴⁴. Il montre combien les fichiers et le croisement de données individuelles recueillies par différentes administrations peuvent être nuisibles au respect des libertés démocratiques et à l'intégrité des personnes. Ce rapport met en évidence l'ambivalence des positions des fonctionnaires de l'Etat français et pose plus largement la question de l'engagement. Il ne répond pas aux attentes de tous les descendants des fondateurs du SNS. Certains souhaitaient obtenir une reconnaissance plus tranchée et plus officielle de l'héroïsme de leurs pères. La question n'est donc pas close.

Dans des domaines différents, Fabrice Bardet et Alexis Spire sont revenus sur les méthodes introduites par René Carmille dans le cadre de leurs doctorats⁴⁵. D'autres travaux éclairent les institutions françaises produisant des chiffres publics et leurs liaisons avec

⁴¹ A. Sauvy, « Statistique Générale de la France ... », *art. cit.*, note 11.

⁴² Par exemple : Jean Lanxade, directeur régional du SNS à Bordeaux, « Du service de la démographie à l'Institut national de la statistique et des études économiques », *Bulletin de l'Association des ingénieurs statisticiens*, n° 5, janvier 1950, p. 9-19.

⁴³ Les changements techniques introduits par René Carmille sont particulièrement critiqués dans A. Sauvy, « Progrès techniques dans l'établissement des statistiques », *JSSP*, septembre octobre 1946, n° 9-10, p.196-203.

⁴⁴ Jean-Pierre Azéma, Raymond Lévy-Bruhl, Béatrice Touchelay, « Mission d'analyse historique... », *op. cit.* note 40 : « Au total, le SNS a fonctionné politiquement comme la plupart des administrations françaises. Il s'est profondément défié de toute connivence affichée avec l'occupant. Il a en revanche servi très loyalement le régime de Vichy, jusqu'en 1943 ; il s'est, il est vrai, gardé de toute dérive policière. Il a [...] élaboré des instruments qui auraient pu être utilisés à des fins directement répressives. », p. 57

⁴⁵ Alexis Spire, « Sociologie historique des pratiques administratives à l'égard des étrangers en France (1945-1975) », doctorat de sociologie, Université de Nantes, 2003 publié sous le titre : *Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'information*, Paris, Grasset, 2003 ; Fabrice Bardet, « La statistique au miroir de la région. Eléments pour une sociologie historique des institutions régionales du chiffre en France depuis 1940 », doctorat de sciences politiques, Université de Paris I, 2000.

l'Occupation⁴⁶. A la fois complice et héritier de la mise en place d'instruments de police conduisant à une société « encartée », le service de statistique est également envisagé à travers son rôle, effectif ou virtuel, en matière de police⁴⁷. Dans un contexte distinct et à une toute autre échelle, les ouvrages de Martine Mespoulet et d'Alain Blum⁴⁸ sur la statistique soviétique, ou la dernière publication de Martine Mespoulet⁴⁹, soulignent la fragilité de la statistique et de ses auteurs face aux exigences du système politique.

Les circonstances m'ont incité à approfondir l'histoire de la statistique publique. Mes discussions avec Raymond Lévy-Bruhl, passionné d'histoire, et un appel d'offre de la Direction de l'Administration et de la Recherche Economique et Sociale (DARES) lancé en vue de la préparation du centenaire du ministère du Travail m'ont permis d'étudier l'histoire du service de statistiques de ce ministère. Le service a été dirigé par Raymond Lévy-Bruhl entre 1951 et 1961. Le rapport final présentant mes recherches a été publié à la fin de 2008⁵⁰. Un autre volet de cette histoire conduit à s'intéresser à la demande de statistiques et à mettre les usagers au cœur de l'analyse.

2. Les usagers de la statistique publique et leurs pratiques

Plusieurs travaux incitant à nuancer les propos de Sauvy contre l'indifférence des décideurs à l'égard de la statistique publique et contre l'insuffisance des informations disponibles entre les deux guerres m'ont décidée à creuser la question après le doctorat. Lorsqu'il étudie les politiques publiques dans le premier XX^e siècle ou bien les groupements qui cherchent à les inspirer, Michel Margairaz par exemple souligne que les gouvernants étaient mieux informés qu'il n'y paraît⁵¹. D'autres études portant sur le monde patronal⁵², ou

⁴⁶ Alain Drouard, *Une inconnue des sciences sociales. La Fondation Alexis Carrel. 1941-1945*, Paris, INED-Maison des Sciences de l'homme, 1992 ; ou plus récemment Paul-André Rosental, *L'intelligence démographique. Sciences et politiques des populations en France 1937-1958*, Paris, Odile Jacob, 2003.

⁴⁷ Pierre Piazza, *Histoire de la carte nationale d'identité*, Paris, Odile Jacob, 2004.

⁴⁸ Alain Blum, Martine Mespoulet, *L'anarchie bureaucratique : statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, 2003.

⁴⁹ Martine Mespoulet, *Construire le socialisme par les chiffres. Enquêtes et recensements en URSS 1917-1991*, Paris, INED, 2008.

⁵⁰ « L'émergence des statistiques du travail entre 1891 et 1967 ou la construction d'une réalité économique, politique et sociale », *Les Cahiers du Comité d'histoire des administrations chargées du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle*, préface de Michel Margairaz, 2008, 126 pages.

⁵¹ Michel Margairaz, *L'Etat, les finances et l'économie, histoire d'une conversion: 1932-1952*, Paris, CHEFF, 2 volumes, 1991 ou plus récemment : « Les services publics économiques entre experts, praticiens et gouvernants dans le premier XX^e siècle : d'une configuration historique à l'autre », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, tome 52, n° 3, 2005, p. 132-165.

⁵² D. Fraboulet, *Quand les patrons...*, *op. cit.* note 23 et aussi intervention au séminaire « Histoire sociale ... » sur « Patronat et information économique ... », *op. cit.* note 22.

plus largement sur les milieux d'affaires et sur ceux des décideurs politiques⁵³, indiquent même qu'une grande partie des responsables français avait une conscience assez nette de l'importance de l'information économique et sociale pour diriger.

Mon étude sur les statistiques du travail montre en effet que dès l'entre deux guerres, des petits patrons ou des petits propriétaires réclament des statistiques publiques susceptibles d'éclairer l'action à l'échelle locale, mais qu'ils le font assez discrètement. Ils demandent en particulier de disposer d'informations sur l'évolution des prix pour pouvoir établir leurs tarifs et fixer les loyers et les salaires. A l'échelle nationale, la connaissance de quelques indicateurs du commerce extérieur par exemple permet aux représentants patronaux d'exercer une pression sur les parlementaires et sur les gouvernants pour appuyer des demandes de soutien ou de protection. La dévalorisation monétaire qui se confirme entre les deux guerres oblige aussi à disposer d'indices de fluctuation des cours pour apprécier les stocks, fixer les prix de vente et plus généralement signer des contrats commerciaux. Dès les années 1920, les fédérations patronales du textile réclament au fisc de tenir compte des fluctuations des cours des matières premières pour le calcul des bénéfices déclarés. Cette revendication est rapidement soutenue par d'autres secteurs. Elle aboutit à une circulaire des Contributions directes autorisant la réévaluation des bilans en 1930.

La statistique est ainsi jugée nécessaire. Toutefois, même si comme l'a montré Henri Ehrmann, l'Occupation a habitué les chefs d'entreprises à un minimum d'organisation professionnelle, les résistances aux enquêtes subsistent après la Libération⁵⁴. Ces difficultés persisteront après la loi de 1951 sur l'organisation de la statistique publique, la coordination et le secret statistique. A la fin de 1960, certains secteurs considèrent toujours la statistique comme « la forme la plus élaborée du mensonge » et ils demeurent « statistico-résistants »⁵⁵. Les réticences sont pourtant moins vives qu'avant l'Occupation. Les entreprises, fournisseurs d'informations, s'appuient davantage sur les résultats des enquêtes des groupements professionnels ou de l'INSEE pour effectuer leurs arbitrages et définir leur stratégie. La seconde enquête industrielle du XX^e siècle effectuée par l'INSEE en 1963 n'est pas un échec,

⁵³ Françoise Berger, « André François-Poncet, des réseaux intellectuels à l'expérience du journalisme économique au service des entrepreneurs », dans Olivier Dard et Gilles Richard (dir.), *Les permanents patronaux : éléments pour l'histoire de l'organisation du patronat en France dans la première moitié du XX^e siècle*, Sarreguemines, Centre de recherche histoire et civilisation de l'Université Paul Verlaine de Metz, 2005, p. 75-92.

⁵⁴ Henri W. Ehrmann, *La politique du patronat français, 1936-1955*, Paris, Colin, Sciences Politiques, 1959.

⁵⁵ Syndicat national des distributeurs grossistes en produits alimentaires, « Une branche de la distribution alimentaire expose ses réalisations en matière de statistiques professionnelles », *Bulletin du CNPF*, octobre 1960, p. 5-7.

contrairement à celle de 1931 pour laquelle la SGF n'avait récupéré qu'un tiers des questionnaires envoyés.

La fiabilité et la représentativité des échantillons retenus par l'INSEE ou par le service statistique du ministère du Travail pour leurs enquêtes s'améliorent régulièrement. Les taux de non réponse se stabilisent. Les questionnaires peuvent alors être affinés pour préciser les connaissances des structures et de la conjoncture de l'activité économique et sociale.

Ces changements permettent de satisfaire une demande de statistiques qui se diversifie à partir de la Reconstruction. Les dirigeants des entreprises constituent une clientèle de choix.

De l'histoire de la statistique publique à l'histoire du CNPF

L'étude des relations entre l'INSEE et le CNPF ne me permet pas de préciser clairement les positions des fédérations, des secteurs ou des personnalités du CNPF au sujet de la statistique publique. Sans avoir réussi à déterminer l'origine des mots d'ordre et des motions retenus par les assemblées générales ou diffusés par les articles du Bulletin de liaison, j'ai constaté que les relations entre la direction du CNPF et celle de l'INSEE se renforçaient à mesure que l'on s'éloignait de 1946 (création de l'INSEE et du CNPF). A une relation teintée de méfiance succède une sorte de complicité lorsqu'il s'agit d'organiser l'enquête industrielle de 1963. Cette alliance est soudée au sommet des deux structures par la reconnaissance mutuelle de deux personnalités issues de la Résistance, Francis Louis Closon et Georges Villiers. Évoluant dans des horizons très différents, la haute fonction publique ou les entreprises privées, ces dirigeants tissent des liens solides et favorisent ainsi la conversion d'une partie du patronat à la statistique. Si le rôle de Villiers reste à éclairer davantage, la détermination de Closon⁵⁶ est connue.

La loi de 1951 sur la coordination et le secret statistique marque une étape importante de ce rapprochement car elle répond largement aux attentes des dirigeants du CNPF⁵⁷. Ce n'est pas la défense du secret des affaires ou la frilosité patronale qui explique alors la lenteur de l'adoption des décrets d'application, mais c'est l'indifférence des directions ministérielles qui la reporte d'un an.

L'examen de l'histoire des rapports entre la statistique publique et une partie de la direction du patronat français m'ouvre une première voie pour « sortir de l'INSEE ». J'ai cherché à approfondir l'histoire du CNPF entre sa création et le retournement conjoncturel

⁵⁶ Francis-Louis Closon, « Les difficultés d'un commencement », *Economie et Statistiques*, supplément 25^e anniversaire, n° 24, juin 1971, p. V - VIII.

⁵⁷ Gérard Lang, « L'élaboration de la loi de 1951 », *Courriers des statistiques*, n° 123, janvier avril 2008, p. 39-41.

des années 1970. Directement éclairée par Henri Erhmann puis par Henri Weber⁵⁸, cette histoire reste en chantier. Pour l'aborder, je me suis attachée à la façon dont le CNPF s'empare de la question du logement dans l'immédiat après guerre. Sans avoir approfondi ce sujet, il m'a paru à la fois révélateur de l'attitude de la direction du CNPF face à un problème économique et social de premier plan et très « médiatisé », et de sa capacité à proposer des solutions. La question du logement montre aussi comment le CNPF participe à la mise en place du 1 % patronal, puis à celle d'une gestion paritaire des fonds collectés. A la charnière entre le paternalisme privé le plus traditionnel, le catholicisme social et l'adaptation à l'Etat Providence, la politique du logement du CNPF entre la Reconstruction et les années 1960 m'a semblé témoigner d'une certaine conversion d'une partie du patronat aux nouvelles pratiques de l'Etat. La conversion était préparée puisque les Comités Interprofessionnels du Logement (CIL), qui sont gestionnaires du 1 %, héritent largement des pratiques patronales introduites dans le Nord Pas-de-Calais et dans la région parisienne depuis la fin de l'entre deux guerres. La filiation restait à démontrer. Un article non publié m'a permis de l'établir. Des échanges récents avec Hélène Frouard, spécialiste de l'histoire du logement social dans la France des XIX et XX^e siècles, qui présentait ses travaux au séminaire d'histoire économique et sociale de la rue d'Ulm du 7 janvier 2009, m'ont convaincu de l'intérêt d'une approche du patronat centrée sur la fiscalité et qui lie l'histoire sociale et l'histoire politique. Nous avons convenu avec Hélène Frouard de lancer un appel à contributions et de proposer à une revue un numéro spécial sur le thème du patronat et du logement en France, dès que nos charges seraient allégées.

Cette expérience a confirmé mon intérêt pour une approche du patronat, et en particulier de sa principale confédération (Confédération Générale de la Production Française, puis des Producteurs Français après 1936 - CGPF- et CNPF). Cette histoire reste à fouiller pour dépasser l'analyse du discours fédérateur et pour examiner à la loupe les tensions et les rapports de force qu'il dissimule. L'examen des positions patronales face à l'impôt peut offrir un éclairage sur ses relations avec l'Etat dans la France contemporaine.

⁵⁸ H. W. Ehrmann, *La politique du patronat français...*, op. cit. note 54 ; Henri Weber, *Le parti des patrons. Le CNPF 1946-1990*, Paris, Seuil, 1986. D'autres ouvrages informent sur l'histoire générale du patronat. On peut citer de façon non exhaustive: Bernard Brizay, *Le patronat. Histoire, structure, stratégie du CNPF*, Paris, Seuil, 1975 ; Georges Lefranc, *Les organisations patronales en France, du passé au Présent*, Paris, Payot, 1976 ; Roger Priouret, *Les origines du patronat français*, Paris, Grasset, 1963. Pour une approche régionale : Pierre Vernus (dir.), *Les organisations patronales. Une approche locale (XIX-XX^e siècles)*, Cahiers du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale n° 4, Université Lumière Lyon 2, UMR 5599, CNRS, 2002.

Sources et méthodes

Compte tenu de l'objet d'études (la statistique publique) qui entretient des relations permanentes avec son environnement, les sources mobilisées dès la première étape du travail font intervenir des acteurs diversifiés. D'abord cantonnées aux archives des administrations économiques et financières et aux ressources propres de l'INSEE, ces sources s'élargissent ensuite aux directions des affaires économiques et financières et aux fonds du Budget et du Fisc. Les Archives Nationales du Monde du Travail (ANMT) de Roubaix (59) et quelques archives départementales offrent des informations complémentaires.

1. De la monographie à l'immersion dans l'environnement

La construction des sources pour retracer l'histoire du service central de statistiques s'avère plus délicate que ne le laisse supposer l'inventaire établi par le Centre des archives économiques et financières (CAEF) de Savigny-le-Temple (77). Les difficultés tiennent à deux raisons essentielles. La première provient du reclassement de la totalité des fonds de l'INSEE qui a été effectué au milieu des années 1990 et qui condamne mes anciennes références. La seconde difficulté réside dans la politique de versement de sa direction générale qui a été irrégulière et partielle. A ma connaissance, les lacunes les plus nettes concernent le SNS et les premières années de l'INSEE. Ces lacunes tiennent en partie aux directives de l'après Libération prescrivant d'éliminer des services tout document contenant des informations personnelles sur la race ou sur la religion. Elles s'expliquent aussi par les déménagements successifs des services centraux et régionaux, par les pertes occasionnées par les bombardements et par l'élimination de dossiers et de fichiers clandestins pendant l'Occupation. Le fait qu'il ne reste que les directives « officielles » laisse une image incomplète et tronquée sur l'activité du SNS. Ma participation au rapport « Azéma, Lévy-Bruhl, Touchelay » m'a permis de constater que certains documents sur la période étaient restés dans les armoires de la direction générale de l'INSEE. Elle m'a aussi montré que la plupart des cadres de ces services ont emporté des dossiers avec eux au moment de leur départ pour une autre direction ou bien de leur cessation d'activité. Au bout du compte, ma recherche s'est appuyée sur des sources partielles qui m'ont semblées d'autant plus précieuses qu'elles ont été sélectionnées pour être conservées et versées au CAEF. La recherche est considérablement enrichie si on l'entreprend avec une conscience nette de ces biais.

Louvre - Bercy - Savigny le Temple

Les fonds des administrations économiques et financières ont voyagé. Mes premières recherches sur le service de conjoncture du SNS ont été faites au Louvre où était installé le service d'archives. La salle de consultation s'est ensuite déplacée à Bercy dans un ministère flambant neuf, puis à Savigny-Le-Temple. Sans la compétence de Mimose Dijoux, aujourd'hui retraitée, qui a accompagné tous ces déménagements, ma recherche se serait sans doute arrêtée au Louvre. Mimose Dijoux et Laurent Dupuy, à Bercy et à Savigny-le-Temple, m'ont guidée dans des fonds qu'ils connaissent bien. Je leur dois à la fois d'avoir pu consulter une masse importante de documents, d'avoir évité les impasses et d'avoir passé de très bons moments à Savigny-le-Temple, malgré le caractère sinistre du lieu.

De nouveaux versements améliorent ces fonds. Les derniers documents liés à l'Occupation ont été versés à la suite du rapport « Azéma, Lévy-Bruhl, Touchelay ». L'une des missions du comité de pilotage créé au printemps dernier consiste à tenter d'étoffer ce fonds. Il faudrait en effet le compléter par les dossiers conservés par les anciens administrateurs ou par leurs descendants.

Après la remise du rapport, j'ai eu la chance de pouvoir accéder à certains papiers conservés par Robert Carmille, avec qui j'ai eu de nombreuses et parfois fructueuses conversations depuis mon doctorat, ou par Xavier Jacquey, le fils d'un des premiers collaborateurs de René Carmille. Robert Carmille a écrit plusieurs textes dans lesquels il présente des documents inédits sur le SNS et sur l'activité de son père. Il cherchait à publier une biographie qui devrait être particulièrement détaillée. Xavier Jacquey m'a ouvert les archives de son père sur la période. Ces archives soulignent bien davantage que celles que j'ai consultées jusque-là le rôle des militaires dans la création du service de la démographie puis du SNS et de l'INSEE. Un travail écrit de Xavier Jacquey présente et analyse cette documentation⁵⁹. Les conversations accompagnant ma consultation des archives familiales m'ont permis d'enrichir mes sources sur la statistique pendant l'Occupation et d'engranger des notes qui devraient me permettre d'aboutir un jour à une synthèse sur le service des statistiques pendant l'Occupation. Cette étude sommeille en attendant le recul et le temps nécessaires pour pouvoir, suivant Marc Bloch, comprendre sans juger.

L'approche interne du producteur de la statistique publique est complétée par l'exploitation des archives d'autres directions économiques et financières (Affaires économiques, Budget, direction des Prix, etc.). Certaines archives des commissions du Plan ont été consultées à Fontainebleau. Celles des débats parlementaires sur la statistique ont été

⁵⁹ Xavier Jacquey, « De la statistique au camouflage. Une administration résistante », Versailles, chez l'auteur, 2001.

survolées à l'Assemblée nationale. Ces sources informent sur la réception et sur la demande publique de statistiques. Leur examen est délibérément resté limité pour bien comprendre de l'intérieur le fonctionnement de l'institution.

Mon rapport sur la statistique du travail a permis d'élargir ces sources à une autre administration productrice de données quantifiées. Il a aussi offert l'occasion de développer davantage l'étude de l'entre deux guerres et d'examiner des fonds départementaux. Ce rapport a conduit à exploiter les dossiers des ANMT (Roubaix) sur la CGPF et sur le CNPF.

Les sources sur le CNPF

Les documents contenus dans les dossiers de la CGPF et du CNPF informent sur les travaux des principales commissions, sur ceux des assemblées générales ou des différents groupes d'études et sur les activités des dirigeants. Ils le font plus en détail et de façon moins convenue que les publications patronales ou que les comptes rendus des assemblées générales et des commissions. Toutefois, ces documents n'éclairent pas totalement les coulisses des confédérations. Ils ont été versés par des responsables qui cultivent souvent un goût prononcé pour le secret.

Ces fonds ne sont accessibles que sur dérogation. Ces dérogations m'ont été facilement accordées, mais elles ne concernent pas toutes les informations puisqu'elles excluent les « documents comptables » et les « correspondances ».

Cette limitation peut être en partie contournée pour les correspondances puisqu'elles se retrouvent dans les archives des services officiels, et en particulier dans celles des administrations économiques et financières ou de l'INSEE. En revanche, cette limite représente une perte sèche pour les documents comptables. Elle fait peser un doute sur l'ensemble des documents que les confédérations ont bien voulu conserver et laisser consulter. Ces documents renvoient une image tronquée de la réalité des confédérations. Les divergences et les tensions internes entre groupements patronaux ou entre personnalités n'y apparaissent pas clairement. Ils ne permettent pas de savoir quelle fédération emporte la décision et comment elle y parvient. La question de savoir précisément à partir de quand, et pourquoi, le secteur textile s'impose comme l'expert de la CGPF et du CNPF en matière fiscale par exemple, reste sans réponse. Les documents que j'ai consultés à Roubaix donnent une idée floue de la CGPF et du CNPF, mais ils ont le mérite d'exister. Les publications des confédérations, et celles d'autres groupements comme les Jeunes Patrons par exemple, contribuent à compléter le tableau. Il reste beaucoup à faire pour avoir une idée plus juste des conceptions de ces confédérations sur d'autres points que sur la statistique. Les pistes possibles ne manquent pas.

Pour l'histoire de la statistique, les sources orales complètent l'écrit.

Sources orales

Dans son mémoire de synthèse en vue de l'habilitation à diriger des recherches, Danièle Fraboulet rappelle que les sources de l'histoire orale remontent en France aux travaux pionniers du Comité d'Histoire de la Deuxième Guerre mondiale en 1949 puis à ceux de l'Institut d'Histoire du Temps Présent (IHTP) qui y consacre deux tables rondes en 1980 et en 1986⁶⁰. Un peu plus tard, le Comité pour l'Histoire Economique et Financière de la France (CHEEF) entreprend toute une série d'entretiens avec des hauts fonctionnaires des Finances et Florence Descamps et son équipe mettent au point une méthode⁶¹. Un programme d'interviews est établi et il sera réalisé. La conservation des cassettes et leur très grande accessibilité offrent un outil de travail précieux.

J'ai commencé mon doctorat au moment où cette approche se développait. Les entretiens du CHEEF ont montré que les hauts fonctionnaires étaient non seulement accessibles, mais qu'ils pouvaient, si on leur en laissait le temps, fournir des témoignages extrêmement riches. Ils ont aussi familiarisé ces personnalités avec la démarche de l'entretien conçu dans un but historique. Plusieurs directeurs et inspecteurs généraux de l'INSEE ont été interviewés par le CHEEF. De son côté, Alain Desrosières interrogeait Henri Bunle sur sa carrière. L'enregistrement de ce statisticien entré à la SGF en 1907, retraité de l'INSEE dans les années 1950 et décédé à plus de cent ans, est précieux. Même s'il passe très vite sur son rôle de directeur de la SGF pendant l'Occupation et sur l'intérim de René Carmille qu'il exerce entre février 1944 (arrestation de René Carmille) et avril 1946 (nomination de Francis Louis Closin et création de l'INSEE), Henri Bunle offre un témoignage inestimable sur près d'un demi siècle de statistique publique française. Cette cassette accentue mes regrets de ne pas avoir interrogé Alfred Sauvy sur sa carrière de statisticien...

Avec une méthode et un matériel beaucoup moins élaboré, j'ai interviewé un certain nombre de cadres de la direction générale de l'INSEE sur leur carrière, pour approfondir certains thèmes après le doctorat. La plupart des conversations étaient enregistrées. J'ai transmis récemment ces cassettes au comité de pilotage « Histoire et patrimoine de l'INSEE » pour qu'il les numérise et que nous réfléchissions à la meilleure façon de les valoriser.

⁶⁰ D. Fraboulet, « De l'histoire des entreprises à l'histoire des organisations patronales », Mémoire de synthèse de l'activité scientifique en vue de l'HDR, Université de Paris VIII, 2004, p. 29. Je ne saurai jamais trop remercier Danièle Fraboulet pour son soutien et en particulier ici pour l'aide extrêmement précieuses qu'elle m'a apporté en acceptant de me communiquer ce document.

⁶¹ Florence Descamps, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, CHEEF, 2001 ; « Les archives orales du Comité pour l'Histoire économique et financière ou la fabrication d'une source », CHEEF, *Études et documents*, vol. III, 1991, p. 511-538.

Plusieurs entretiens avec Georges Laurent, responsable du service des prix au moment des tentatives de manipulation gouvernementale, aux cours desquels il m'a montré les coupures de presse et les caricatures qu'il avait conservées avec la minutie du statisticien, m'ont permis de comprendre certaines difficultés de ce métier. Elles m'ont aussi largement éclairée sur la signification de l'éthique du statisticien, lorsqu'il est critiqué par la presse et pressé par les syndicats et par la direction des Prix ... Un article détaillé sur l'indice des prix de l'INSEE a été publié à la suite de ces entretiens.

Gérard Théodore, pionnier de la statistique d'outre mer, et Raymond Lévy-Bruhl ont continué à m'aider à approfondir l'histoire de l'INSEE. Ma réponse à l'appel d'offre de la DARES a été en partie motivée par le fait que Raymond Lévy-Bruhl a dirigé pendant dix ans le service des statistiques du ministère et qu'il y a développé les enquêtes Activité et Occupations de la Main d'Oeuvre (ACEMO). Ces enquêtes constituaient alors la seule source d'information sur les salaires, la durée du travail, la répartition des actifs, etc. Je souhaitais ainsi prolonger une collaboration entamée avec le rapport « Azéma, Lévy-Bruhl, Touchelay » et faire connaître une carrière toute entière consacrée à la statistique publique.

L'expérience des entretiens et ma collaboration avec Lévy-Bruhl ont été très enrichissantes car elle m'ont appris toute l'importance et toute la difficulté de la préparation des entretiens et aussi parce qu'elles ont apporté à ma recherche l'élément humain qui fait défaut aux sources papiers. Déjà avec le décès de Closos, mais plus encore avec celui de Lévy-Bruhl, l'histoire des fondations de l'INSEE sur laquelle nous étions d'accord perd ses pionniers. Elle reste un objet d'histoire.

2. La statistique publique, un révélateur de la nationalisation des enjeux économiques et sociaux

Les pistes de recherches ouvertes après mon doctorat sont nombreuses. Le développement de la statistique publique est envisagé comme un révélateur de la prise de conscience générale de la nécessité de gérer les questions économiques et sociales à l'échelle nationale. Il révèle à la fois l'élargissement des horizons des acteurs et la mise en place d'échelons intermédiaires qui négocient et qui décident. Ce développement est perçu comme un signe de modernité puisqu'il résulte d'un accord sur une certaine forme de représentation de la réalité. Comme l'indique Alain Desrosières, l'histoire de la statistique publique est « au cœur de la problématique des relations entre l'Etat et la société » parce qu'elle concerne un

« objet frontière » façonné dans les années 1940-1950, une convention qui brime certains acteurs et en valorise d'autres⁶².

La statistique économique ouvre donc une piste intéressante pour tenter de suivre l'évolution des relations entre l'Etat et les entreprises. Le refus de répondre aux questionnaires statistiques par exemple, peut provenir d'une indifférence ou d'une méconnaissance de son usage, mais il peut aussi représenter un acte de résistance active à l'emprise de l'administration ou de l'Etat. L'enquête statistique établit un lien entre l'entreprise, jusque-là « grande muette », et le service enquêteur qui symbolise l'Etat⁶³. L'examen de ce lien et celui de la convention qui en résulte, de son contenu, de ses auteurs et de son évolution, constituent le fil directeur de mes recherches. Cet examen conduit à faire des allers retours permanents entre un niveau d'analyse macroéconomique et macro sociale, où se trouve l'Etat, un niveau méso, où se trouvent les groupes constitués (confédérations patronales et groupements patronaux, corps des statisticiens) et l'échelle micro, où se trouvent l'entreprise et l'enquêteur.

La chronologie à laquelle j'aboutis pour la période retenue met en évidence le parallélisme entre l'augmentation des interventions de l'Etat et le développement de la statistique. Les guerres, et en particulier les deux Guerres mondiales, constituent des accélérateurs que ma recherche souligne. Même si la Première Guerre mondiale ne parvient pas à impulser un élan durable⁶⁴, la Seconde conduit à la création de l'INSEE.

Valorisant l'approche macroéconomique en m'intéressant aux foyers de l'élaboration des statistiques, restant ainsi à contre courant de l'histoire des entreprises qui privilégie l'échelle micro économique, et en continuant à aborder un domaine auquel les historiens, qui ne sont pas spécialistes des sciences ou des techniques, s'intéressent peu, ma démarche invite à la pluridisciplinarité et au travail d'équipe.

Elle fait de l'histoire de la statistique celle d'un instrument de la décision politique. Elle en fait un outil et un révélateur de l'affirmation du paradigme keynésien après la Libération. Cette problématique continue de représenter pour moi un axe de recherches

⁶² A. Desrosières, *La politique des grands nombres...*, op. cit. note 34 ; « Décrire l'Etat ou explorer la société : les deux sources de la statistique publique », *Revue Genèse : Quantifier*, n° 58, 2005/1, p. 4-27 ; « Comment faire des choses qui tiennent : histoire sociale et statistique », *Histoire et Mesure*, vol IV – n° 3 / 4, 1989, p. 225-242.

⁶³ Christian Stoffaës, « La révolution invisible : une mise en perspective de l'expérience des missions de productivité », *Actes du colloque sur le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe*, Paris, CHEFF - Comité d'histoire industrielle, 1991. Pour l'auteur, le *Bulletin du CNPF* est l'un des portes paroles de la communauté des entreprises qu'il décrit comme « une sorte de Grande Muette de l'histoire économique et sociale ».

⁶⁴ Clotilde Druelle Korn, « Ministère du commerce – Statistique générale de la France – Le rendez-vous manqué des statistiques économiques », *Histoire et Mesure*, vol XXII, n° 1, 2007, p. 45-69.

prometteur qui permet d'aborder autrement les relations entre les milieux d'affaires et les pouvoirs politiques⁶⁵.

Les journées d'études consacrées au rôle des chiffres publics et privés dans la décision organisées depuis 1996 avec Philippe Verheyde offrent un terrain privilégié pour développer la pluridisciplinarité exigée par ce thème. Le comité scientifique est composé d'historiens (Albert Broder, Danièle Fraboulet et Michel Margairaz) et de spécialistes des sciences de gestion (Didier Bensadon, Anne Pezet et Nicolas Praquin). Même si les historiens restent majoritaires, l'intervention de René Padiou, statisticien, celles de Yuri Biondi et de Karine Fabre, en sciences de gestion, celle d'Olivier Martin, économiste et de Nicolas Meunier, sociologue, montrent tout l'intérêt de cette approche⁶⁶. Pour valoriser ces contributions, dont la liste n'est pas exhaustive, et pour améliorer la visibilité de la problématique du chiffre, certaines communications sont publiées dans un ouvrage dirigé avec Philippe Verheyde intitulé *La genèse de la décision. Chiffres publics, chiffres privés dans la France du XX^e siècle*, aux éditions Bière en 2009.

Mon attrait pour l'histoire du chiffre public, la statistique, a été prolongé par une attirance pour l'histoire du chiffre privé, la comptabilité des entreprises.

⁶⁵ Jean Garrigues, *Les patrons et la politique. De Schneider à Seillière*, Paris, Perrin, 2002 ; *La République des hommes d'affaires (1870-1900)*, Paris, Aubier, 1997 ; Jean-Noël Jeanneney, *L'argent caché. Milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1981.

⁶⁶ Le programme détaillé de ces journées est disponible sur le site de l'institut Jean-Baptiste Say de l'Université de Paris 12. jbsay.univ-paris12.fr/

Deuxième partie. La comptabilité privée et ses professionnels

Le passage de l'étude de l'histoire de la statistique publique à l'histoire du développement des pratiques comptables n'est pas le fait du hasard. Il s'explique par la proximité des deux objets (statistique ou comptabilité) qui permettent chacun à une échelle distincte, de synthétiser une réalité plus vaste et ce faisant, d'éclairer l'action. La statistique et la comptabilité constituent les deux résultats d'une même quête d'informations et de repères. Cette similitude explique d'ailleurs que certains, comme René Carmille, aient souhaité insuffler à la statistique l'exactitude de la comptabilité en l'appuyant sur des données individuelles fournies par les différentes administrations et en la faisant établir par les mêmes machines mécanographiques que celles qu'il mettait au point pour suivre les comptabilités des services gestionnaires de l'Armée avant 1940. Préconisant ainsi le développement de la statistique administrative, René Carmille envisageait d'organiser une sorte de recensement permanent, à l'image du comptable qui enregistre toutes les opérations de l'entreprise donnant lieu à un décaissement, passé, présent ou futur. Le projet d'utiliser les comptabilités des entreprises pour élaborer les statistiques de production et d'éviter ainsi les lourdes enquêtes des Comités d'Organisation est également introduit pendant l'Occupation. Il suppose que la comptabilité soit normalisée. L'idée d'utiliser des documents tirés des comptabilités des entreprises pour élaborer les statistiques se retrouve chez Claude Gruson qui préconise d'exploiter les déclarations de salaires des employeurs afin d'améliorer les données sur le revenu national et sur la répartition lorsqu'il est directeur du SEEF⁶⁷. A ma connaissance, ces idées n'aboutissent pas vraiment et je me demande toujours dans quelle mesure elles sont réalisables.

La pratique des administrations fiscales consiste souvent à ne contrôler que les déclarations des entreprises qui s'éloignent trop de la moyenne de leur secteur. Cette fois-ci, c'est la statistique qui sert la comptabilité. Ces exemples montrent que les frontières entre les deux indicateurs chiffrés d'une réalité micro et macroéconomique sont très poreuses. Ils témoignent d'une croyance dans la capacité des chiffres à éclairer l'action qui, portée par un comptable, un contrôleur de l'armée ou bien le directeur du SEEF, puis de l'INSEE, mérite

⁶⁷ Je me permets de renvoyer à mon rapport sur la statistique du travail pour plus d'informations : « L'émergence des statistiques du travail entre 1891 et 1967 ou la construction d'une réalité économique, politique et sociale », *Les Cahiers du CHATEPF*, 2008.

d'être approfondie. Cette porosité et cette croyance continuent de m'intéresser et elles me conduisent de la statistique à la comptabilité.

Le passage de la statistique à la comptabilité tient aussi à la multiplication des références à la comptabilité des entreprises dans les sources consultées à Savigny-le-Temple dès que l'on aborde la fin de la Première Guerre mondiale. L'intérêt manifeste des administrations et des directions ministérielles chargées de l'économie et des finances pour cette question s'explique par la généralisation de la réforme fiscale après la guerre. A partir du moment où l'impôt sur les bénéficiaires industriels et commerciaux repose sur la déclaration des contribuables, le développement de la comptabilité privée et sa maîtrise par les agents du fisc conditionnent le rendement des impôts et l'équité fiscale. De privée, la comptabilité devient un enjeu public. Ce changement de statut met en évidence une autre porosité qui m'intéresse et qui concerne la frontière entre le domaine public et le domaine privé. Par ses enquêtes, la statistique déplaçait déjà la limite du domaine privé. La comptabilité, si elle est diffusée hors de l'entreprise, repousse également ses frontières.

Les moteurs et les effets de ces déplacements comme les évolutions du rôle public et privé du chiffre comptable, la façon dont le fisc, et plus largement l'État, s'est emparé de la question et les réactions des entreprises constituent désormais mon sujet d'études.

Mon passage de la statistique à la comptabilité s'explique aussi par une série de rencontres facilitées par la grande ouverture des spécialistes de la comptabilité et des sciences de gestion de l'Université à la démarche historique et par la multiplication des travaux qui mêlent histoire et gestion⁶⁸. Comme le signale Yannick Lemarchand, pionnier de l'introduction de l'histoire dans les sciences de gestion, l'histoire de la comptabilité est « entrée en force » dans les congrès de l'Association française de comptabilité (AFC) depuis la fin des années 1980⁶⁹. A partir de 1992, l'organisation de rencontres annuelles entre historiens et gestionnaires par Michèle Saboly et Ludovic Cailluet à Toulouse⁷⁰, la publication rapide des communications dans la collection *Histoire, Gestion, Organisation* de l'Université de Toulouse I, puis de certaines d'entre elles par la Revue *Entreprises et Histoire*, et les

⁶⁸ Patrick Fridenson, « Quand la gestion entre dans l'histoire », *Revue Française de Gestion*, n° 96, 1993, p. 69-77.

⁶⁹ Yannick Lemarchand, Marc Nikitin, « 20 ans d'histoire de la comptabilité », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, numéro spécial, t. 5, mai 1999, p. 123-136 ; Y. Lemarchand, « Vers un programme de recherche en histoire de la comptabilité », HDR, Université de Paris XII, 1994, p. 19. Je remercie vivement Yannick Lemarchand de m'avoir communiqué son HDR sans laquelle de nombreux aspects de l'évolution récente des sciences de gestion auraient continués de m'échapper.

⁷⁰ Les premières rencontres se déroulent les 27 et 28 novembre 1992. Elles sont organisées par l'Université de Toulouse I et par l'Institut de l'Administration de l'Entreprise (IAE)

JHCM depuis 1995 valorisent les démarches historiques et encouragent les collaborations⁷¹. L'approche historique est progressivement introduite dans les doctorats de sciences de gestion à partir de ceux de Marc Nikitin⁷² et de Yannick Lemarchand⁷³. L'ouverture de la discipline est confirmée par l'élection de Ludovic Cailluet, titulaire d'un doctorat d'histoire⁷⁴, comme maître de conférences en sciences de gestion à l'Université de Toulouse I. Henri Bouquin, Bernard Collasse ou Jacques Richard, et plus récemment Anne Pezet⁷⁵ ou Nicolas Praquin⁷⁶, développent les approches historiques de la gestion à l'Université de Paris Dauphine. De récents doctorats montrent qu'une seconde génération de chercheurs s'est emparée de cette problématique⁷⁷. A ma connaissance, du côté des historiens, Patrick Fridenson a été le premier à répondre à l'appel des gestionnaires et à tenter de le diffuser, mais il n'a pas été très suivi. Si la présence d'historiens aux congrès des comptables devient habituelle, on ne croise toujours pas beaucoup de spécialistes des sciences de gestion dans les colloques d'histoire⁷⁸.

J'ai répondu à cet appel au tournant des années 2000, ce qui m'a permis de trouver de nouvelles pistes de recherches et de nouveaux partenaires.

Problématique et échelles d'observation

L'histoire de la diffusion des pratiques comptables et celle de la profession des comptables et des commissaires aux comptes sont plus développées par les gestionnaires et

⁷¹ La thématique de l'histoire est abordée ouvertement par plusieurs communications aux JHCM de 1998 qui sont réunies dans : *Actes des IV^e journées d'histoire de la comptabilité et du management*, IAE de Poitiers, 1998. Voir par exemple : Bernard Colasse, « La place des travaux d'histoire dans la recherche en sciences de gestion », p. 9-10 ; P. Fridenson, « Quelles méthodes pour l'histoire de la gestion ? », p. 15-17 ; Anne Pezet, « Gestion et histoire : pour une approche pragmatique », p. 192-203.

⁷² M. Nikitin, « La naissance de la comptabilité industrielle en France », doctorat de sciences de gestion, Université de Paris Dauphine, 1992.

⁷³ Y. Lemarchand, « Du dépréciement à l'amortissement. Enquête sur l'histoire d'un concept et de sa traduction en comptable », doctorat de sciences de gestion, Université de Nantes, 1993.

⁷⁴ Ludovic Cailluet, « Stratégies, structures d'organisation et pratiques de gestion de Pechiney des années 1880 à 1971 », doctorat d'histoire, Université de Lyon II, 1995.

⁷⁵ A. Pezet, « Les 'French tableaux de bord' (1885-1975) L'invention du microscope managérial », JHCM, Roubaix, mars 2007 ; « Les fonctions des instruments de la décision d'investir : contribution à une technologie de l'investissement », doctorat de sciences de gestion, Université de Paris IX Dauphine, 1998.

⁷⁶ Nicolas Praquin, « Comptabilité et protection des créanciers (1807-1942): une analyse de la fonction technico-sociale de la comptabilité », doctorat de sciences de gestion, Université de Paris Dauphine, 2003.

⁷⁷ Karine Fabre, « L'influence de l'évolution des modes de financement des entreprises sur le modèle comptable français (1890-1939). Le cas de Schneider et l'Air Liquide », doctorat en sciences de gestion, Université de Paris Dauphine, 2008 (je remercie vivement Jacques Richard de m'avoir demandé de participer au jury de ce doctorat); Pierre Labardin, « L'émergence de la fonction comptable en France », doctorat de sciences de gestion, Université d'Orléans, 2008 ; Didier Bensadon, « La consolidation des comptes en France (1929-1985) : analyse du processus d'introduction et de diffusion d'une technique comptable », doctorat de sciences de gestion, Université de Nantes, 2007.

⁷⁸ Par exemple : Yves Lequin, « Utilité et utilisation de l'information comptable », *Actes du XIII^e congrès de l'Association Française de Comptabilité (AFC)*, 1992, p. 567-91 ; Romain Durand, « Sur les problèmes posés aux comptables du XIX^e siècle par l'évolution du droit des sociétés », *Actes du XI^e congrès de l'AFC*, Université Paris Dauphine, 3-5 mai 1990, p. 267-81.

les sociologues que par les historiens. Elles le sont aussi bien davantage dans les pays anglo-saxons qu'en France, même si dans les deux cas les historiens restent moins attirés par ces questions que ne le sont leurs collègues de sciences de gestion⁷⁹. Un assez grand nombre de revues britanniques, canadiennes et nord américaines accordent une place majeure à l'histoire de la comptabilité et de la gestion. Cette littérature n'a pas d'équivalent en France où seules quatre revues d'histoire contemporaine lui accordent une place notable (*Économie et Sociétés* - Série Histoire économique quantitative -, *Entreprises et Histoire*, *Genèse et Histoire et Mesure*)⁸⁰. Les revues spécialisées en comptabilité et en gestion telles que *Comptabilité, Contrôle, Audit, Gérer et comprendre*, la *Revue Française de Gestion* et même *Le Financier* sont plus ouvertes à la problématique historique. Les auteurs des articles historiques qui publient dans ces revues sont des spécialistes de la gestion attirés par l'histoire ou bien des historiens intéressés par la gestion.

L'approche historique de la comptabilité n'est pas seulement celle d'une technique ou d'un outil mais elle conduit plus largement à analyser les influences réciproques entre les pratiques et leurs utilisateurs, qu'il s'agisse par exemple des dirigeants et des responsables des entreprises, des contrôleurs du fisc ou bien des experts des tribunaux de commerce. Cette approche s'intéresse aux professionnels qui améliorent et qui diffusent les outils de gestion. Elle s'intéresse aux comptables, indépendants ou salariés, experts ou teneurs de livres. Elle s'intéresse aussi à la demande d'outils et à leur diffusion, au rôle de la réglementation des comptabilités des entreprises et à l'emprise du fisc sur les pratiques comptables.

Mon champ d'investigation concerne la France. Je cherche à éclairer les étapes de la reconnaissance de l'expertise des comptables et celles de l'harmonisation des comptabilités qui conduisent pour la France, en reprenant la terminologie de Bernard Colasse, à la « normalisation partenariale sous la tutelle de l'Etat »⁸¹. Il s'agit d'éclairer le processus qui aboutit à la « régulation comptable »⁸². La diffusion des pratiques comptables normalisées en

⁷⁹ Yannick Lemarchand, « Vers un programme ... », *op. cit.*, note 69, p. 5. L'auteur souligne que les historiens anglo-saxons ne s'intéressent pas davantage à l'histoire de la comptabilité que leurs homologues français, à l'exception notable de Alfred Chandler (*La main visible des managers, une analyse historique*, Paris, Economica, 1988) ou de Sidney Pollard (*The Genesis of Modern Management*, Londres Edward Arnold, 1965).

⁸⁰ Pour ne pas alourdir les notes, je renvoie à la bibliographie générale du dossier de mon HDR où ces revues anglo-saxonnes tiennent une large place. Citons ici quelques exemples commentés partiellement par Y. Lemarchand : *Accounting, Organization and Society*, *Accounting Business and Financial History*, « créée en 1990 qui a acquis la reconnaissance de la communauté universitaire », *The Accounting Historians Journal*, « la revue la plus ancienne et la plus importante en ce domaine », *The International Journal of Accounting*, *Canadian Accounting Perspectives* dans « Vers un programme... », *op. cit.* note 69, p. 5.

⁸¹ B. Colasse, « La régulation comptable, entre public et privé » dans Michel Capron (dir.), *Les normes comptables internationales, instruments du capitalisme financier*, Paris, La Découverte, 2005, p. 27-48, p. 39.

⁸² *Ibid.* La régulation comptable est définie comme « le processus de production, de mise en oeuvre et de contrôle de l'application des normes comptables [...], la notion de normalisation fait référence à l'un des aspects

France depuis le XIX^e siècle et les professionnels de la comptabilité sont les deux cadres de mes travaux.

1. La régulation comptable dans une perspective historique

L'histoire du plan comptable français a été étudiée par plusieurs spécialistes de la comptabilité et de la gestion. On peut citer Anne Fortin (Canada)⁸³, Bernard Colasse⁸⁴, Jean-Guy Degos⁸⁵ et Yannick Lemarchand⁸⁶, Jacques Richard⁸⁷ et Peter Standish (USA)⁸⁸. La liste n'est sans doute pas exhaustive mais elle suscite une remarque : elle ne contient pas d'historien à proprement parler. La même remarque s'applique aux rubriques de l'*Encyclopédie de Comptabilité, Contrôle de gestion et Audit* publiée en 2000 sous la direction de Bernard Colasse qui font une belle part à l'histoire mais qui ne compte aucune contribution d'historien⁸⁹. Le recours à l'histoire qui est devenu une pratique courante chez les gestionnaires ne s'appuie donc pas systématiquement sur le recours aux historiens. Il répond à des objectifs propres aux gestionnaires qui y trouvent un moyen de consolider leurs enseignements et leur assise institutionnelle⁹⁰. Ce recours incite les praticiens à s'interroger

seulement de la régulation, à savoir la production de normes. [...] La réglementation est une forme particulière de régulation appuyée sur les prérogatives et l'action de l'Etat. », p. 28.

⁸³ Anne Fortin, « The 1947 Accounting Plan: origins and influences on subsequent practice », *The Accounting Historians Journal*, 1991, vol. 18, n° 2, 1991, p. 1-23 ; « French accounting thought from 1970 to 1982 as reflected in the evolution of the Plan Comptable Général », dans *Advances in International Accounting*, 1991, JAI Press Inc., vol. 4, p. 65-105 ; *The evolution of French accounting thought as reflected by the successive uniform systems (Plans comptables généraux)*, doctorat de philosophie de la comptabilité, Université de l'Illinois Urbana Champaign, University microfilms international, Ann Arbor, Michigan USA, 1986.

⁸⁴ B. Colasse, « Vingt ans de recherche comptable française : continuité et renouveau », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, mai 1999, p. 23-34 ; « Les trois âges de la comptabilité », *Revue de droit comptable*, n° 89-1, 1989, p. 14-28.

⁸⁵ Jean-Guy Degos, *Histoire de la comptabilité*, Paris, PUF, Que-sais-je ? 1998.

⁸⁶ Y. Lemarchand, « De l'ordonnance de 1673 au plan comptable 1947 ou la lente émergence de la doctrine comptable française » in *Pubblicazione della Società Italiana di Storia della Ragioneria*, Rirea, 1998, p. 29-56 ; « Histoire de la comptabilité – Eléments d'historiographie comparée », *Actes du XV^e congrès de l'AFC*, 1994, p. 35-51.

⁸⁷ Jacques Richard, « Plans comptables », dans Bernard Colasse (dir.), *Encyclopédie de comptabilité, contrôle de gestion et audit*, Paris, Economica, 2000, p. 943-959 ; « De l'histoire du plan comptable français et de sa réforme éventuelle », dans R. Le Duff et J. Allouche J., *Annales du management*, Vol. 2, Economica, Paris, 1992, p. 69-82.

⁸⁸ Peter E.M. Standish, « Origins of the Plan Comptable Général: a study in Cultural intrusion and Reaction », *Accounting and Business Research*, vol. 20, n° 80, 1990, p. 337-351. Version française : « Les origines du plan comptable général français, Rapport du centre de recherche et de documentation des experts-comptables et commissaires aux comptes », *Dossier Minerve*, n° 4, janvier 1992.

⁸⁹ Voir en particulier dans B. Colasse (dir.), *Encyclopédie de comptabilité, contrôle de gestion et audit*, Paris, Economica, 2000 : Y. Lemarchand, M. Nikitin, « Histoire des systèmes comptables », p. 771-780 ; Y. Lemarchand, M. Nikitin et Henri Zimnovitch, « Recherche historique en comptabilité et contrôle », p. 1035-1044 ; Jacques Richard, « Plans comptables », p. 943-959.

⁹⁰ Y. Lemarchand, « Vers un programme ... », *op. cit.* note 69. « Jacques Richard (1982) montre la voie à suivre en examinant la question de la séparation des comptabilités financière et de gestion », mais « il faut attendre la fin des années 1980 pour voir s'amorcer un mouvement de plus grande ampleur avec la constitution d'un Groupe d'études d'histoire de la comptabilité auprès de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés.

sur leurs pratiques. Il permet d'analyser les effets des changements des normes et des méthodes employées par l'entreprise et par la profession. Les travaux historiques des gestionnaires se distinguent de ceux des historiens car ils valorisent moins le contexte et négligent en général les interprétations dès qu'elles sortent du cadre des sciences de gestion. A quelques exceptions près⁹¹, ils privilégient l'approche microéconomique, les histoires d'entreprises et celles des outils. Soutenu à l'échelle internationale par *l'Academy of Accounting Historians* créée en 1973 pour regrouper les historiens de la comptabilité de tous les pays, ce dynamisme ouvre cependant la voie à de fructueuses collaborations⁹².

L'approche de l'historien et celle du gestionnaire sont complémentaires. Les seconds maîtrisent la technique et l'historien connaît le cadre de son développement. J'ai fait le pari de la complémentarité en allant présenter l'histoire du Plan comptable général français entre la Grande Guerre et les années 1960 aux X^e JHCM de Besançon en 2004. Rétrospectivement, je réalise combien l'entreprise était osée. L'auditoire maîtrisait parfaitement tous les concepts et les notions que je mettais en scène sans m'y arrêter. La prise en compte de la profondeur historique interdisait de s'arrêter aux détails techniques. L'approche proposée portait un regard extérieur sur les pratiques comptables et bouleversait ainsi la démarche coutumière des spécialistes. L'expérience m'a convaincu de la richesse de cette collaboration qui tient précisément aux différences entre nos approches.

Mon histoire du Plan comptable se distingue de celle des gestionnaires au moins pour trois raisons principales⁹³. La première tient aux sources utilisées qui sont constituées pour l'essentiel d'archives. La seconde différence réside dans ma mauvaise maîtrise des techniques comptables, dans mon incapacité à percevoir leurs enjeux et dans ma dépendance à l'égard des spécialistes. La dernière distinction provient de la démarche spécifique de l'historien qui consiste à trouver des causalités et à reconstituer les enchaînements des faits. Comme le dit

L'événement n'aurait pu être qu'un nouvel avatar d'une histoire amateur étroitement liée à la profession comptable si, d'entrée de jeu, ce groupe ne s'était ouvert sur l'Université. Son animateur, Romain Durand, se voit d'ailleurs confier un enseignement d'histoire de la comptabilité — le premier du genre en France —, dans le cadre du DEA 124 « Comptabilité, décision, contrôle » mis en place à l'Université de Paris Dauphine par Bernard Colasse, à partir de la rentrée 1990 », p. 19.

⁹¹ B. Colasse, « La notion de normalisation comptable : entre normalisation industrielle et normalisation sociale », *Revue Française de Comptabilité*, n° 182, sept. 1987, p. 42-46.

⁹² Y. Lemarchand, « Vers un programme ... », *op. cit.* note 69, p. 5. La situation décrite par Y. Lemarchand en 1993 ne témoigne d'aucun dynamisme puisque le centre de recherche et de documentation des experts comptables et des commissaires aux comptes et l'Université de Paris Dauphine sont alors les seuls affiliés institutionnels français à *l'Academy of Accounting Historians*. La situation s'est nettement améliorée depuis comme en témoigne puisque les XIV^e JHCM qui organisées en mars 2009 à l'Université de Paris Sud seront groupées avec le colloque annuel de *l'Academy of Accounting Historians*.

⁹³ Communication aux X^e JHCM organisées par l'Université et par l'IAE de Franche Comté en mars 2004. Texte publié dans un numéro spécial consacré à l'histoire de la comptabilité : « A l'origine du plan comptable français des années 1930 aux années 1960, la volonté d'un Etat dirigiste? », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, juillet 2005, p. 61-88.

Michèle Saboly, l'intervention des historiens « repose » les comptables parce qu'ils ne développent pas les aspects techniques. Le fait qu'ils recherchent des explications, non pas dans un modèle théorique comme c'est le cas en comptabilité et en sciences de gestion, mais dans une chronologie rigoureuse reliant les principaux éléments du contexte économique, social et politique et renvoyant à des faits connus, contribue à « reposer » les comptables.

Mon étude sur le premier Plan comptable français introduit en 1942 a été replacée dans le contexte d'une économie dirigée, en proie à la pénurie et occupée par une armée étrangère. Elle a introduit ce Plan parmi les instruments de contrôle pouvant être mis au service du fisc, des organismes chargés de la répartition et des autorités de l'occupation. L'étude consistait à la fois à comprendre pourquoi son élaboration avait été si rapide et à trouver les motifs de son échec. Les caractéristiques techniques du Plan ont été négligées dans un premier temps. Elles se sont avérées incontournables ensuite, lorsque j'ai cherché à évaluer l'influence éventuelle d'un « modèle allemand » qui aurait pu révéler l'emprise des autorités d'occupation sur les auteurs du Plan. Les travaux des historiens de la comptabilité concernant les spécificités du « modèle » français et l'impact des influences étrangères sur la définition des pratiques comptables françaises ont guidé ma démarche⁹⁴.

A travers mon étude, j'ai montré que le premier Plan comptable général provient d'une initiative de l'Etat français et qu'il s'appuie sur les travaux effectués dès l'avant guerre par les services fiscaux pour faciliter les contrôles et lutter contre la fraude. Avec la guerre puis l'Occupation, l'élimination des résistances traditionnelles des défenseurs du secret des affaires et le renforcement des règlements et des structures administratives offre un contexte très favorable à sa diffusion. Pourtant, malgré cet environnement, le Plan n'est pas rendu obligatoire. Les professions sont chargées de l'adapter aux conditions des entreprises de leurs secteurs et elles disposent pour cela d'un délai qui n'est pas fixé. Le Plan n'est pas appliqué. L'Occupation laisse néanmoins un héritage important en matière comptable. A la Libération, le principe du développement de la comptabilité privée est reconnu. La définition d'un nouveau Plan comptable général dans lequel les professionnels de la comptabilité et les représentants des entreprises interviennent davantage en 1947 élimine les traces de Vichy. Ce Plan reste fortement inspiré par des préoccupations fiscales mais il n'est toujours pas rendu obligatoire. Le paradoxe entre un Etat interventionniste et des entreprises privées pouvant

⁹⁴ B. Colasse, P. Standish, « De la réforme 1996-1998 du dispositif français de normalisation comptable », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, tome 4/volume 2, septembre 1998, p. 5-27. Les auteurs évoquent une « normalisation à la française ».

tenir des comptabilités fantaisistes reste entier. Il constitue typiquement une question d'histoire.

Dans ma démarche, le Plan comptable n'est qu'un prétexte, un indice de phénomènes plus généraux, qui permet d'étudier l'origine et les effets de la normalisation comptable dans la France du XX^e siècle. Les trois moteurs de la normalisation que sont les professionnels de la comptabilité, l'entreprise et l'Etat constituent mes véritables objets. La première condition pour envisager une normalisation comptable est qu'il existe des professionnels compétents, disposant des outils nécessaires et qui soient capables de les utiliser. Ces professionnels interviennent pour harmoniser leurs pratiques et faire reconnaître leur expertise.

Le second moteur de la normalisation est l'entreprise. La normalisation comptable est un élément de sa stratégie. Elle doit permettre d'éclairer son action dans un environnement plus complexe. Cette normalisation peut lui être imposée par des règlements plus rigoureux. Elle peut aussi résulter d'une initiative propre à l'entreprise qui cherche à améliorer sa gestion pour mieux étayer ses décisions ou bien pour renforcer la confiance de ses partenaires. La normalisation comptable ne provient donc pas toujours d'obligations légales. Lorsqu'elle en résulte, elle vise à faciliter les contrôles fiscaux ou bien à organiser la répartition dans une économie dirigée, ou bien encore à développer l'information sur l'activité économique.

L'approche historique de la comptabilité croise donc plusieurs niveaux d'analyse (micro, méso et macro). Elle aborde les domaines de l'économie, de la politique et de la sociologie. Elle s'intègre à une histoire plus vaste concernant l'information et le pouvoir dans la période contemporaine, à l'échelle nationale comme dans les sociétés privées⁹⁵. Le sujet concerne aussi l'histoire de la fiscalité et celle des politiques de répartition, puisque la comptabilité des entreprises peut servir à établir l'assiette de l'impôt et à contrôler les déclarations. Je l'envisage comme l'expression du renforcement de l'intervention de l'Etat et de la nationalisation des enjeux économiques et sociaux, au même titre que la statistique publique. Je l'ajoute aussi au rang des vecteurs de la modernisation de la direction des entreprises et de la gestion de l'Etat.

2. Les difficultés des comptables libéraux pour imposer leur expertise

Alors que dès le XIX^e siècle la littérature comptable française est volumineuse, la profession des comptables libéraux se développe tardivement. La comptabilité n'est pas

⁹⁵ La comptabilité est une pièce maîtresse des rapports présentés aux assemblées générales des actionnaires. Elle joue un rôle important dans les rapports de force internes aux directions des sociétés. Voir : Odette Hardy-Hemery, « Le pouvoir dans l'entreprise : actionnaires et dirigeants dans les sociétés du Nord, 1880-1960 », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 48-4, octobre décembre 2001, p. 77-101.

reconnue comme une science et elle n'est pas enseignée à l'Université avant la création d'instituts spécifiques à la Libération. Ces faits sont connus, ils ont déjà été présentés dans l'ouvrage de Camille Charles Pinceloup et dans celui de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes (CNCC) et de l'Ordre des Experts Comptables et des Comptables Agréés (OECCA)⁹⁶. Des travaux plus récents abordent la question sur le plan sociologique⁹⁷ et les spécialistes des sciences de gestion comme Claude Bocqueraz⁹⁸, Jean-Guy Degos⁹⁹ et plus récemment Pierre Labardin¹⁰⁰ continuent à s'y intéresser.

J'ai souhaité compléter ces approches en m'interrogeant sur les motifs de la lenteur de l'affirmation de l'expertise comptable en France depuis le XIX^e siècle. Delphine Gardey, qui étudie les effets des changements des matériaux et des machines disponibles sur les pratiques des comptables, a montré que ces motifs n'étaient pas de nature technique¹⁰¹.

L'analyse des freins au développement de cette profession incite à en cerner davantage les contours. Sa fonction d'expertise la met à la charnière entre l'entreprise et son environnement. Au même titre que d'autres professions intellectuelles, elle se trouve ainsi au

⁹⁶ CNCC-OECCA, *Histoire de la profession comptable*, Paris, Malesherbes, 1993 ; Camille Charles Pinceloup, *Histoire de la comptabilité et des comptables*, Nice, EDI-Nice, 1993.

⁹⁷ Eve Chiapello, Carlos Ramirez, « La sociologie de la comptabilité, une introduction », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, juin 2005, p. 3-5 ; Carlos Ramirez, « Understanding social enclosure in its cultural context: accounting practitioners in France (1920-1939) », *Accounting, Organization and Society*, vol 26 (4), mai 2001, p. 391-418 ; « Contribution à une théorie des modèles professionnels. Le cas des comptables libéraux en France et au Royaume-Uni », doctorat de sociologie, EHESS, 2005 ; « Making Things Visible: Audit Quality Control in the UK and the definition of the Professional Order », *Cahier de Recherche du Groupe HEC*, n° 812/2005 ; « From the Commissaire aux comptes to the auditor. The Big 4 and the French Accountancy profession since 1970 », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, March 2003, n° 146-147, p. 62-79 ; « Constructing the governable small practitioner: the changing nature of professional bodies and the management of professional accountants' identities in the United Kingdom », *Cahier de Recherche du Groupe HEC*, n° 782/2003.

⁹⁸ Claude Bocqueraz, « The development of professional associations: the experience of French accountants from the 1880s to the 1940s », *Accounting, Business and Financial History*, vol. 11, n° 1, 2001 ; « The professionalisation project of french accountancy practitioners before the second World War », doctorat de sciences économiques et de gestion, Universités de Genève et de Nantes, 2000.

⁹⁹ Jean-Guy Degos, « Une brève histoire des diplômés d'expertise comptable français (1927-1997) », *Actes du XIII^e congrès de l'AFC*, Toulouse, 2002, publié dans *La Revue du financier*, n° 146, 2004 ; *La comptabilité : exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir*, Paris, Flammarion, 1998 ; *Histoire de la comptabilité*, op. cit. note 93 ; avec Didier Leclere, « Enregistrement comptable », dans B. Colasse *Encyclopédie de Comptabilité, de Contrôle de Gestion et d'Audit*, Paris, Economica, 2000.

¹⁰⁰ Pierre Labardin, « L'émergence de la fonction comptable en France », doctorat de sciences de gestion, Université d'Orléans, 2008 ; « La diffusion progressive des pratiques comptables en France. Une étude d'après les rapports des syndicats de faillite auprès du tribunal civil de Tours jugeant commercialement (1842-1935) », Contribution aux XII^e JHCM, ANMT, Roubaix, 2007 ; « La surveillance des comptables en France (fin du XVIII^e siècle- Entre-deux-guerres) : le passé d'une nécessité illusoire », *Gérer et comprendre*, juin 2007, n° 88, p. 36-45.

¹⁰¹ Delphine Gardey, « Pour une histoire technique du métier de comptable : évolution des conditions pratiques du travail de comptabilité du début du XIX^e siècle à la veille de la Seconde Guerre mondiale », *Actes des II^e JHCM*, 1996, p.3-36 ; *Ecrire, calculer, classer. Comment une révolution de papier a transformé les sociétés contemporaines, 1800- 1940*, Paris, La Découverte, 2008.

centre d'intérêts souvent contradictoires¹⁰². Dépendant d'une clientèle qui le fait vivre, l'expert comptable travaille aussi pour l'Etat qui édicte les réglementations fiscales et juridiques dont il est chargé de contrôler l'application. Il est aussi au service des partenaires de l'entreprise, les actionnaires, les associés ou les clients, puisqu'il fournit les documents nécessaires à leur information. Cette position constitue en elle-même une source de difficultés pour l'organisation professionnelle car il lui faut répondre à des attentes parfois contradictoires.

Mes recherches ont également mis en évidence trois freins majeurs qui s'opposent à l'essor de la profession. L'un vient des professionnels eux-mêmes, l'autre d'une grande partie des entreprises et le dernier du peu d'intérêt que suscite la question.

Le premier frein est constitué par la profession elle-même. A partir des années 1920, la profession est encadrée par de puissantes Compagnies d'experts comptables qui se chargent du contrôle interne jusqu'à la création de l'Ordre en 1942. En 1927, un décret modifie un peu la situation en créant un brevet d'expert comptable. Le décret oblige les Compagnies à partager le monopole de la reconnaissance du titre dont elles disposaient avec les principales chambres de commerce qui sont les sièges des régions économiques. Le décret charge ces régions de l'organisation des examens et du stage nécessaires pour obtenir le statut d'expert comptable breveté. Des conseils de discipline et des listes d'experts reconnus sont progressivement établis. La Compagnie des experts comptables de Paris conteste ouvertement la mainmise des chambres de commerce sur la profession. Elle fait annuler la décision de leur confier des listes des experts comptables brevetés par le Conseil d'Etat. Les professionnels eux-mêmes critiquent le décret parce qu'il impose à certains un long stage non rémunéré pour accéder au titre, tandis que d'autres sont admis d'office. Ce décret ne comble pas le manque de professionnels. Il n'atténue pas les effets du second frein qui s'oppose au développement de la profession et qui provient des réticences des milieux économiques à l'égard de la comptabilité.

De nombreux intérêts économiques craignent que la normalisation comptable ne soit un moyen commode de renforcer la pression fiscale, voir de faciliter l'intrusion de l'Etat dans les affaires des entreprises. La défense du secret des affaires est un argument de poids qui est porté sur le terrain politique. Cet argument trouve peu de détracteurs du fait de la méconnaissance ou du désintérêt des parlementaires et des gouvernants pour la question

¹⁰² Gisèle Sapiro, « Les professions intellectuelles entre l'Etat, l'entrepreneuriat et l'industrie », *Le Mouvement Social*, numéros spécial sur Les professions intellectuelles, n° 214, janvier mars 2006, en ligne sur <http://mouvement-social.fr>

comptable. A l'occasion des débats sur la fraude fiscale, quelques voix s'élèvent pour réclamer un renforcement de la réglementation comptable et une organisation de la profession. Elles ne sont pas entendues. Les contraintes de Vichy débloquent la situation en créant l'Ordre. Comme le souligne Jean-Guy Degos, cette origine vichyste est mal vécue par la profession¹⁰³.

J'ai approfondi la question des relations entre comptables et Etat en m'intéressant à leurs rapports avec le fisc, conçu comme l'une des manifestations les plus visibles de l'intervention de l'Etat. Il s'agissait de savoir si la profession est avant tout au service de l'Etat ou à celui des entreprises.

On constate à cet égard que le développement de la profession des comptables libéraux correspond moins à la forte industrialisation du XIX^e siècle qu'à la modernisation du système fiscal et au renforcement du poids de l'impôt sur les entreprises à partir de la fin de la Première Guerre mondiale. Alors que l'industrialisation introduit les comptables salariés dans les entreprises dès la fin du XIX^e siècle, c'est la pression fiscale qui oblige les plus grandes entreprises à recourir aux services des comptables indépendants. La complexité des réglementations et la fréquence des contentieux avec le fisc les rendent progressivement nécessaires. Ce lien entre fiscalité et comptabilité explique que les comptables libéraux soient à la fois accusés par les entreprises d'être des agents du fisc et jugés complices des fraudeurs par les administrations financières et fiscales. Ce double discrédit survit à la formation de l'Ordre. Malgré une nouvelle discipline interne et la participation active de ses membres dans les commissions du plan comptable, et même si les liens entre la profession et les représentants des chefs d'entreprises se consolident, la méfiance demeure.

L'examen des liaisons entre l'histoire de la profession des comptables libéraux et celle de la fiscalité française m'a incité à approfondir l'histoire fiscale de la France entre les deux guerres, la période suivante étant largement éclairée par Frédéric Tristram¹⁰⁴ et par Yves Nizet¹⁰⁵, ou par d'autres. Je me suis intéressée aux effets de la rupture provoquée par la Grande Guerre après « l'immobilisme du système fiscal du XIX^e siècle » analysé par Jean

¹⁰³ Jean-Guy Degos, « Les années sombres de l'Ordre national des experts comptables : quelques textes oubliés », *L'entreprise, le chiffre et le droit. Itinéraires parallèles, itinéraires croisés*, Bordeaux, CRECCI-IAE de Bordeaux IV, 2005, p. 173-193

¹⁰⁴ Frédéric Tristram, *La direction générale des Impôts et la politique fiscale en France de 1948 à la fin des années 1960*, Paris, CHEFF, 2005, 740 pages ; « La direction générale des Impôts et la politique fiscale en France de 1948 à la fin des années 1960 : modernisation et adaptation de la fiscalité aux règles du marché », doctorat d'histoire, Université de Paris X - Nanterre, 2003 ; « L'administration fiscale et l'impôt sur le revenu dans l'entre deux guerres », *Etudes et documents*, XI, CHEFF, 1999, p. 211-242.

¹⁰⁵ Jean-Yves Nizet, *Fiscalité, économie et politique, l'impôt en France 1945-1990*, Paris, LGDJ, 1991.

Bouvier¹⁰⁶. Le remplacement des « signes extérieurs » par la déclaration du contribuable m'a semblé central pour mon sujet car il contraint le chef d'entreprise et l'agent du fisc à une relation directe. La contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre, puis l'impôt sur le revenu, obligent à se plier à des règles élémentaires de calcul même si aucun règlement ne les définit. Ces changements font du comptable, indépendant ou salarié, une pièce essentielle des relations entre l'entreprise et le fisc¹⁰⁷. Les prélèvements mis en place pour financer le réarmement dès 1934-1935 accentuent cette nécessité. Le moteur de la profession est donc en partie fiscal. L'insuffisance numérique des professionnels disponibles empêche de répondre aux besoins.

L'étude de la profession des comptables ouvre ainsi des pistes nouvelles. Agents du fisc ou de la fraude, les comptables libéraux continuent à susciter la méfiance même après la création de l'Ordre professionnel. La lenteur de leur organisation explique en partie celle de la normalisation comptable en France. Mes recherches montrent que la profession et ses pratiques sont au cœur des relations entre l'Etat et l'entreprise. Elles montrent aussi plus récemment, que la marginalisation relative de la profession des comptables et de la formation à la comptabilité témoignent d'une relation particulière entre les élites économiques et politiques dirigeantes de la France du XX^e siècle et la technique.

Sources et méthodes

L'abondante littérature des comptables professionnels et les études des spécialistes de la comptabilité et de la gestion constituent des références incontournables¹⁰⁸. Élaguées de leurs aspects techniques et complétées par des archives, elles enrichissent non seulement le corpus de sources mais elles ouvrent aussi des perspectives de recherches que le profane en comptabilité et en gestion n'aurait pas envisagé.

1. Des archives publiques sur une pratique privée

Faire l'histoire de la comptabilité et des comptables suppose de s'appuyer sur des sources croisant différentes échelles car cette histoire n'est ni homogène ni rectiligne. Les travaux des historiens des entreprises qui éclairent souvent les pratiques comptables doivent

¹⁰⁶ J. Bouvier, « Le système fiscal français du XIX^e siècle. Etude critique d'un immobilisme », dans Robert Schnerb, *Deux siècles de fiscalité française XIX^e-XX^e siècle. Histoire, économie, politique*, recueil d'articles présenté par Jean Bouvier et Jacques Wolff, Paris, Mouton, 1973, p. 226-262.

¹⁰⁷ Jacques Wolff, « Fiscalité et développement en France entre 1919 et 1939 », dans Robert Schnerb, *Deux siècles de fiscalité...*, *op. cit.* note précédente, p. 263-283.

¹⁰⁸ A. Pezet, Les « French tableaux de bord ... », *art. cit.* note 75.

être mobilisés. Ils seront d'autant plus nécessaires que les comptabilités des entreprises sont hétérogènes avant les années 1970. L'étude déjà citée de Danièle Fraboulet sur les bilans est d'une grande utilité parce qu'elle souligne non seulement tout l'intérêt de l'examen de la comptabilité mais aussi parce qu'elle indique comme s'en servir¹⁰⁹. Les approches historiques des entreprises effectuées par des comptables et par des gestionnaires constituent d'autres matériaux forts utiles¹¹⁰. Ces publications sont complétées par des sources. Pour mes propres travaux j'ai consulté quatre fonds : ceux des ANMT de Roubaix, ceux du CAEF de Savigny-Le-Temple, ceux de l'Assemblée nationale à Paris et ceux de quelques chambres de commerce et d'industrie comme celles de Bordeaux, Marseille ou Lille. Ces fonds permettent chacun d'appréhender l'histoire de la comptabilité et des comptables à des échelles différentes.

J'ai à peine commencé à aborder l'aspect micro économique de la question en m'appuyant sur les archives de Boussac Saint - Frères et de Marcel Boussac déposées aux ANMT. La période retenue est celle du début de la formation de l'empire industriel de Marcel Boussac au moment de la Première Guerre mondiale. Marcel Boussac est alors en contentieux avec le fisc au sujet de la contribution sur les bénéfices de guerre de plusieurs de ses sociétés. Les ANMT conservent les comptabilités détaillées de la plupart des établissements du groupe. Ces archives constituent en elle-même un sujet d'études que je n'ai pas entamé. Les ANMT disposent d'autres fonds d'entreprises qui permettraient d'éclairer la diffusion des pratiques comptables à l'échelle microéconomique.

Je souhaite approfondir cette étude pour ne pas m'arrêter à l'examen des grandes entreprises, dont les archives sont connues et qui ont souvent été exploitées. Il s'agit de placer les projecteurs sur les petites et moyennes entreprises et de savoir dans quelle mesure elles peuvent s'avérer innovantes en matière de gestion. Il s'agit ainsi, comme y invitent Jean-Charles Asselain¹¹¹, Jean-Claude Daumas¹¹² et Michel Lescure¹¹³, de contester le monopole

¹⁰⁹ D. Fraboulet, « Du traitement des bilans d'entreprises ... », *art. cit.* note 25.

¹¹⁰ Voir par exemple : Nicolas Berland, « Consultants, innovation de gestion et contrôle budgétaire : le cas de Pechiney et de Saint Gobain entre 1929 et 1960 », *Actes de la troisième journée d'histoire de l'AFC : Hommage à Ernest Stevelinck*, Nantes, Presses de l'Université de Nantes, 1997, p. 129-148.

¹¹¹ Jean-Charles Asselain, « Histoire des entreprises et approches globales. Quelles convergences ? », *Revue Economique*, vol 58, 2007/1, p. 153-172 : « [...] Une prise en compte de la dimension macroéconomique demeure donc nécessaire pour établir les faits majeurs. Néanmoins, pour fournir les explications ultimes, la dimension microéconomique est souvent d'une grande utilité. Les discordances sont fréquentes entre les deux dimensions, mais les convergences l'emportent, comme le montrent et l'œuvre d'Alfred Chandler et celle de Michael Porter. S'ils se rejoignent sur l'importance déterminante de la dynamique de l'innovation, le second a su écarter, au contraire du premier, le postulat de la supériorité de la grande entreprise au profit de l'effet d'entraînement engendré par la création d'entreprises nouvelles. L'histoire d'entreprises en effet a trop longtemps sous-estimé le rôle économique des petites et moyennes entreprises. »

Mis en forme : Police :Italique

Mis en forme : Police :Italique

des grandes entreprises en matière d'innovation. Comme l'indique Jean-Claude Daumas pour introduire les actes de la journée d'études de Besançon consacrée aux entreprises familiales en janvier 2002, « l'idée que les entreprises familiales seraient en quelque sorte par essence conservatrices et routinières est [...] un stéréotype tenace. Au contraire, ce n'est qu'à condition d'innover sans cesse qu'elles parviennent à s'inscrire dans la durée »¹¹⁴. La question est importante ici puisque ce sont les petites et les moyennes entreprises qui sont considérées comme les freins les plus efficaces au processus de réglementation comptable, et au-delà à la modernisation de l'organisation de l'économie.

La documentation de la Chambre de commerce de Marseille, qui est la plus ancienne de France et dont le fonds documentaire justifie à lui seul le déplacement, a été mobilisée. Les publications de professionnels de la comptabilité contenues dans ses catalogues montrent que ses responsables se tiennent très étroitement informés des évolutions de la doctrine. Si je me fie à mes connaissances dans ce domaine, on y trouve les principaux ouvrages de comptabilité publiés entre la fin du XIX^e siècle et 1944. La politique d'acquisition systématique de la bibliothèque de la Chambre témoigne d'un intérêt certain pour la question car l'importance du fonds ne peut pas s'expliquer seulement par les dons des éditeurs ou des auteurs. Les comptes rendus des travaux des commissions spécialisées de la Chambre, qui ont été examinés pour la même période, et en particulier ceux de la commission de la législation, confirment cet intérêt. Après 1945, les questions comptables sont jugées techniques et elles ne sont plus l'objet de discussions.

Les positions de la Chambre de commerce de Marseille en matière comptable ont une certaine influence sur l'ensemble des institutions consulaires puisque plusieurs rapports de ses membres, sur le décret de 1927 ou sur la réforme des commissaires aux comptes par exemple, sont transformés en délibérations et retenus par l'assemblée des présidents des chambres de commerce.

Ses fonds sont d'autant plus intéressants que la Chambre de commerce de Marseille s'investit dans la formation des comptables après s'être engagée dans la création d'une haute école commerciale à la fin du XIX^e et dans celle d'une école d'ingénieurs au début du XX^e siècle. Les rapports des jurys des examens conduisant au brevet d'expert comptable entre

¹¹² Jean-Claude Daumas, *Les territoires de la laine : histoire de l'industrie lainière en France au XIX^e siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2004.

¹¹³ Michel Lescure, « Petites et moyennes entreprises et croissance économique : l'expérience française des années 1920 », Paris, *Economica*, 1996.

¹¹⁴ J.-C. Daumas, « Introduction : à propos du capitalisme familial », dans Jean-Claude Daumas (ed.), *Le capitalisme familial : logiques et trajectoires*, Besançon, Presses universitaires de Franche Comté, 2003, p. 7-36, p. 25.

1927 et 1941 contiennent une mine de données sur les candidats qui se présentent, sur le contenu des épreuves et sur leurs résultats. Les membres des jurys (des professionnels de la comptabilité, des représentants de la Chambre de commerce, des juristes) dénoncent particulièrement la très mauvaise adéquation entre le profil requis pour devenir expert comptable et celui des candidats. Ils tiennent en très haute estime une fonction qu'ils souhaitent réserver à l'élite, alors que les postulants lui accordent moins de poids. Selon les jurys, la plus grave lacune des candidats est le manque de culture générale qui les empêchera de s'intégrer au monde des dirigeants des grandes entreprises. Ce point témoigne du peu d'attraction exercée par l'expertise comptable sur les catégories les mieux loties en capital culturel. Le point de vue de la Chambre de commerce de Paris doit être examiné rapidement pour confirmer ou infirmer ces premières conclusions. L'exploitation en cours des archives de la Chambre de commerce de Lille complétera l'analyse.

Un autre fonds est celui des archives économiques et financières de Savigny-Le-Temple. Il permet de donner la parole aux directions fiscales et financières. Ces archives montrent bien l'emprise des Contributions directes sur la normalisation comptable. Elles soulignent le lien entre le développement des impôts modernes basés sur le principe déclaratif et la volonté des agents du fisc de disposer de comptabilités plus homogènes. Les sources pointent également les difficultés du contrôle fiscal qui se met en place entre les deux guerres. Elles détaillent les arguments introduits en faveur de la comptabilité lors des principaux débats sur la fiscalité ou sur la fraude, ainsi que les positions des protagonistes (inspection des finances, commissions parlementaires, gouvernants, etc.). Ces archives présentent aussi les discussions auxquelles le Plan comptable général et la création de l'Ordre ont donné lieu pendant l'Occupation. Elles sont particulièrement fournies pour l'après 1945 puisqu'elles contiennent tous les comptes rendus des commissions successives chargées du plan comptable qui sont mises en place après 1943. Les principaux débats entre les représentants de l'Ordre, l'administration et les pouvoirs publics et les chefs d'entreprises y sont présentés.

En complément, les archives de l'Assemblée nationale et du Sénat précisent les contours de ces débats tandis que les lois décrets et règlements tentent de les trancher.

Sans envisager une présentation plus détaillée, les quatre fonds soulignent la richesse des sources disponibles sur l'histoire de la comptabilité et des comptables.

2. De l'histoire d'une technique à l'histoire d'une convention

Ma démarche se démarque peu de celle des spécialistes des sciences de gestion qui s'intéressent à l'histoire depuis qu'ils ne se limitent plus à l'étude de la littérature

comptable et qu'ils portent leur attention « sur l'étude des pratiques comptables des entreprises »¹¹⁵. Ce rapprochement méthodologique est très largement favorisé par l'affirmation de la *new accounting history*, qui n'est plus vraiment nouvelle aujourd'hui, qui « rejette l'évolutionnisme dominant », cultive la pluridisciplinarité et suit « les préceptes de l'École française des Annales »¹¹⁶. Plusieurs travaux pluridisciplinaires récents renouent effectivement avec une approche globale comme en témoigne le *Dictionnaire historique de l'économie droit. XVIII^e-XX^e siècles* qui croise les approches d'historiens, de gestionnaires et de juristes¹¹⁷. La pluridisciplinarité est aussi provoquée par les historiens à l'occasion du colloque sur la fraude organisé par l'Association française des historiens économistes et par le CHEFF en 2004. Le thème de la comptabilité et de la fraude est fédérateur. Il est abordé dans une session de ce colloque réunissant Ève Chiapello, Nicolas Praquin, Yannick Lemarchand et Jean-Claude Daumas¹¹⁸. Le dernier exemple de la fertilité de la pluridisciplinarité est fourni par l'ouvrage dirigé par Natacha Coquery, François Menant et Florence Weber, *Écrire, compter, mesurer, vers une histoire des rationalités pratiques*, dans lequel Yannick Lemarchand présente une importante contribution¹¹⁹.

Ce rapprochement entre l'histoire et la gestion témoigne de la réussite du programme de recherches établi par Yannick Lemarchand en 1994. La discontinuité, les ruptures et les conflits, l'étude des pratiques comptables et de gestion en référence au contexte environnant constituent désormais les axes principaux des approches historiques des comptables et des gestionnaires¹²⁰. Sans avoir eu connaissance de ce courant avant l'année dernière, j'y inscrivais mes travaux. Comme les gestionnaires, je m'intéresse à la façon dont la

¹¹⁵ Y. Lemarchand, « Vers un programme... », *op. cit.* note 69, p. 16

¹¹⁶ *Ibid.*, p. 8.

¹¹⁷ Alessandro Stanziani (dir.), *Dictionnaire historique de l'économie-droit. XVIII^e-XX^e siècles*, LGDJ, Droit et sociétés, recherches et travaux 17, 2007.

¹¹⁸ Dans Gérard Béaur, Hubert Bonin et Claire Lemerrier (dir.), *Fraude, contrefaçon et contrebande de l'Antiquité à nos jours*, Genève, Droz, 2006 : J-C. Daumas, « Manipulation des comptes et gestion de l'entreprise : le cas de Blin et Blin », p. 331-348 ; Y. Lemarchand, Nicolas Praquin, « Falsification ou manipulation comptable ? La mesure du profit comme enjeu social (1856-1918) », p. 309-330 ; Ève Chiapello, « Comptabilité et fraude », p. 423-427 ; Béatrice Touchelay, « La diffusion et l'application des normes comptables standardisées en France des années 1920 aux années 1960, l'utopie de la transparence ? », p. 385-409.

¹¹⁹ Y. Lemarchand, « À la conquête de la science des comptes, variations autour de quelques manuels de comptabilité des XVII^e et XVIII^e siècles », dans Natacha Coquery, François Menant, Florence Weber (dir.), *Écrire, compter, mesurer. Vers une histoire des rationalités pratiques*, Paris, ed. de la Rue d'Ulm, Presses de l'ENS, 2006, p. 34-65.

¹²⁰ Y. Lemarchand, « Vers un programme... », *op. cit.* note 69. « La comptabilité ne doit pas être étudiée uniquement comme une technique en elle-même, mais comme un élément du contexte social et organisationnel. L'accent est mis sur la façon dont la comptabilité façonne ce contexte, façonne l'organisation, au lieu d'être totalement déterminée par lui. [...] Dès lors, l'histoire est appelée à avoir un impact plus important, dans la mesure où elle peut démontrer de quelle façon la constitution de la comptabilité en un savoir hautement qualifié, en un corps de connaissances et de savoir-faire relevant de l'expertise, est susceptible de façonner et de transformer les relations sociales. Que ce soit dans l'entreprise ou à l'extérieur, dans tous les secteurs de la vie. » p. 9-10.

comptabilité peut transformer les relations sociales et façonner le contexte, et aussi à la façon dont le contexte est façonné par la comptabilité.

Dans cette perspective, la question de l'influence du lien entre le « tournant taylorien » du début du siècle¹²¹, son approfondissement entre les deux guerres¹²² et le développement de la comptabilité privée peut aussi bien être envisagée dans un travail d'histoire que dans une étude de sciences de gestion. Les interrogations antérieures qui incitaient les gestionnaires à la prudence à l'égard des historiens se raréfient¹²³. Des initiatives comme celle d'Anne Pezet, professeur de sciences de gestion à l'Université de Paris Dauphine, qui m'a invitée à me joindre à la proposition puis à la réalisation d'un programme de recherches financé par l'Agence Nationale de la Recherche (ANR)¹²⁴ sur l'histoire du management, et le soutien de Nicolas Praquin et d'Anne Pezet pour l'organisation des journées d'étude sur le chiffre confirment ce rapprochement. Si la présentation, l'analyse et la discussion de modèles théoriques reste incontournable pour la plupart des directeurs de doctorat de comptabilité et de gestion, le poids de ces modèles tend à diminuer dans certains travaux historiques pour céder la place à une présentation plus fine des matériaux utilisés¹²⁵.

Parce qu'ils voient les enjeux des aspects techniques de l'évolution de la comptabilité en France, celle de la séparation des comptabilités entre une comptabilité générale et une comptabilité industrielle par exemple¹²⁶, les gestionnaires qui adoptent une démarche historique créent de nouveaux objets d'histoire.

Pour prolonger l'analyse d'Anne Pezet et de Nicolas Berland dans la revue *Comptabilité, Contrôle, Audit* en 2000, qui indiquaient que le « dialogue fructueux » entamé entre la gestion

¹²¹ P. Fridenson, « Un tournant taylorien de la société française (1904-1918) », *Annales*, 1987, Volume 42, Numéro 5, p. 1031-1060.

¹²² François Denord, Odile Henry, « La modernisation avant la lettre : le patronat français et la rationalisation (1925-1940) », *Sociétés contemporaines*, Les mondes patronaux, 2007/4, n° 68, p. 83-104 ; Aimée Moutet, *Les logiques de l'entreprise. La rationalisation dans l'industrie française de l'entre deux guerres*, Paris, EHESS, 1997 et « Une rationalisation du travail dans l'industrie française des années 1930 », *Annales*, Année 1987, Volume 42, Numéro 5, p. 1061-1078.

¹²³ Eric Godelier, « Histoire des historiens, histoire des gestionnaires », *Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, n° 25, oct. 2000, p. 135-48 ; Pierre Jouanique, « Peut-on écrire une histoire générale de la comptabilité », *Actes du XI^e Congrès de l'AFC*, Université Paris Dauphine, mai 1990.

¹²⁴ « Management : pratique privée, enjeux publics. Une mise en perspective historique ». Le projet est en cours de réalisation, il doit s'achever en 2009. Il regroupe quatre équipes, dont trois qui regroupent des spécialistes des sciences de gestion et une équipe d'historiens rattachée à Paris XII que je coordonne.

¹²⁵ Sami El Omari, « Contribution à l'analyse de l'organisation d'une profession comptable : le cas du Maroc (1906-2006) », doctorat de sciences de gestion, Université des Sciences sociales de Toulouse – École doctorale de sciences de gestion, IAE - Centre de recherche en gestion – EA 792, 2008. Je remercie Michèle Saboly de m'avoir intégrée à ce jury ; Didier Bensadon, « La consolidation des comptes en France ... », *op. cit.* note 77.

¹²⁶ Y. Lemarchand, Frédéric Le Roy, « L'introduction de la comptabilité analytique en France : de l'institutionnalisation d'une pratique de gestion », *Finance - Contrôle - Stratégie*, Vol. 3, n° 4, 2000, p. 83-111 ; Y. Lemarchand, « 1880-1914, l'échec de l'unification des bilans. Le rendez-vous manqué de la normalisation », *Comptabilité Contrôle Audit*, tome 1, vol.1, mars 1995, p. 7-24 ; Romain Durand, « La séparation des comptabilités : origines et conséquences », *Revue française de comptabilité*, n° 240, 1992, p. 72-81.

et l'histoire peut enrichir le métier de chercheur en gestion, on peut affirmer qu'il peut aussi enrichir celui du chercheur en histoire en introduisant des arguments techniques auxquels il n'est pas accoutumé. Les recherches des praticiens de la gestion basées à la fois sur l'observation et sur l'analyse du terrain qui concernent par exemple les décisions d'investir (Anne Pezet¹²⁷), le développement du contrôle budgétaire (Nicolas Berland¹²⁸) ou bien le calcul des prix de revient (Henri Zimnovitch¹²⁹) constituent effectivement des matériaux d'une grande richesse pour l'historien. Toutefois, les questions restent traitées différemment. Le rapprochement n'est pas la similitude.

Les notes en bas de page chères à Marc Bloch, et que je cultive, ne se retrouvent pas aussi nombreuses dans les travaux des gestionnaires. La *Revue Française de Gestion* demande à ses auteurs de se limiter à une note par page dans leurs articles, mais le numéro spécial sur les vingt ans d'histoire de la gestion publié en décembre 2008, comme bien d'autres, entravent largement cette règle pour ouvrir leurs colonnes à des travaux historiques.

L'approche historique continue à privilégier davantage les interdépendances et le croisement des niveaux d'analyse, elle complète l'approche technique qui fait de l'environnement un objet second. Le maintien de ces différences confirme la complémentarité de nos approches. La collaboration entre histoire et gestion peut ainsi dépasser le cercle des historiens de l'entreprise qui utilisent la comptabilité mais sans développer son histoire.

Mes travaux sur la diffusion des pratiques comptables dans la France contemporaine sont au croisement de ces démarches. Ils s'inscrivent à la fois dans l'histoire des techniques d'enregistrement des comptes et des pratiques de calculs des résultats, et dans celle de l'affirmation d'une profession désireuse de faire reconnaître ses compétences et de contrôler ses membres.

En m'appuyant sur la collaboration des comptables et des gestionnaires, ma démarche s'inscrit dans une approche de la comptabilité appréhendée comme une convention entre les agents et qui fait des comptables un vecteur de la modernisation. Elle reste ainsi imbriquée avec l'histoire de la statistique publique contemporaine.

¹²⁷ A. Pezet, « Les fonctions des instruments de la décision d'investir : contribution à une technologie de l'investissement », doctorat de sciences de gestion, Paris Dauphine, 1998.

¹²⁸ Nicolas Berland, « L'histoire du contrôle budgétaire en France », doctorat en sciences de gestion, Paris Dauphine, 1999. Les doctorats de Y. Lemarchand et de M. Nikitin s'inscrivent dans la même veine.

¹²⁹ H. Zimnovitch, « Les calculs du prix de revient dans la seconde industrialisation en France », doctorat de sciences de gestion, Université de Poitiers - IAE, 1997.

« L'historien n'est pas celui qui sait, il est celui qui cherche »
Lucien Febvre¹³⁰

Troisième partie. Perspectives de recherches

Les perspectives de recherches ne se démarquent pas radicalement de mes travaux antérieurs qui me posent encore beaucoup plus de questions qu'ils ne m'ont apporté de réponses. L'histoire de la comptabilité et celle de la statistique publique qui contribue à l'histoire de la France du chiffre continueront donc de guider ma démarche.

A la recherche de la France du chiffre

L'analyse de l'évolution des statistiques publiques et celle des pratiques comptables et de gestion entre la fin du XIX^e et le retournement conjoncturel des années 1970 en France, la recherche de leurs moteurs, de leurs freins, et de leurs effets sur l'entreprise et sur son environnement, s'inscrit dans une démarche plus générale qui vise à étudier l'évolution des modes de gouvernance des actions publiques et privées. Cette étude cherche à expliciter avec une approche historique, les étapes de l'évolution des pratiques de la comptabilité privée depuis le XIX^e siècle qui ont été mises en relief par les praticiens comme Ève Chiapello¹³¹ ou Jacques Richard¹³². Je rajoute un premier stade à leur analyse et je le présente comme le stade de l'absence de règle comptable, ou bien de la grande tolérance. Ce stade est celui de « l'âge de pierre » de la comptabilité, celui de la caisse, de l'imprévoyance et de l'incertitude. Le second stade est celui de la gestion patrimoniale d'une affaire. Il s'agit d'une gestion de père de famille, son but est de faire durer la firme qui n'est pas jugée éternelle. C'est le stade de la comptabilité générale. Les comptes sont tenus, même s'ils ne suivent aucune norme. Ils sont rétrospectifs et permettent de constater l'efficacité ou les erreurs des arbitrages effectués. La partie double et l'équilibre entre pertes et profits et entre dépenses et recettes s'imposent alors. En établissant des bilans, les dirigeants de l'entreprise informent leurs partenaires, et se tiennent informés eux-mêmes, des effets des décisions passées et des capacités à envisager l'avenir proche. Même si la gestion reste patrimoniale à ce stade, puisqu'il s'agit avant tout d'équilibrer les comptes, l'entreprise est conçue dans la

¹³⁰ Lucien Febvre, *Le Problème de l'incroyance au XVI^e siècle. La Religion de Rabelais*, Paris, Albin Michel, 1942, p. 1.

¹³¹ Ève Chiapello, « Les processus en cours d'uniformisation des normes comptables destinées au secteur privé », Conférence sur la mondialisation des outils quantitatifs du gouvernement : les outils comptables, « Politiques scientifiques et politiques publiques : enjeux de sciences sociales », Lyon, ENTPE, janvier 2008.

¹³² J. Richard, « Plans comptable », dans B. Colasse (dir.), *Encyclopédie de comptabilité, contrôle de gestion et audit*, Paris, Economica, 2000, p. 943-960 ; « De l'histoire du plan comptable français et de sa réforme éventuelle », dans *Annales du management*, Paris, Economica, 1992, p. 69 - 82.

durée et elle peut même être envisagée comme une source potentielle de profit. Le troisième stade est celui de l'approche financière, de la gestion, et du développement de la comptabilité analytique. Le profit est recherché, la firme doit prospérer. Les dirigeants de l'entreprise cherchent l'expansion. Ils se projettent dans l'avenir et, par le calcul des coûts ou des prix de revient, ils cherchent à utiliser au mieux les ressources disponibles. Les directions des entreprises développent la comptabilité de gestion. La recherche de gains de productivité, qui ne se généralise qu'après 1945¹³³, peut passer par les calculs de coûts et de rendements. Ce troisième stade du développement de la tenue des comptes accompagne la croissance et la concentration des entreprises. Un quatrième stade, celui de la domination des normes financières, présente aujourd'hui une actualité passionnante, mais il ne relève pas encore de la démarche historique. La recherche de ses origines, de ses succès et de ses limites, dans les stades antérieurs de l'évolution pourrait constituer un prochain sujet d'études mêlant les compétences des historiens et celles des techniciens des sciences de gestion.

Les éléments qui provoquent le passage d'un stade à un autre, les freins qui s'y opposent, et les modalités du basculement constituent l'axe directeur de ma recherche. L'étude des passages d'un mode de gestion à un autre et leur inscription dans l'espace et dans le temps fait intervenir trois acteurs essentiels : l'entreprise, l'Etat et les professionnels de la comptabilité.

Le passage de « l'âge de pierre » à une gestion patrimoniale puis à la recherche de l'expansion n'est ni brutal ni général. Les conditions de sa réalisation sont réunies progressivement depuis le début du XIX^e siècle. Leur accumulation connaît des accélérations au moment des guerres et des crises. Il convient d'analyser ce phénomène en l'inscrivant dans la lente transformation de la société française sous l'aiguillon de la croissance économique. Faisant l'hypothèse que les activités agricoles restent à l'écart de ce mouvement, ce secteur ne sera pas intégré à mon étude. En revanche, la politique économique, financière et fiscale de l'Etat en constitue un aspect fondamental à travers les influences qu'elle exerce sur les pratiques comptables privées. L'imposition forfaitaire par exemple, qui permet aux petites et moyennes entreprises de se contenter d'une comptabilité de fortune à partir des années 1920, peut être considérée comme un frein à la croissance si l'on considère que l'utilisation des pratiques comptables modernes est un facteur de croissance. Ce « renoncement », ou cette « clairvoyance » n'empêche pourtant ni la fraude, ni le poujadisme. La question reste à examiner de près.

¹³³ Régis Boulat, *Jean Fourastié, un expert en productivité. La modernisation de la France (années trente - années cinquante)*, Besançon, PUFC, 2008.

L'étude projetée s'inscrit dans une démarche encore plus vaste qui cherche à retracer les étapes de l'affirmation de « la France du chiffre », envisagée comme celle de la réalisation d'une volonté nouvelle en faveur de la croissance économique pendant les deux derniers siècles. Pendant cette longue période, la chronologie du développement de la statistique publique, révélatrice de la nationalisation des enjeux, c'est à dire du fait que les problèmes se traitent à l'échelle nationale et de façon concertée entre des acteurs invités à négocier, et celle des pratiques comptables est parallèle. Ce parallélisme témoigne d'une liaison étroite entre la gestion des affaires privées et celles de la sphère publique. Faisant l'hypothèse que l'apprentissage à la comptabilité et à la statistique participe d'un même mouvement, c'est précisément ce lien que j'envisage d'étudier.

Ce projet suppose d'approfondir l'histoire du chiffre public (statistique) et privé (comptabilité) en France depuis le XIX^e siècle en s'intéressant à la fois aux acteurs de la comptabilité, à leurs clients, réels ou potentiels et à l'Etat qui réglemente. Il faudra analyser à la fois les imbrications entre ces niveaux, les effets des changements de pratiques sur la direction des affaires publiques et privées et l'origine des ruptures. La comparaison internationale et l'éventuelle influence de l'extérieur permettront de cerner davantage ce que beaucoup considèrent comme un modèle français. Il faudra aussi caractériser ce modèle et savoir s'il s'agit d'un modèle de résistance au changement, qui défend le secret des affaires et la tradition du secret, ou bien s'il s'agit d'un modèle spécifique, d'une normalisation comptable à la française.

Au delà du modèle, ce programme incite à procéder par petites touches en élargissant les partenariats et en s'appuyant sur un réseau pluridisciplinaire. Comme y invite Jean-Claude Daumas lorsqu'il dénonce les « à-peu-près et des lieux communs » qui imposent une « vision caricaturale du modèle de gouvernance des entreprises françaises qui souffre terriblement d'apesanteur historique », il convient de reprendre le dossier et d'engager cette « grande alliance » pluridisciplinaire qu'appelait déjà de ses vœux Olivier Pastré en 1994, au moment où Yannick Lemarchand présentait son habilitation. Il convient surtout de dépasser le modèle pour établir une « analyse historique » permettant « une compréhension fine des structures et des mécanismes du système de gouvernance »¹³⁴. La poursuite des travaux en cours et de nouvelles pistes devraient y contribuer.

¹³⁴ J-C. Daumas, « La gouvernance des entreprises à la française : le modèle et l'histoire », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, numéro thématique, juillet 2005, p. 167-178, p. 167 et conclusion p. 176.

Poursuite des travaux en cours

Trois axes vont être privilégiés. Le premier est celui de la statistique publique, dont l'analyse peut être intégrée dans une démarche internationale et comparative. L'analyse du développement de la formation à la comptabilité en France aux XIX et au XX^e siècle constitue un second thème. Le troisième axe concerne les impôts introduits à l'occasion des deux Guerres Mondiales et leurs effets sur les pratiques comptables. Cet axe sera repris et développé dans un chantier nouveau traitant plus largement de l'impact des pratiques fiscales sur le mode de gouvernance des firmes et de l'Etat. Comme elle constitue un passage décisif pour les questions qui nous intéressent, la période de l'Occupation sera l'objet d'une attention particulière dans tous les axes retenus. La liste des travaux en cours retient tous les projets de communications ou d'études dans lesquels je suis engagée, mais la frontière avec les projets nouveaux est parfois fragile.

1. Approche comparatiste de la statistique publique

Plusieurs projets m'incitent à approfondir l'histoire de la statistique. Le premier tient à mon intégration au comité de pilotage « Histoire et patrimoine de l'INSEE » qui doit valoriser l'histoire de l'institution. Ce comité s'engage à établir un inventaire des sources disponibles sur l'histoire de l'INSEE. Il a commencé à installer un site intranet présentant les grands moments de cette histoire, à lancer des expositions temporaires sur certains sujets phares (les machines à statistique ou la statistique d'outre mer, par exemple). Il s'engage aussi à pérenniser la mémoire de l'institution en menant des entretiens avec ses cadres dirigeants les plus récents et à numériser les cassettes des entretiens que j'ai réalisés auprès d'anciens administrateurs. Ses réunions régulières permettent d'ouvrir de nouvelles perspectives, moins centrées sur la seule histoire de l'institution. Ainsi, il est prévu à brève échéance d'approfondir l'histoire de la comptabilité nationale, et en particulier de ses liens avec l'essor de la comptabilité privée, en sollicitant André Vanoli qui en a été le pilier. L'action du comité s'exerce aussi pour tenter d'obtenir, ou pour accompagner, le versement des archives des anciens administrateurs ou de leurs familles à Savigny-le-Temple.

L'hypothèse d'un déménagement de la direction générale de l'INSEE à Metz laisse planer un doute sur l'avenir de ce comité...puisque'il ne réunit pas que des membres actifs de l'institution. La présence d'Agnès D'Angio, directrice du CAEF, celle d'Alain Desrosières et la mienne à des réunions organisées à Metz n'est pas garantie.

Un autre projet consiste à entreprendre une étude comparative des différents systèmes de statistiques publiques et de leur histoire à l'échelle de l'Europe. L'idée est ancienne. Elle remonte à une table ronde que j'ai organisée à l'Université de Paris XII en 1999 sur « Les statistiques et les systèmes totalitaires ». Le rejet d'une proposition de « workshop » déposée auprès de l'*European Scientific Fondation* (ESF) au printemps 2008 intitulé : « *Comparative History of Statistics in European Countries : National Experiences - Divergences - Convergences during the XIX-XXth. Centuries* » m'a montré que le réseaux international établi n'était pas suffisamment large¹³⁵. Je reste attachée à ce projet et j'envisage de collaborer avec Martine Mespoulet, professeur de sociologie à l'Université de Nantes qui poursuit un objectif similaire, et avec Alain Desrosières, dont les connaissances du milieu des statisticiens européens sont importantes, afin de le concrétiser. Ce projet à l'ambition de faire écho aux travaux déjà entrepris, à l'initiative d'Alain Desrosières en particulier¹³⁶. Il s'agirait aussi de prolonger sur le plan historique l'approche du groupe de Bielefeld¹³⁷ qui a réuni des chercheurs de différents horizons en 1982-1983 à l'Université de Bielefeld en Allemagne pour mêler l'histoire des statistiques nationales et celle de la statistique mathématique dans le prolongement des questions soulevés par T. Kuhn sur les « révolutions scientifiques » et leurs « changements de paradigme ». La réunion des spécialistes des sciences dures et des sciences humaines a permis de montrer l'importance de « la circulation des schémas cognitifs ». Comme l'écrit Alain Desrosières, « le principal apport de cette littératures nouvelle a été de montrer la possibilité d'une investigation interdisciplinaire empirique et historique » et de dépasser « les oppositions et les dialogues de sourds purement épistémologiques si souvent observés par exemple entre économistes et sociologues ». Mon projet consiste à transposer cette manière de faire en recourant à la pluridisciplinarité au sein des sciences humaines et à la collaboration internationale pour aborder l'analyse des spécificités nationales des systèmes statistiques, pour les expliquer, et pour examiner leurs effets sur les pratiques publiques et privées.

¹³⁵ Ce projet réunissait une première équipe : Emmanuel Didier, CNRS- CESDIP (Centre de Recherches Sociologiques sur le Droit et les Institutions Pénales), France ; Jean-Jacques Droesbeke, Université Libre de Bruxelles et Institut international de statistiques ; Clotilde Druelle-Korn, Université de Limoges (second applicant) ; Sébastien Guex, Université de Lausanne ; Roza I.M.El-Eini, Fellow of the Royal Geographical Society – Institute of Commonwealth Studies, London University ; Martine Mespoulet, Université de Poitiers ; Anne Pezet, Université de Paris Dauphine ; Esther M. Sanchez Sanchez, Université de Barcelone ; Janick Marina Schaufelbuehl, Université de Lausanne.

¹³⁶ A. Desrosières, « La statistique publique italienne : sa construction et sa réorganisation en 1989 », *Courrier des statistiques*, n° 52, 1989, Paris, INSEE, p. 3-8 ; « La statistique aux Pays-Bas : informatisation et intégration, un projet futuriste », *Courrier des statistiques*, n° 91-92, décembre 1999, p. 51-59 ; « En visite dans un institut de statistique étranger », *Courrier des statistiques*, n° 91-92, décembre 1999, p. 75-78. La liste n'est pas exhaustive.

¹³⁷ A. Desrosières, « L'histoire de la statistique comme genre ... », *art. cit.* note 16, p. 137.

L'étude de la mise en place de la statistique européenne (Eurostat), de ses prémices et du rôle de la France qui dispose d'une organisation tout à fait originale en Europe sera à entreprendre dans un second temps.

Un dernier projet concerne le rôle de la statistique dans la décision publique et privée. Il se matérialise à travers l'organisation, avec Philippe Verheyde (Université de Paris VIII) et Cheryl McWatters (Université d'Albert, Canada), d'une session au XV^e congrès international d'histoire économique qui s'est déroulée à Utrecht en août 2009. Le thème de la session concerne: « The origin of decisions: numbers, data and statistics in the twentieth century ». En accord avec les organisateurs¹³⁸, nous avons choisi d'insister sur la France du XX^e siècle, sur les modalités de la décision économique et sur le rôle des chiffres dans cette décision. Un pré congrès tenu le 5 juin 2009 à l'Université de Paris Dauphine permet de ne retenir qu'un petit nombre de communications à Utrecht et de laisser une large place aux discussions¹³⁹. Ces manifestations constituent les dernières de la série des tables rondes consacrées aux chiffres et à la genèse de la décision.

La publication de plusieurs contributions à ces journées dans le volume déjà présenté pérennise une collaboration fructueuse avec Philippe Verheyde autour de cette thématique du chiffre¹⁴⁰.

Organisées successivement à Paris XII, à Paris VIII (Musée d'Art et d'Histoire de Saint-Denis) et à l'Université de Paris Dauphine, ces journées sont couvertes par le sceau de la pluridisciplinarité. La collaboration étroite des gestionnaires par l'intermédiaire d'Anne Pezet, de Nicolas Praquin et de Didier Bensadon, qui font partie du comité scientifique a permis, avec la participation très active des historiens de ce comité, de passer de l'histoire du chiffre public à celle du chiffre privé en évitant à la fois les pièges du discours technique et ceux du discours trop général. Une voie de passage entre disciplines et entre l'étude de l'histoire de la statistique et de la comptabilité a ainsi été ouverte. Il reste à envisager d'autres perspectives pour la consolider.

¹³⁸ Philippe Verheyde (Université de Paris VIII), Cheryl S. Mc Watters (Alberta School of Business, University of Alberta, Canada), Sébastien Guex (Université de Lausanne, Suisse), Jean-Jacques Droesbeke (président du Comité Christiaan Huygens de l'Institut international de Statistique, Université Libre de Bruxelles, Belgique).

¹³⁹ Clotilde Druelle-Korn (Université de Limoges), Danièle Fraboulet (Université de Paris XIII), Yannick Lemarchand (Université de Nantes), Michel Margairaz (Université Paris VIII), Anne Pezet, (Université Paris Dauphine), Janick Marina Schaufelbuehl (Université de Lausanne, Suisse).

¹⁴⁰ Les thèmes de ces journées sont présentés dans la biographie proposée à la fin de ce recueil.

2. La formation à « la science des comptes »

Cet axe est moins avancé que le précédent. Il ouvre de nouvelles pistes de travaux qui devraient déboucher sur une meilleure connaissance de la profession des comptables, experts, agréés, libéraux ou salariés, et de leur place dans la France contemporaine. Il s'inscrit dans la perspective de la thèse d'Etat de Lucette Le Van sur la lente diffusion de l'enseignement de l'économie politique dans la France contemporaine¹⁴¹. L'objectif consiste aussi à savoir comment les catégories dirigeantes et les catégories intermédiaires de l'entreprise se sont formées aux pratiques de direction et quelle est la place du chiffre comptable et statistique, c'est-à-dire de l'information économique, dans leur formation. La formation des comptables est également perçue comme un révélateur de l'investissement de l'Etat, ou de celle du secteur privé dans la mise en place d'une économie plus « transparente ». Les études comme celle de Jean-Michel Chapoulie sur le développement de l'enseignement commercial ou de l'enseignement technique et sur les débats qu'il suscite, tant dans le monde politique que dans les milieux économiques, serviront de point de départ¹⁴²

Le projet a déjà pris forme à travers deux communications qui vont être publiées et un ouvrage en cours d'élaboration : ma communication au colloque organisé par l'Université de Limoges sur les professions intermédiaires en France (thème : « La lente reconnaissance de l'expertise des comptables libéraux par l'entreprise et par ses partenaires dans la France du premier XX^e siècle »), une contribution collective (avec Régis Boulat et Clotilde Druelle-Korn) au colloque du PPF sur l'histoire du management en 2008 et l'ouvrage collectif sur l'histoire du management en France rédigé par les quatre équipes de gestionnaires et d'historiens réunies dans le cadre du programme blanc financé par l'ANR.

Ces travaux concernent de près ou de loin la formation des comptables et celle des dirigeants des entreprises à la comptabilité. L'exploitation des archives de la Chambre de commerce de Marseille sur les examens des experts-comptables entre 1927 et 1941 et aussi sur les différentes écoles (école d'ingénieurs et haute école de commerce) qu'elle parraine a servi de base. Elle montre que les premières promotions d'ingénieurs étaient formées à la comptabilités jusqu'aux années 1930, mais que celles de la fin des années 1930 ne le sont

¹⁴¹ Lucette Le Van-Lemesle, *Le juste ou le riche. L'enseignement de l'économie politique. 1815-1950*, Paris, CHEFF, 2004.

¹⁴² Jean-Michel Chapoulie, « Représentation de la main d'œuvre, actions parlementaires et administratives. Le développement de l'enseignement technique entre les deux guerres », *Vingtième siècle – Revue d'histoire*, n° 88, 2005/4, p. 23-47.

plus. Elle témoigne aussi des attentes des milieux économiques représentés par la Chambre de commerce à l'égard des futurs comptables et de la faible notoriété de cette carrière qui n'attire qu'un nombre infime de candidats.

L'intérêt du développement de cette étude sur la formation des experts-comptables et de son élargissement à la formation des comptables et à la formation des dirigeants d'entreprises (ingénieurs ou non) n'est pas à démontrer¹⁴³. L'étude de la formation reste à faire en ce qui concerne la comptabilité et plus largement les pratiques de direction des entreprises aux XIX et XX^e siècle. Les archives des chambres de commerce (Paris en premier lieu), celles des directions ministérielles chargées de ces enseignements, mais aussi celles des écoles d'ingénieurs, du CNAM par exemple, sont à exploiter. Les archives municipales comme celles de Tourcoing disposent aussi d'informations sur les écoles soutenues par le patronat textile local. L'intervention des groupements patronaux, et en particulier de la CGPF¹⁴⁴ puis du CNPF¹⁴⁵, en matière de formation à la comptabilité doit être approfondie.

La formation des élites économiques et politiques à la science des comptes constitue donc un chantier nouveau que je souhaite approfondir. Les archives de l'École libre des sciences politiques et celles des sessions de formation organisées par la CGPF puis par le CNPF (ANMT) pourraient constituer une voie d'entrée. L'ouverture des Universités à l'enseignement comptable à la fin de l'Occupation et ses effets est une autre piste à creuser.

Ce chantier doit conduire à un approfondissement des connaissances sur la profession des comptables, sur les pratiques de gestion des entreprises et sur l'attitude des élites économiques et politiques françaises à l'égard de la comptabilité. Il pourra s'appuyer pour commencer sur l'examen de la documentation sur l'Ordre des experts comptables et des comptables agréés depuis sa création qui est disponible à la Bibliothèque nationale de France. Les tensions internes entre experts comptables et comptables agréés après 1945 et jusqu'en 1963 et leurs enjeux pourraient être éclairées par l'examen des nombreux débats parlementaires des années 1950 sur la question. Les motifs comme les enjeux d'autres frictions sont aussi à examiner. Les vives tensions entre comptables et gestionnaires au sein

¹⁴³ Y. Lemarchand, « Vers un programme... », *op. cit.* note 69. « Les thèses de Philippe Maffre sur les origines de l'enseignement commercial supérieur en France au XIX^e siècle » (Université de Paris I, 1984) et celle « de Marc Meuleau sur les Hautes Écoles commerciales et l'évolution du management en France de 1881 aux années 1980 » (Paris X, 1992) « apportent nombre d'éléments, mais elles sont généralistes et ne concernent que le seul enseignement commercial supérieur. Il faudrait aborder la question non seulement en terme d'institutions, mais également de contenu de l'enseignement et d'évolution de la pédagogie », p. 48

¹⁴⁴ La CEGOS a été étudiée par Antoine Weexteen, « Le conseil aux entreprises et à l'Etat en France, le rôle de Jean Milhaud 1898-1991 dans la CEGOS et l'ITAP », doctorat d'histoire, 1999, EHESS, Paris.

¹⁴⁵ Une première approche du Centre de formation des chefs d'entreprises impulsé par le CNPF en 1953 (CRC) est en cours par Régis Boulat.

des entreprises qui s'affirment avec la diffusion du contrôle budgétaire, comme l'indique Nicolas Berland chez Pechiney par exemple, gagneraient à être approfondies par d'autres études de cas¹⁴⁶. Les tensions entre ingénieurs et comptables dans les entreprises pendant l'entre deux guerres, pointées par Henri Zimnovitch dans son doctorat, sont également à examiner¹⁴⁷. Ces points doivent compléter les connaissances sur l'histoire de l'organisation des entreprises. Le projet de collaboration avec Pierre Labardin, maître de conférences en sciences de gestion à l'Université de Paris Dauphine, pour examiner les comptes de la petite entreprise individuelle de Lens étudiée par l'équipe de l'ENS autour de Claire Zalc à partir de janvier 2010 offrira un premier éclairage. L'ouvrage collectif sur l'histoire du management en France rédigé dans le cadre du programme blanc financé par l'ANR, et une collaboration avec Nicolas Parquin et Philippe Verheyde autour des histoires d'entreprises compléteront cette approche.

3. La guerre, la fiscalité et l'entreprise

L'étude du développement de la politique fiscale française n'est pas mon objet central, mais elle m'intéresse car elle peut influencer les pratiques comptables des entreprises. J'ai déjà abordé ce point à travers l'analyse des prélèvements introduits à l'occasion des deux Guerres mondiales, de leur préparation ou des sorties de guerre¹⁴⁸. Les guerres constituent en effet un terrain d'expérimentation privilégié pour une administration fiscale libérée des opposants les plus virulents au renforcement du poids de l'impôt. Elles offrent l'occasion de poser la question de la légitimité de l'enrichissement dans un système capitaliste. Les taxes introduites le démontrent. En juillet 1916, une contribution exceptionnelle cherche à limiter les bénéfices de guerre. A partir de 1935, la fiscalité imposée aux entreprises travaillant pour la défense nationale vise à interdire tout bénéfice, puis la confiscation des profits illicites décidée à la Libération veut punir ceux qui ont profité de l'occupation pour s'enrichir. L'effet

¹⁴⁶ Nicolas Berland, « Consultants, innovation de gestion et contrôle budgétaire : le cas de Pechiney et de Saint Gobain entre 1929 et 1960 », *Actes de la III^e journée d'histoire de l'AFC : Hommage à Ernest Stevelinck*, Nantes, Presses de l'Université de Nantes, 1997, 323 pages, p. 129-148.

¹⁴⁷ H. Zimnovitch, « Les calculs du prix... », *op. cit.* note 129.

¹⁴⁸ Voir par exemple : Sandrine Grotard, « Le premier impôt sur les bénéfices d'entreprises en France. La contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre. 1916-1930 », dans CHEFF, *Études et Documents*, 1996, p. 259-280 ; Ludovic Serée de Roch, « La guerre et l'entrée dans la modernité du système fiscal français », dans *Études et Documents*, CHEFF, 1999, p. 183-209.

Mis en forme : Police :10 pt

Mis en forme : Police :10 pt, Italique

Mis en forme : Police :10 pt, Italique, Exposit

Mis en forme : Police :10 pt, Italique

Mis en forme : Police :10 pt, Italique

Mis en forme : Police :10 pt

de ces mesures sur la croissance des entreprises (accélérateur ou frein ?) et sur leurs pratiques (contournement ou collaboration ?) est à étudier¹⁴⁹.

Le sujet des profits de guerre est l'objet d'une intervention avec Nicolas Delalande (doctorant, Collège de France) à la journée d'études sur le profit organisée par Philippe Verheyde et par l'Université de Paris VIII et l'IDHE en octobre 2008. J'ai repris la question en février 2009 au séminaire du CHEFF consacrée à l'histoire du ministère des Finances dans le second XX^e siècle en insistant davantage sur la période de Vichy et de la Libération pour examiner en détail les effets de ces prélèvements sur l'organisation de l'administration des Finances. Une nouvelle communication sur les profits de guerre est envisagée au colloque organisé par l'Université de Paris Est en octobre 2009 sur « Juste guerre et guerres justes ». Elle insistera davantage sur les arguments moraux de ces prélèvements. Ces interventions permettent d'éclairer progressivement l'impact des réformes introduites dans des circonstances exceptionnelles sur les pratiques comptables des firmes et sur l'organisation des services fiscaux.

Je souhaite aussi examiner de plus près la question de la révision des marchés de la Première Guerre mondiale qui a été confiée à un jury national au milieu des années 1930 et qui, selon l'état actuel de ma documentation, a effectivement suscité des missions de contrôle jusqu'en 1940. Cette révision déclenchée au début du réarmement paraît peu rationnelle. Elle conforte les thèses de l'incapacité économique de l'Etat, mais reste à examiner de près à l'aide des archives des administrations économiques et financières, des débats parlementaire sur la question et des archives de l'Armée.

Amorce de chantiers nouveaux

Le fil directeur de ces chantiers reste celui du passage à une économie et à une société « quantifiées » avec le développement de l'appareil statistique et l'affirmation progressive de la régulation comptable. Les moteurs de cette évolution constituent les pôles de ma recherche. Le parallélisme entre les deux chronologies, celle du développement de la statistique publique et celle de la normalisation comptable, mérite d'être davantage analysé et expliqué. Le rôle de l'Etat, qui se manifeste par la fiscalité, et celui des entreprises, comme l'influence de l'étranger, constituent la trame des nouvelles pistes que je souhaite approfondir. L'impact de la fiscalité sur l'évolution des pratiques de gouvernance des entreprises, et

¹⁴⁹ Outre le fonds Boussac des ANMT qui est en cours de reclassement, les archives de la chambre de commerce de Marseille qui disposent du fonds des Chargeurs Réunis et d'un dossier bénéfices de guerre pour les années 1922-1927 (L 19/60/A023) peuvent être examinées dans un premier temps.

récioproquement l'adaptation de la pression fiscale aux réactions des entreprises constitue le premier axe. Il suppose une analyse assez fine à partir d'études régionales et d'études de cas. Le second point de ce créneau envisage le cas français dans un contexte international. Il vise à évaluer les effets des expériences étrangères sur les modes de gouvernance nationale et ceux des pratiques nationales sur les expériences étrangères.

1. L'impôt, le chiffre et la gouvernance

L'impôt en période normale (de paix) exprime, au même titre que la réglementation comptable, l'emprise de l'Etat sur l'activité économique des entreprises¹⁵⁰. En prolongeant l'axe décrit précédemment concernant l'imposition de guerre, son impact sur la gestion de l'entreprise, et la prise en compte des contraintes de l'entreprise par les services fiscaux, constitue un thème de travail à moyen terme. L'effet des règles comptables imposées par la fiscalité sur la croissance de l'entreprise est une première piste ouverte par un article de Michèle Saboly pour la période très contemporaine¹⁵¹

Il s'agit aussi de prolonger l'étude de Thomas Piketti¹⁵² sur les effets de la fiscalité en matière de répartition des revenus dans la France du XX^e siècle en se demandant dans quelle mesure l'impôt a facilité l'adaptation des entreprises française au monde moderne. Cette démarche incite à étudier la procédure du forfait et à se demander s'il est envisagé comme un renoncement de l'administration fiscale face aux pressions, ou bien comme un signe de clairvoyance face à l'incapacité manifeste des firmes à s'adapter aux exigences de l'impôt moderne. Elle incite aussi à examiner réciproquement l'effet des changements des pratiques comptables sur la rentabilité fiscale. Il convient en effet de savoir dans quelle mesure la fraude fiscale diminue avec l'augmentation de la réglementation comptable. Les archives des administrations fiscales seront mobilisées. La concordance ou la discordance des cartographies de la fraude et du forfait pourront étayer cette étude.

La problématique introduite par Jean Bouvier, qui indique également la méthode à suivre¹⁵³, guidera l'analyse pour l'étude de la fiscalité des entreprises. A l'aide du « matériel

¹⁵⁰ Christine André, André Delorme, *L'Etat et l'économie. Un essai d'explication de l'évolution des dépenses publiques en France. 1870-1980*, Paris, Seuil, 1983 ; André Gueslin, *L'Etat, l'économie et la société française. XIX-XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1992 ; Louis Fontvielle, « Évolution et croissance de l'Etat français de 1815 à 1969. », *Cahiers de l'ISMEA*, Série AF n° 13, juillet décembre 1976.

¹⁵¹ Michèle Saboly, « Information comptable et défaillance des entreprises, le cas français », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, tome 7, volume 2, novembre 2001, p. 67-86.

¹⁵² Thomas Piketty, *Les hauts revenus en France au XX^e siècle. Inégalité et redistributions, 1901-1998*, Paris, Grasset, 2001.

¹⁵³ J. Bouvier, « Le système fiscal français du XIX^e siècle... », dans Robert Schnerb, *Deux siècles de fiscalité française ...*, *op. cit.* note 107. « Le traitement statistique de la masse documentaire fiscale, la lecture attentive

statistique considérable de la fiscalité », on se demandera si la fiscalité des entreprises témoigne du même « immobilisme sans immobilité » qui caractérise le système de l'impôt sur les revenus entre le XIX^e et le XX^e siècle. L'évolution de la fiscalité des entreprises a-t-elle été plus « ouvertement démocratique » que ne l'a été la fiscalité des revenus qui fait peser le poids dominant de la croissance des prélèvements sur « les traitements et salaires »¹⁵⁴ depuis les années 1920 ? Pour retranscrire les conclusions de Jean Bouvier sur la fiscalité des particuliers à l'échelle des entreprises, il s'agit de savoir dans quelle mesure la fiscalité des entreprises préserve ou modifie la hiérarchie entre les firmes et la domination « des grandes sur les petites » ? Les instruments techniques disponibles (comptables et statistiques en particulier) qui permettent aux services fiscaux de s'appuyer sur des analyses beaucoup plus fines de l'impact de l'impôt à mesure que l'on se rapproche des années 1970 ont-ils été mobilisés ? Le poids du secteur public et l'importance croissante du phénomène de multinationalisation vont rendre l'approche complexe mais elle sera tentée au moins pour les premiers tiers du XX^e siècle avant la crise de 1974.

Les positions des confédérations patronales, qui représentent en principe les principaux secteurs d'activité, devront être approfondies sur ces points. La bibliographie analytique établie par Patrick Fridenson sur les permanents patronaux souligne le dynamisme de l'approche du patronat¹⁵⁵. Ce dynamisme reste à canaliser pour éclairer mes axes d'études. Le programme de recherches initié par Danièle Fraboulet sur *Les organisations patronales en Europe aux XIX^e-XX^e siècles*, la table ronde prévue en juin 2010 puis les quatre colloques qui doivent être organisés dans ce cadre, devraient permettre d'éclairer d'avantage l'histoire des organisations patronales et au-delà, celle des relations entre l'Etat et les entreprises, qui reste mon fil directeur.

2. L'ouverture au monde

L'influence des « modèles étrangers » sur le développement des pratiques comptables et de gestion des firmes a déjà été abordé. Ainsi par exemple, les travaux d'Henri Zimnovitch évaluent cet impact sur les calculs des prix de revient¹⁵⁶ et Didier Bensadon

systematique de la législation fiscale rapporté à la fois à l'insertion socio professionnelle et sociale du prélèvement fiscal et aux « batailles politiques » autour de la fiscalité pour une radiographie statistique et sociale de l'impôt » seront mobilisés, p. 259.

¹⁵⁴ *Ibid.*, p. 259

¹⁵⁵ P. Fridenson, « Introduction », dans O. Dard, G. Richard (dir.), *Les permanents patronaux : éléments pour l'histoire ...*, *op. cit.* note 53, p. 5-23.

¹⁵⁶ H. Zimnovitch, « Les calculs du prix... », *op. cit.* note 129.

s'intéresse aux procédés de consolidation des comptes¹⁵⁷. A contrario, l'influence du développement des pratiques et de la profession comptable en France sur les espaces coloniaux, puis indépendants, vient d'être examiné dans le cas du Maroc par le doctorat de Sami El Omari¹⁵⁸. Ce doctorat s'inscrit dans un projet plus vaste initié par Michèle Saboly visant à faire le point sur les influences des pratiques comptables françaises en Afrique francophone. Je me suis engagée dans ce projet.

Une étude des influences réciproques des pratiques comptables françaises et étrangères pour le XIX^e et le premier XX^e siècle permettrait de tester ce que beaucoup appellent un modèle comptable français. Elle servirait à savoir s'il s'agit au fond d'un modèle d'expertise ou au contraire d'un modèle de frilosité (tradition du secret). Plus largement, ce modèle pourrait être examiné pour la gestion des entreprises, pour la circulation de l'information économique et pour la gouvernance de l'Etat. L'exportation volontaire ou non de ce « modèle » à l'échelle européenne ou dans un cadre colonial mérite bien une histoire. Une intervention au séminaire de Fabrice Bardet consacré à « La comptabilité privée française entre 1916 et 1959, un développement imperméable aux influences étrangères ? »¹⁵⁹, ma communication au congrès d'histoire économique d'Utrecht sur le même thème et les discussions qu'elles suscitent posent une première pierre. Il s'agit de tester la perméabilité du développement de la comptabilité privée française aux influences extérieures. L'entreprise doit être menée depuis le XIX^e suivant les premiers travaux de Trevor Boyns, John-Richard Edwards et Marc Nikitin¹⁶⁰. L'enjeu est de taille pendant l'Occupation, mais il est aussi important avant et après la guerre. Au moment de la formation d'une Union européenne, la constitution de groupements de comptables derrière Paul Caujolle, premier président de l'Ordre, témoigne de l'importance de l'influence française. Cette influence est à analyser. L'éclairage des exemples étrangers fourni par les études déjà effectuées comme celles d'Anne Loft¹⁶¹ ou bien par les approches comparatives hors du cas français de Jeffrey Fear et Christopher Kobrak¹⁶² doivent guider cette démarche.

¹⁵⁷ Didier Bensadon, « La consolidation des comptes en France ... », *op. cit.* note 77.

¹⁵⁸ S. El Omari, « Contribution à l'analyse ... », *op. cit.* note 125.

¹⁵⁹ Intervention au séminaire consacré à « La mondialisation des outils quantitatifs de gouvernement », Laboratoire RIVES de l'Ecole nationale des Travaux publics de l'Etat (ENTPE), Lyon, janvier 2008.

¹⁶⁰ Trevor Boyns, John-Richard Edwards et Marc Nikitin, « Comptabilité et révolution industrielle : une comparaison Grande-Bretagne/France », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, tome 2, volume 1, mars 1996, p. 5-20.

¹⁶¹ Anne Loft, « Accountancy and the gendered division of labour: a review essay », *Accounting, Organization and Society*, vol. 17 (3), avril 1992, p. 367-378; « Towards a critical understanding of accounting : the case of cost accounting in the UK 1914-1925 », *Accounting, Organization and Society*, vol. 11 (2), janvier 1986, p. 137-169.

¹⁶² Jeffrey Fear, Christopher Kobrak, « Diverging Paths: Accounting for Corporate Governance in America and Germany », *Business History Review*, 80, printemps 2006, p. 1-48.

Sans apporter de conclusion puisqu'il s'agit d'un programme de recherches, il peut être présenté comme une gageure puisqu'il a l'ambition de considérer l'histoire des entrepreneurs et celle des techniques comme un même objet d'étude, alors que David S. Landes en fait des objets distincts :

« Une grande partie [...] des travaux consacrés aux entreprises par les économistes s'est concentrée sur les chiffres et les résultats quantitatifs [...]. Malheureusement, la valeur qu'on peut leur accorder varie en fonction de la compétence et de l'honnêteté de ceux qui les rassemblent et les préparent, et ces derniers peuvent être influencés ou achetés par les parties intéressées. Il est donc au moins aussi important d'étudier les entrepreneurs et les managers que les choses et les techniques. »¹⁶³.

¹⁶³ David S. Landes, « Postface : Regard historique sur les entreprises et les entrepreneurs », dans J-C. Daumas (ed.), *Le capitalisme familial ...*, *op. cit.* note 114, p. 217-236, p. 235.

Bibliographie

Ouvrages et articles cités dans le mémoire

Affichard Joëlle (ed.), *Pour une histoire de la statistique*, Tome 1. Contributions, Tome 2. Matériaux, Paris, INSEE Economica, seconde édition, 1987.

André Christine, Delorme André, *L'Etat et l'économie. Un essai d'explication de l'évolution des dépenses publiques en France. 1870-1980*, Paris, Seuil, 1983.

Armatte Michel, « Lucien March (1859-1933). Une statistique mathématique sans probabilité ? », *Journal électronique d'Histoire des probabilités et de la statistique*, Vol I, 2005, p. 1-19.

Avec Alain Desrosières, « Méthodes mathématiques et statistiques en économie : nouvelles questions sur d'anciennes querelles », dans Beaud Jean-Pierre et Prévost Jean-Guy (ed.), *L'ère du chiffre, systèmes statistiques et traditions nationales*, Montréal, Presses Universitaires du Québec, 2000, p. 431-481.

Asselain Jean-Charles, « Histoire des entreprises et approches globales. Quelles convergences ? », *Revue économique*, vol 58, 2007/1, p. 153-172.

Azéma Jean-Pierre, Lévy-Bruhl Raymond, Touchelay Béatrice, « Mission d'analyse historique sur le système statistique français de 1940 à 1945 », Paris, INSEE, 1998.

Bardet Fabrice, « La statistique au miroir de la région. Éléments pour une sociologie historique des institutions régionales du chiffre en France depuis 1940 », doctorat de sciences politiques, Université de Paris I, 2000.

Baruch Marc Olivier, *Servir l'Etat français. L'administration en France de 1940 à 1944*, Paris, Fayard, 1997.

Beaud Jean-Pierre et Prévost Jean-Guy (ed.), *L'ère du chiffre, systèmes statistiques et traditions nationales*, Montréal, Presses Universitaires du Québec, 2000.

Beudelot Christian, Establet Robert, Toiser Bernard, *Qui travaille pour qui ?* Paris, Maspero, 1979.

Béaur Gérard, Bonin Hubert, Lemercier Claire (dir.), *Fraude, contrefaçon et contrebande de l'Antiquité à nos jours*, Genève, Droz, 2006.

Bensadon Didier, « La consolidation des comptes en France (1929-1985) : analyse du processus d'introduction et de diffusion d'une technique comptable », doctorat de sciences de gestion, Université de Nantes, 2007.

Berger Françoise, « André François-Poncet, des réseaux intellectuels à l'expérience du journalisme économique au service des entrepreneurs », dans Dard Olivier et Richard Gilles (dir.), *Les permanents patronaux : éléments pour l'histoire de l'organisation du patronat en France dans la première moitié du XX^e siècle*, Sarreguemines, Centre de recherche histoire et civilisation de l'Université Paul Verlaine de Metz, 2005, p. 75-92.

Berland Nicolas, « L'histoire du contrôle budgétaire en France », doctorat de sciences de gestion, Paris Dauphine, 1999.

« Consultants, innovation de gestion et contrôle budgétaire : le cas de Pechiney et de Saint Gobain entre 1929 et 1960 », *Actes de la troisième journée d'histoire de*

l'AFC: Hommage à Ernest Stevelinck, Nantes, Presses de l'Université de Nantes, 1997, 323 pages, p. 129-148.

Avec Anne Pezet, « Pour une démarche pragmatique en histoire de la gestion », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, décembre 2000, p. 5-17.

Bloch Lainé François, Bouvier Jean, *La France restaurée. 1944-1954. Dialogue sur les choix d'une modernisation*, Paris, Fayard, 1986.

Blum Alain, Mespoulet Martine, *L'anarchie bureaucratique : statistique et pouvoir sous Staline*, Paris, La Découverte, 2003.

Bocqueraz Claude, « The development of professional associations: the experience of French accountants from the 1880s to the 1940s », *Accounting, Business and Financial History*, vol. 11, n° 1, 2001.

« The professionalisation project of french accountancy practitioners before the second World War », doctorat de sciences économiques et de gestion, Universités de Genève et de Nantes, 2000.

Boulat Régis, Jean Fourastié, *un expert en productivité. La modernisation de la France (années trente - années cinquante)*, Besançon, PUFC, 2008.

« Jean Fourastié, la productivité et la modernisation de la France (années trente - années cinquante) », doctorat d'histoire, Université de Franche Comté, 2006.

Bourdieu Pierre, Passeron Jean-Claude, *La reproduction*, Paris, Éditions de Minuit, 1970.

Les héritiers. Les étudiants et la culture, Paris, Éditions de Minuit, 1964.

Bouvier Jean, « François Simiand, la statistique et les sciences humaines, dans Joëlle Affichard (ed.), *Pour une histoire de la statistique*, Tome 1. Contributions, Paris, INSEE Economica, seconde édition, 1987, p. 431-444.

« Le système fiscal français du XIX^e siècle. Étude critique d'un immobilisme », dans Robert Schnerb, *Deux siècles de fiscalité française XIX^e-XX^e siècle. Histoire, économie, politique*, recueil d'articles présenté par Jean Bouvier et Jacques Wolff, Mouton, 1973, p. 226-262

Boyns Trevor, Edwards John-Richard, Nikitin Marc, « Comptabilité et révolution industrielle : une comparaison Grande-Bretagne/France », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, tome 2, volume 1, mars 1996, p. 5-20.

Brian Éric, *La mesure de l'Etat. Administrateurs et géomètres au XVIII^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1994.

Brizay Bernard, *Le patronat. Histoire, structure, stratégie du CNPF*, Paris, Seuil, 1975.

Cailluet Ludovic, « Stratégies, structures d'organisation et pratiques de gestion de Pechiney des années 1880 à 1971 », doctorat d'histoire, Université de Lyon II, 1995.

Carmille Robert, « Les services statistiques français pendant l'Occupation (étude) », chez l'auteur, Sèvres, 2000.

Chandler Alfred, *La main visible des managers, une analyse historique*, Paris, Economica, 1988.

Chatriot Alain, *La démocratie sociale à la française : l'expérience du Conseil National Économique (1924-1940)*, Paris, La Découverte, 2002.

Chapoulie Jean-Michel, « Représentation de la main d'œuvre, actions parlementaires et administratives. Le développement de l'enseignement technique entre les deux guerres », *Vingtième siècle – Revue d'histoire*, n° 88, 2005/4, p. 23-47.

Chiapello Ève, « Les processus en cours d'uniformisation des normes comptables destinées au secteur privé », conférence sur « La mondialisation des outils quantitatifs du gouvernement : les outils comptables », Laboratoire RIVES, « Politiques scientifiques et politiques publiques : enjeux de sciences sociales », Lyon, ENTPE, janvier 2008.

« Comptabilité et fraude », dans Béaur Gérard, Bonin Hubert, Lemercier Claire (dir.), *Fraude, contrefaçon et contrebande de l'Antiquité à nos jours*, Genève, Droz, 2006, p. 423-427.

Avec Carlos Ramirez, « La sociologie de la comptabilité, une introduction », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, numéro thématique, juin 2005, p. 3-5.

CNCC-OECCA, *Histoire de la profession comptable*, Paris, Malesherbes, 1993.

Closon Francis Louis, « Les difficultés d'un commencement », *Économie et Statistiques*, Supplément 25^e anniversaire, juin 1971, n° 24, p. V à VIII.

Colasse Bernard (dir.), *Encyclopédie de comptabilité, Contrôle de Gestion et Audit*, Paris, Economica, 2000.

« La régulation comptable, entre public et privé » dans Capron Michel (dir.), *Les normes comptables internationales, instruments du capitalisme financier*, Paris, La Découverte, 2005.

« Vingt ans de recherche comptable française : continuité et renouveau », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, mai 1999, p. 23-34.

« La place des travaux d'histoire dans la recherche en sciences de gestion », *Actes des IV^e JHCM*, IAE de Poitiers, mars 1998, p. 9-10.

« Les trois âges de la comptabilité », *Revue de droit comptable*, n° 89-1, 1989, p. 14-28.

« La notion de normalisation comptable : entre normalisation industrielle et normalisation sociale », *Revue Française de Comptabilité*, n° 182, sept. 1987, p. 42-46.

Avec Peter Standish, « De la réforme 1996-1998 du dispositif français de normalisation comptable », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, Tome 4/volume 2, septembre 1998, p. 5-27.

Conan Éric, Rousso Henri, *Vichy, un passé qui ne passe pas*, Paris, Gallimard, 1994.

Coquery Natacha, Menant François, Weber Florence (dir.), *Écrire, compter, mesurer. Vers une histoire des rationalités pratiques*, Paris, Éditions de la Rue d'Ulm, Presses de l'ENS, 2006.

Dard Olivier, Daumas Jean-Claude, Marcot François, *L'Occupation, l'Etat français et les entreprises*, Paris, ADHE, 2000.

Dard Olivier, Richard Gilles (dir.), *Les permanents patronaux : éléments pour l'histoire de l'organisation du patronat en France dans la première moitié du XX^e siècle*, Sarreguemines, Centre de recherche histoire et civilisation de l'Université Paul Verlaine de Metz, 2005.

Daumard Adeline, « Les statistiques successorales en France aux XIX et XX^e siècles », dans Joëlle Affichard (ed.), *Pour une histoire de la statistique*, Tome 1. Contributions, Paris, INSEE Economica, seconde édition, 1987, p. 381-392.

Daumas Jean-Claude, « Manipulation des comptes et gestion de l'entreprise : le cas de Blin et Blin », dans Béaur Gérard, Bonin Hubert, Lemerrier Claire (dir.), *Fraude, contrefaçon et contrebande de l'Antiquité à nos jours*, Genève, Droz, 2006, p. 331-348.

« La gouvernance des entreprises à la française : le modèle et l'histoire », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, numéro thématique, juillet 2005, p. 167-178, p. 167 et conclusion p. 176.

Les territoires de la laine : histoire de l'industrie lainière en France au XIX^e siècle, Villeneuve d'Ascq (59), Presses universitaires du Septentrion, 2004.

« Introduction : à propos du capitalisme familial », dans Jean-Claude Daumas (ed.), *Le capitalisme familial : logiques et trajectoires*, Besançon, PUFC, 2003 actes de la journée d'études de Besançon janvier 2002, p. 7-36, p. 25.

Degos Jean-Guy, « Les années sombres de l'Ordre national des experts comptables : quelques textes oubliés », *L'entreprise, le chiffre et le droit. Itinéraires parallèles, itinéraires croisés*, Bordeaux, CRECCI-IAE de Bordeaux IV, 2005, p. 173-193.

« Une brève histoire des diplômés d'expertise comptable français (1927-1997) », XIII^e congrès de l'AFC, Toulouse, 2002, publié dans *La Revue du financier*, n° 146, 2004.

Histoire de la comptabilité, Paris, PUF, Que-sais-je ?, 1998.

La comptabilité : exposé pour comprendre, un essai pour réfléchir, Paris, Flammarion, 1998.

Avec Didier Leclere, « Enregistrement comptable », dans Bernard Colasse *Encyclopédie de Comptabilité, de Contrôle de Gestion et d'Audit*, Paris, Economica, 2000.

Denord François, Henry Odile, « La modernisation avant la lettre : le patronat français et la rationalisation (1925-1940) », *Sociétés Contemporaines*, Les mondes patronaux, 2007/4, n° 68, p. 83-104.

Descamps Florence, *L'historien, l'archiviste et le magnétophone. De la constitution de la source orale à son exploitation*, Paris, CHEFF, 2001.

Descamps Florence, « Les archives orales du Comité pour l'Histoire économique et financière ou la fabrication d'une source », Paris, CHEFF, *Études et Documents*, vol. III, 1991, p. 511-538.

Desrosières Alain, « Décrire l'Etat ou explorer la société : les deux sources de la statistique publique », *Revue Genèse : Quantifier*, n° 58, 2005/1, p. 4-27.

« L'histoire de la statistique comme genre : style d'écriture et usages sociaux », *Genèse. Sciences Sociales et Histoire*, 2000, volume 39, n° 1, p. 121-137.

« En visite dans un institut de statistique étranger », *Courrier des Statistiques*, n° 91-92, décembre 1999, p. 75-78.

« La statistique aux Pays-Bas : informatisation et intégration, un projet futuriste », *Courrier des Statistiques*, n° 91-92, décembre 1999, p. 51-59.

« Du travail à la consommation : l'évolution des usages des enquêtes sur le budget des familles », dans INSEE, *50 ans d'INSEE ou la conquête du chiffre*, Paris, INSEE, Imprimerie Nationale, Paris, 1996, p. 49-79.

« D'une école de statistique et d'économie à l'ENSAE et l'ENSAI : 1942-1996 », *Courrier des Statistiques*, n° 75-76, décembre 1995, p. 47-53.

« Une particularité française : l'économiste statisticien », *Courrier des statistiques*, n° 70, juin 1994, p. 49-54.

La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique, Paris, La Découverte, 1993.

« Comment faire des choses qui tiennent ? Histoire sociale et statistique », *Histoire et Mesure*, vol. IV, n° 3-4, 1989, p. 225-242.

« La statistique publique italienne : sa construction et sa réorganisation en 1989 », *Courrier des Statistiques*, n° 52, 1989, p. 3-8.

« Les spécificités de la statistique publique en France : une mise en perspective historique », *Courrier des Statistiques*, n° 49, janvier 1989, p. 37-54.

« Masses, individus, moyennes : la statistique sociale au XIX^e siècle », *Hermès*, n° 2, 1988, éditions du CNRS, p. 41-66.

Masses, individus, moyennes : la statistique sociale au XIX^e siècle, Paris, Hermès, 1988.

« Éléments pour l'histoire des nomenclatures socioprofessionnelles », dans Joëlle Affichard (ed.), *Pour une histoire de la statistique*, Tome 1. Contributions, Paris, INSEE, Economica, seconde édition, 1987, p. 155-231.

« La recherche en histoire de la statistique », *Courrier des statistiques*, n° 39, juillet 1986, p. 54-58.

« Histoires de formes : statistiques et sciences sociales avant 1940 », *Revue Française de Sociologie*, 1985, XXVI, 2, p. 277-310.

Avec Laurent Thévenot, *Les catégories socioprofessionnelles*, Paris, La Découverte, 1988.

Avec Jacques Mairesse, Michel Volle, « Les temps forts de la statistique française depuis un siècle », dans Joëlle Affichard (ed.), *Pour une histoire de la statistique*, Tome 1. Contributions, Paris, INSEE, Economica, seconde édition, 1987, p. 509-518.

Avec Laurent Thévenot, « Les mots et les chiffres : les nomenclatures socioprofessionnelles », *Économie et Statistique*, n° 110, avril 1979, p. 49-67.

Avec Jacques Mairesse, Michel Volle, « Les temps forts de l'histoire de la statistique française », *Économie et Statistique*, n° 83, novembre 1976, p. 19-28.

Drouard Alain, *Une inconnue des sciences sociales. La Fondation Alexis Carrel. 1941-1945*, Paris, INED Maison des Sciences de l'homme, 1992.

Druelle - Korn Clotilde, « Ministère du commerce – Statistique générale de la France – Le rendez-vous manqué des statistiques économiques », *Histoire et mesure*, vol XXII, n° 1, 2007, p. 45-69.

Dupâquier Jacques, Vilquin Éric, « Le pouvoir royal et la statistique démographique », dans Joëlle Affichard (ed.), *Pour une histoire de la statistique*, Tome 1. Contributions, Paris, INSEE Economica, seconde édition, 1987, p. 83 à 104.

Durand Romain, « La séparation des comptabilités : origines et conséquences », *Revue française de comptabilité*, n° 240, 1992, p. 72-81.

« Sur les problèmes posés aux comptables du XIX^e siècle par l'évolution du droit des sociétés », *Actes du XI^e congrès de l'AFC*, Université Paris Dauphine, mai 1990, p. 267-81.

Ehrmann Henri W., *La politique du patronat français, 1936-1955*, Paris, Armand Colin, 1959.

El Omari Sami, « Contribution à l'analyse de l'organisation d'une profession comptable : le cas du Maroc (1906-2006) », doctorat de sciences de gestion, Université des sciences sociales de Toulouse I, 2008.

Karine Fabre, « L'influence de l'évolution des modes de financement des entreprises sur le modèle comptable français (1890-1939). Le cas de Schneider et l'Air Liquide », doctorat en sciences de gestion, Université de Paris Dauphine, 2008

Fear Jeffrey, Kobrak Christopher, « Diverging Paths: Accounting for Corporate Governance in America and Germany », *Business History Review*, 80, printemps 2006, p. 1-48.

Febvre Lucien, *Le Problème de l'incroyance au XVI^e siècle. La Religion de Rabelais*, Paris, Albin Michel, 1942.

Fontvielle Louis, « Évolution et croissance de l'Etat français de 1815 à 1969 », *Cahiers de l'ISMEA*, Série AF, n° 13, juillet-décembre 1976.

Fortin Anne, « French accounting thought from 1970 to 1982 as reflected in the evolution of the Plan Comptable Général », dans *Advances in International Accounting*, 1991, JAI Press Inc., vol. 4, p. 65-105.

« The 1947 Accounting Plan: origins and influences on subsequent practice », *The Accounting Historians Journal*, 1991, vol. 18, n° 2, 1991, p. 1-23.

The evolution of French accounting thought as reflected by the successive uniform systems (Plans comptables généraux), doctorat de philosophie de la comptabilité, Université de l'Illinois Urbana Champaign, University microfilms international, Ann Arbor, Michigan USA, 1986.

Fourquet François, *Les comptes de la puissance, histoire de la comptabilité nationale et du plan*, Paris, Encre 1980.

Fraboulet Danièle, *Quand les patrons s'organisent, Stratégies et pratiques de l'Union des industries métallurgiques et minières, 1901-1950*, Lille, Presses Universitaires du Septentrion, 2007.

« De l'histoire des entreprises à l'histoire des organisations patronales », Mémoire de synthèse de l'activité scientifique en vue de l'HDR, Université de Paris 8, 2004, p. 29.

« Du traitement des bilans d'entreprises pour l'étude historique d'une branche industrielle », *Recherches contemporaines*, Université de Paris X - Nanterre, n° 3, 1995-1996, p. 47-61.

Fridenson Patrick, « Introduction », dans Dard Olivier, Richard Gilles (dir.), *Les permanents patronaux : éléments pour l'histoire de l'organisation du patronat en France dans la première moitié du XX^e siècle*, Metz, Centre de recherche Histoire et civilisation de l'Université Paul Verlaine de Metz, n° 28, 2005, p. 5-23.

« Quelles méthodes pour l'histoire de la gestion ? », *Actes des IV^e JHCM*, IAE de Poitiers, mars 1998, p. 15-17.

« Quand la gestion entre dans l'histoire », *Revue française de gestion*, n° 96, 1993, p. 69-77.

« Un tournant taylorien de la société française (1904-1918) », *Annales*, Année 1987, Volume 42, Numéro 5, p. 1031-1060.

Gardey Delphine, *Écrire, calculer, classer. Comment une révolution de papier a transformé les sociétés contemporaines, 1800- 1940*, Paris, La Découverte, 2008.

« Pour une histoire technique du métier de comptable : évolution des conditions pratiques du travail de comptabilité du début du XIX^e siècle à la veille de la Seconde Guerre mondiale », *Actes des II^e JHCM*, 1996, p. 3-36.

Garrigues Jean, *Les patrons et la politique. De Schneider à Seillière*, Paris, Perrin, 2002.

La République des hommes d'affaires (1870-1900), Paris, Aubier, 1997.

Gille Bertrand, *Les sources statistiques de l'histoire de France. Des enquêtes du XVI^e siècle à 1870*, Genève, Droz, 1964.

Godelier Éric, « Histoire des historiens, histoire des gestionnaires », *Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, n° 25, oct. 2000, p. 135-48.

Grotard Sandrine, « Le premier impôt sur les bénéfices d'entreprises en France. La contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre. 1916-1930 », Paris, CHEFF, *Études et Documents*, 1996, p. 259-280.

Gueslin André, *L'Etat, l'économie et la société française. XIX-XX^e siècle*, Paris, Hachette, 1992.

Guillaume Sylvie, *Le petit et moyen patronat dans la nation française de Pinay à Raffarin (1944-2004)*, Bordeaux, Presses Universitaires de Bordeaux, 2005.

Hardy-Hemery Odette, « Le pouvoir dans l'entreprise : actionnaires et dirigeants dans les sociétés du Nord, 1880-1960 », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 48-4, octobre décembre 2001, p. 77-101.

Hau Michel, « L'étude de la croissance régionale de 1810 à nos jours : données et lacunes », dans Joëlle Affichard (ed.), *Pour une histoire de la statistique*, Tome 1. Contributions, Paris, INSEE Economica, seconde édition, 1987, p. 255-268.

Huber Michel, « Principales lacunes et insuffisances des statistiques françaises », *Journal de la Société de Statistiques de Paris (JSSP)*, n° 3-4, 1944.

« Quarante années de la Statistique Générale de la France : 1896-1936 », *JSSP*, 1937, p. 179-214.

INSEE, *50 ans d'INSEE ou la conquête du chiffre*, Paris, INSEE, Imprimerie Nationale, Paris, 1996.

Jacquey Xavier, « De la statistique au camouflage. Une administration résistante », Versailles, chez l'auteur, 2001.

Jeanneney Jean-Noël, *L'argent caché. Milieux d'affaires et pouvoirs politiques dans la France du XX^e siècle*, Paris, Fayard, 1981.

Kang Zheng, « La Société de statistique de Paris : 1860-1910 », Thèse d'Etat, Centre de mathématiques sociales - EHESS, Paris, 1989.

Kuisel Richard F., *Le capitalisme et l'Etat en France. Modernisation et dirigisme au XX^e siècle*, Paris, Gallimard, 1984.

Labardin Pierre, « L'émergence de la fonction comptable en France », doctorat de sciences de gestion, Université d'Orléans, 2008.

« La diffusion progressive des pratiques comptables en France. Une étude d'après les rapports des syndicats de faillite auprès du tribunal civil de Tours jugeant commercialement (1842-1935) », Contribution aux XII^e JHCM, ANMT, Roubaix, 2007.

« La surveillance des comptables en France (fin du XVIII^e siècle - Entre-deux-guerres) : le passé d'une nécessité illusoire », *Gérer et comprendre*, juin 2007, n° 88, p. 36-45.

Landes David S., « Postface : Regard historien sur les entreprises et les entrepreneurs », dans Daumas Jean-Claude (ed.), *Le capitalisme familial : logiques et trajectoires*, Besançon, PUF, 2003, p. 217-236.

Lang Gérard, « L'élaboration de la loi de 1951 », *Courriers des statistiques*, n° 123, janvier avril 2008, p. 39-41.

Lanxade Jean, « Du service de la démographie à l'Institut national de la statistique et des études économiques », *Bulletin de l'Association des ingénieurs statisticiens*, n° 5, janvier 1950, p.9-19.

Le Bras Hervé, « La Statistique générale de la France », dans Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, tome II : *La Nation.*, volume 2, Paris, Gallimard, 1986, p. 317 à 353.

Le Van-Lemesle Lucette, *Le juste ou le riche. L'enseignement de l'économie politique. 1815-1950*, Paris, CHEFF, 2004.

Lefranc Georges, *Les organisations patronales en France, du passé au présent*, Paris, Payot, 1976.

Lemarchand Yannick, « À la conquête de la science des comptes, variations autour de quelques manuels de comptabilité des XVII^e et XVIII^e siècles », dans Natacha Coquery, François Menant, Florence Weber (dir.), *Écrire, compter, mesurer. Vers une histoire des rationalités pratiques*, Paris, Éditions de la Rue d'Ulm, Presses de l'ENS, 2006, p. 34-65.

« De l'ordonnance de 1673 au plan comptable 1947 ou la lente émergence de la doctrine comptable française » dans *Publicazione della Società Italiana di Storia della Ragioneria*, Rirea, 1998, p. 29-56.

« 1880-1914, l'échec de l'unification des bilans. Le rendez-vous manqué de la normalisation », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, tome 1, vol.1, mars 1995, p. 7 - 24.

« Histoire de la comptabilité – Éléments d'historiographie comparée », *Actes du XV^e congrès de l'AFC*, 1994, p. 35-51.

« Vers un programme de recherche en histoire de la comptabilité », Habilitation à Diriger des Recherches, Université Paris XII, Faculté de sciences économiques et de gestion, 1994.

Du dépérissement à l'amortissement. Enquête sur l'histoire d'un concept et de sa traduction comptable, Nantes, Ouest Editions, Nantes, 1993.

« Du dépérissement à l'amortissement. Enquête sur l'histoire d'un concept et de sa traduction en comptable », doctorat de sciences de gestion, Université de Nantes, 1993.

Avec Nicolas Praquin, « Falsification ou manipulation comptable ? La mesure du profit comme enjeu social (1856-1918) », dans Béaur Gérard, Bonin Hubert, Lemercier Claire (dir.), *Fraude, contrefaçon et contrebande de l'Antiquité à nos jours*, Genève, Droz, 2006, p. 309-330.

Avec Marc Nikitin, « Histoire des systèmes comptables », dans Colasse Bernard *Encyclopédie de Comptabilité, de Contrôle de Gestion et d'Audit*, Paris, Economica, 2000, p. 771-780.

Avec Marc Nikitin et Henri Zimnovitch, « Recherche historique en comptabilité et contrôle », dans Colasse Bernard *Encyclopédie de Comptabilité, de Contrôle de Gestion et d'Audit*, Paris, Economica, 2000, p. 1035-1044.

Avec Frédéric Le Roy, « L'introduction de la comptabilité analytique en France : de l'institutionnalisation d'une pratique de gestion », *Finance - Contrôle - Stratégie*, Vol. 3, n° 4, 2000, p. 83-111.

Avec Marc Nikitin, « Vingt ans d'histoire de la comptabilité », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, numéro spécial *Les vingt ans de l'AFC*, t. 5, mai 1999, p. 123-136.

Lequin Yves, « Utilité et utilisation de l'information comptable », *Actes du XIII^e congrès de l'AFC*, 1992, p. 567-91.

Lescure Michel, *Petites et moyennes entreprises et croissance économique : l'expérience française des années 1920*, Paris, Economica, 1996.

Lévy-Bruhl Raymond, « Souvenirs de la période 1945-1960 », dans Joëlle Affichard (ed.), *Pour une histoire de la statistique*, Tome 1. Contributions, Paris, INSEE Economica, seconde édition, 1987, p. 557-564.

Avec Pierre Thionet, « Perfectionnements récents apportés aux méthodes de sondage », *Bulletin intérieur de l'INSEE*, n° 9, novembre 1950, p. 13-23.

Loft Anne, « Accountancy and the gendered division of labour: a review essay », *Accounting, Organization and Society*, vol. 17 (3), avril 1992, p. 367-378.

« Towards a critical understanding of accounting: the case of cost accounting in the UK 1914-1925 », *Accounting, Organization and Society*, vol. 11 (2), janvier 1986, p. 137-169.

Margairaz Michel, « Les services publics économiques entre experts, praticiens et gouvernants dans le premier XX^e siècle : d'une configuration historique à l'autre », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, tome 52, n° 3, 2005, p. 132-165.

L'Etat, les finances et l'économie, histoire d'une conversion: 1932-1952, Paris, CHEFF, 2 volumes, 1991.

Mespoulet Martine, *Construire le socialisme par les chiffres. Enquêtes et recensements en URSS. 1917-1991*, Paris, INED, 2008.

Marie Gaston, « Nécrologie de René Carmille », *JSSP*, n° 7-8, juillet août 1945, p. 145-148.

Marietti Pascal-Gaston, *La Statistique générale en France.*, Rufisque, Imprimerie du Gouvernement, Paris, 1947.

Markovitch Tihomir, « Statistiques industrielles et systèmes politiques », dans Joëlle Affichard (ed.), *Pour une histoire de la statistique*, Tome 1. Contributions, Paris, INSEE Economica, seconde édition, 1987, p. 317 à 326.

Moutet Aimée, *Les logiques de l'entreprise. La rationalisation dans l'industrie française de l'entre deux guerres*, Paris, EHESS, 1997.

« Une rationalisation du travail dans l'industrie française des années 1930 », *Annales*, Année 1987, Volume 42, n° 5, p. 1061-1078.

Nikitin Marc, « La naissance de la comptabilité industrielle en France », doctorat de sciences de gestion, Université de Paris Dauphine, 1992.

Nizet Jean-Yves, *Fiscalité, économie et politique, l'impôt en France 1945-1990*, Paris, LGDJ, 1991.

Paxton Robert O., *La France de Vichy*, Paris, Seuil, 1972.

Perrot Jean-Claude, « La statistique régionale à l'époque de Napoléon », dans Joëlle Affichard (ed.), *Pour une histoire de la statistique*, Tome 1. Contributions, Paris, INSEE Economica, seconde édition, 1987, p. 233 à 253.

Perrot Michelle, « Premières mesures des faits sociaux : les débuts de la statistique criminelle en France (1780-1830) », dans Joëlle Affichard (ed.), *Pour une histoire de la statistique*, Tome 1. Contributions, Paris, INSEE Economica, seconde édition, 1987, p. 125 à 137.

Pezet Anne, Les 'French tableaux de bord' (1885-1975) L'invention du microscope managérial », *JHCM*, Roubaix, mars 2007.

« Gestion et histoire : pour une approche pragmatique », *Actes des IV^e JHCM*, IAE de Poitiers, mars 1998, p. 192-203.

« Les fonctions des instruments de la décision d'investir : contribution à une technologie de l'investissement », doctorat de sciences de gestion, Université de Paris IX Dauphine, 1998.

Piazza Pierre, *Histoire de la carte nationale d'identité*, Paris, Odile Jacob, 2004.

Piketty Thomas, *Les hauts revenus en France au XX^e siècle. Inégalité et redistributions, 1901-1998*, Paris, Grasset, 2001.

Pinceloup Camille Charles, *Histoire de la comptabilité et des comptables*, Nice, EDI-Nice, 1993.

Pollard Sidney, *The Genesis of Modern Management*, Londres, Edward Arnold, 1965.

Praquin Nicolas, « Comptabilité et protection des créanciers (1807-1942): une analyse de la fonction technico-sociale de la comptabilité », doctorat de sciences de gestion, Université de Paris IX Dauphine, 2003.

Priouret Roger, *Les origines du patronat français*, Paris, Grasset, 1963.

Prost Antoine, *Douze leçons sur l'histoire*, Paris, Seuil, 1996.

Ramirez Carlos, « Contribution à une théorie des modèles professionnels. Le cas des comptables libéraux en France et au Royaume-Uni », doctorat de sociologie, EHESS, 2005.

« Making Things Visible: Audit Quality Control in the UK and the definition of the Professional Order », *Cahier de Recherche du Groupe HEC*, n° 812/2005.

« From the Commissaire aux comptes to the auditor. The Big 4 and the French Accountancy profession since 1970 », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, March 2003, n° 146-147, p. 62-79.

« Constructing the governable small practitioner: the changing nature of professional bodies and the management of professional accountants' identities in the United Kingdom », *Cahier de Recherche du Groupe HEC*, n° 782/2003.

« Understanding social enclosure in its cultural context: accounting practitioners in France (1920-1939) », *Accounting, Organization and Society*, vol 26 (4), mai 2001, p. 391-418.

Richard Jacques, « Plans comptables », dans Colasse Bernard (dir.), *Encyclopédie de comptabilité, contrôle de gestion et audit*, Paris, Economica, 2000, p. 943-960.

« De l'histoire du plan comptable français et de sa réforme éventuelle », dans R. Le Duff et J. Allouche J., *Annales du management*, Vol. 2, Economica, Paris, 1992, p. 69-82.

Rosental Paul-André, *L'intelligence démographique. Sciences et politiques des populations en France 1937-1958*, Paris, Odile Jacob, 2003, p. 367.

Roussio Henri, « Les élites économiques dans les années quarante », *Mélanges de l'Ecole française de Rome*, t. 95, 1983.2, p. 29-49.

« L'organisation industrielle de Vichy (perspectives de recherches) », *Revue d'Histoire de la Seconde Guerre mondiale*, 1979, n° 116, p. 27-44.

Saboly Michèle, « Information comptable et défaillance des entreprises, le cas français », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, tome 7, volume 2, novembre 2001, p. 67-86.

Sapiro Gisèle, « Les professions intellectuelles entre l'Etat, l'entrepreneuriat et l'industrie », *Le Mouvement Social*, « Les professions intellectuelles », n° 214, janvier mars 2006 en ligne sur <http://mouvement-social.fr>.

Sauvy Alfred, « Statistique générale et Service National de Statistique de 1919 à 1944 », *JSSP*, n° 2, 1975, p. 34-43.

Histoire économique de la France entre les deux guerres, Paris, Fayard, 3 volumes, 1965-1967.

« Progrès techniques dans l'établissement des statistiques », *JSSP*, septembre octobre 1946, n° 9-10, p. 196-203.

Serée de Roch Ludovic, « La guerre et l'entrée dans la modernité du système fiscal français », Paris, CHEFF, *Études et Documents*, 1999, p. 183-209.

Spire Alexis, « Sociologie historique des pratiques administratives à l'égard des étrangers en France (1945-1975) », doctorat de sociologie, Université de Nantes, 2003.

Accueillir ou reconduire. Enquête sur les guichets de l'information, Paris, Grasset, 2003.

Standish Peter E.M., « Origins of the Plan Comptable Général: a Study in Cultural Intrusion and Reaction », *Accounting and Business Research*, vol. 20, n° 80, p. 337-351.

Stanziani Alessandro (dir.), *Dictionnaire historique de l'économie-droit. XVIII^e-XX^e siècles*, LGDJ, Droit et sociétés, recherches et travaux 17, 2007.

Stoffaès Christian, « La révolution invisible : une mise en perspective de l'expérience des missions de productivité », *Actes du colloque sur le Plan Marshall et le relèvement économique de l'Europe*, Paris, CHEFF et Comité d'histoire industrielle, 1991

Syndicat national des distributeurs grossistes en produits alimentaires, « Une branche de la distribution alimentaire expose ses réalisations en matière de statistiques professionnelles », *Bulletin du CNPF*, octobre 1960, p. 5-7.

Terray Aude, *Des francs tireurs aux experts. L'organisation de la prévision économique au ministère des Finances. 1948-1968*, Paris, CHEFF, 2002.

Thélot Claude, *Tel père, tel fils ?* Paris, Dunod, 1982.

Tristram Frédéric, *La direction générale des Impôts et la politique fiscale en France de 1948 à la fin des années 1960*, Paris, CHEFF, 2005, 740 pages.

« La direction générale des Impôts et la politique fiscale en France de 1948 à la fin des années 1960 : modernisation et adaptation de la fiscalité aux règles du marché », doctorat d'histoire, Université de Paris X - Nanterre, 2003.

« L'administration fiscale et l'impôt sur le revenu dans l'entre deux guerres », Paris, CHEFF, *Études et documents*, XI, 1999, p. 211-242.

Vanoli André, *Une histoire de la comptabilité nationale*, Paris, La Découverte, 2002.

Volle Michel, « Naissance de la statistique industrielle », dans Joëlle Affichard (ed.), *Pour une histoire de la statistique*, Tome 1. Contributions, Paris, INSEE Economica, seconde édition, 1987, p. 327-366.

Histoire de la statistique industrielle, Paris, Economica, 1982.

Vernus Pierre (dir.), *Les organisations patronales. Une approche locale (XIX-XX^e siècles)*, Cahiers du Centre Pierre Léon d'histoire économique et sociale n°4, Université Lumière-Lyon 2, UMR 5599, CNRS, 2002.

Weber Henri, *Le parti des patrons. Le CNPF 1946-1990*, Paris, Seuil, 1986.

Weexteen Antoine, « Le conseil aux entreprises et à l'Etat en France, le rôle de Jean Milhaud 1898-1991 dans la CEGOS et l'ITAP », doctorat d'histoire, EHESS, 1999, Paris.

Wolff Jacques, « Fiscalité et développement en France entre 1919 et 1939 », dans Robert Schnerb, *Deux siècles de fiscalité française XIX^e-XX^e siècle. Histoire, économie, politique*, recueil d'articles présenté par Jean Bouvier et Jacques Wolff, Paris, Mouton, 1973, p. 263-283.

Zimnovitch Henri, « Les calculs du prix de revient dans la seconde industrialisation en France », doctorat de sciences de gestion, Université de Poitiers - IAE, 1997.

Notice biographique

Cursus universitaire

1993. Doctorat d'histoire contemporaine

« L'INSEE des origines à 1961 : évolution et relation avec la réalité économique, politique et sociale »,

sous la direction du Professeur Albert Broder, Université de Paris 12, 1993.

Jury présidé par Edmond Malinvaud, Professeur au Collège de France

Membres du Jury : MM les professeurs Joseph Bricall (Recteur de l'Université de Barcelone), Henri Lerner (Université de Paris XII), Edmond Malinvaud (Collège de France), Jacques Marseille (Université de Paris 1), Alain Plessis (Université de Paris X)

Mention très honorable avec félicitations

1985. DEA en Histoire Economique

« Les études de conjoncture de l'INSEE de 1946 à 1980 »

Université de Lille III, sous la direction d'Albert Broder. Mention Très Bien

1983. CAPES de Sciences Economiques et Sociales

Préparation à l'IEP de Paris

1982. Maîtrise d'Histoire Contemporaine

« Les moyens d'étude de la conjoncture en France pendant l'Entre-deux-guerres »

Université de Paris I - Panthéon Sorbonne sous la direction de Jean Bouvier

1982. Licence d'économie, Université de Paris I - Panthéon Sorbonne

1981. Licence d'histoire, Université de Paris I- Panthéon Sorbonne

Parcours d'enseignement

Enseignement dans le secondaire

Lycée Galilée de Combs - la - Ville (77) de 1987 à 1993

Lycée Joliot Curie de Romilly - sur - Seine (10) de 1985 à 1987

Lycée Alexandre Ribot de Saint - Omer (62) en 1984 - 1985

Stagiaire au lycée Emile Woillez de Montreuil - sur - mer (62) en 1983 - 1984

Enseignement supérieur

a. Dans les fonctions de chargée de cours

1992-1993. Chargée du cours d'histoire des faits économiques depuis le XVIII^e siècle, Faculté de sciences économiques et de gestion de Saint-Maur, Université de Paris XII, premiers cycles de MASS et de gestion.

1990-1993. Chargée de cours et de travaux dirigés en premier cycle à l'Université de Paris XII, UFR de Lettres et de sciences humaines (cours d'histoire des idées économiques depuis le XVIII^e siècle ; TD d'histoire contemporaine).

1985-1986. Chargée de TD à l'Université de Lille III (histoire économique contemporaine, premier cycle d'AES).

b. Enseignement en tant que titulaire de l'Université

➤ **1993-1997.** PRCE à l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines

➤ **Dans les fonctions de maître de conférences à partir de 1997-1998**

Maître de conférences en Histoire Contemporaine à l'Université de Paris XII

Cours et TD de licence

- « Méthodologie de l'histoire contemporaine », licence d'histoire, depuis 2002
- « Histoire des faits économiques du monde », licence pluridisciplinaire, 2003-2005
 - « Informatique appliqué à l'histoire », licence d'histoire, 2004-2006
 - « L'Etat et le patronat en France 1914-1974 », licence d'histoire, 2002-2004

Cours et TD de premier cycle

- Initiation à l'histoire de France destinée aux étudiants scientifiques, depuis 2007
- Initiation et approfondissement en histoire contemporaine de la France, depuis 1997
- Renforcement, cours d'histoire économique et sociale de la France contemporaine, depuis 2000
- Introduction aux sciences auxiliaires de l'histoire, 1999-2002
- Méthodologie pour historiens, 1998-2004

Préparation aux concours d'enseignement (CAPES et Agrégation d'histoire)

A la rentrée 2009-2010

- Sujet : Le monde britannique 1815-1931. Aspects économiques et financiers.

2007-2008

- Sujet : L'idée d'Europe. Cours et TD sur : Aspects économiques financiers et monétaires (2007-2008), « De la Libération au Traité de Rome » (2008-2009).

2005-2007

- Sujet : Les campagnes dans les évolutions sociales et politiques en Europe des années 1830 à la fin des années 1920 : étude comparée de la France, de l'Allemagne, de l'Espagne et de l'Italie (2005-2007). Cours et TD sur : Aspects économiques et sociaux.

2003-2005

- Sujet : Les sociétés, la guerre et la paix de 1911 à 1946 (Europe, Russie puis URSS, Japon, États-Unis). Cours et TD sur : France et Russie – URSS (2003-2005)

1999-2001

- Sujet : La démocratisation (1999-2001). Cours et TD sur : Introduction de la question et méthodologie

1997-1999

- Sujet : Industrialisation et société en Europe (1997-1999). Ensemble des travaux dirigés.

Activités à l'Université hors enseignement direct

Responsabilités administratives

Membre du jury de DEUG en tant que responsable des doubles licences, depuis 2007
Membre titulaire du jury de DEUG, 2000-2004
Membre titulaire de la commission de spécialistes, 2002-2006
Membre suppléant de la commission de spécialiste de l'Université d'Évry, suppléante de Philippe Verheyde, 2006-2008

Responsabilités pédagogiques

Chargée des doubles licences à base d'histoire depuis janvier 2007
Professeur référent des étudiants de première année, 2008-2010
Encadrement des tuteurs d'histoire contemporaine, 1999-2005
Responsable de l'équipe pédagogique chargée de la première année d'histoire, 1999-2004

Activités scientifiques

Membre du groupe de recherches de l'équipe d'accueil 1619, Institut Jean-Baptiste Say,
Réseau international d'équipes de recherches en histoire économique contemporaines comparées
Centre de Recherches en Histoire Européenne comparée –Paris 12 Paris EST

Participation à des séminaires de recherche relevant de l'équipe d'accueil et de centres de recherches extérieurs

« Les Finances et la question des profits de guerre », séminaire sur l'histoire du ministère des finances au XX^e siècle organisé par Florence Descamps (EPHE) et Laure Quennouëlle-Corre (CNRS-IDHE), avec le soutien du Comité pour l'histoire économique et financière de la France, janvier 2009.

« La définition d'un plan comptable général en France : un processus autonome ? », séance sur « La mondialisation des outils quantitatifs du gouvernement » organisée par Fabrice Bardet dans le cadre du projet « Politiques scientifiques et politiques publiques : enjeux de sciences sociales », Ecole nationale des travaux publics de l'Etat (ENTPE), janvier 2008, Vaulx-en-Velin (69)

« Histoire sociale et politique de l'économie. XIX-XX^e siècles », séminaire de recherches en histoire économique en collaboration avec Albert Broder, Université de Paris XII, Danièle Fraboulet, Université de Paris XIII, Michel Margairaz et Philippe Verheyde, Université de Paris VIII. École Normale Supérieure, Paris.

Organisation de séances : « Guerres, profits, fiscalité et moralité au XX^e siècle », avec Philippe Verheyde, janvier 2005 ; « Patronat et information économique au XX^e siècle », avec Danièle Fraboulet, février 2005 ; « L'Etat, le patronat, l'entreprise et le chiffre dans la France du premier XX^e siècle », juin 2007

« Les statistiques du travail en Revue (1906-1950) », avec Etienne Penissat, seconde

« Le patronat et la réforme de l'entreprise dans les années 1960 », séminaire de DEA des Universités de Paris VIII et de Paris XII organisé par Albert Broder et Michel Margairaz, EHESS, 2003

« Les ménages, une *vérité* statistiques ? », séminaire de l'école doctorale *Savoirs, critique, expertise* de l'Université de Rouen et du GRHIS sur le thème : « Histoire, sciences sociales et construction des catégories socio – culturelles : contre les fausses évidences ! », Université de Rouen, 2002

« Contributions de l'INSEE à l'amélioration des connaissances de l'activité économique et sociale depuis 1946 », Séminaire de démographie historique, dirigé par Hervé Le Bras, EHESS, 1999

« L'INSEE : histoire d'une institution. Aspects méthodologiques », séminaire de l'école doctorale sur les mondes contemporains dirigée par Dominique Barjot, Université de Paris 4, 1999

« L'INSEE et l'environnement social, une insertion à provoquer », séminaire de DEA dirigé par Michel Margairaz consacré aux institutions économiques et sociales de la Quatrième République, Université de Paris VIII, 1997

Participations aux tables rondes consacrées à la comparaison des méthodes de recherche des historiens espagnols et français, séminaires de l'Institut Jean-Baptiste Say- Université de Paris XII - réseau de recherche en histoire des économies, des sociétés et des relations internationales contemporaines, Casa de Velasquez, Madrid, 1995

« Les ingénieurs statisticiens, un nouveau corps dans la fonction publique », Séminaire de DEA d'histoire économique, politique et culturelle de la France contemporaine dirigé par Albert Broder, Université de Paris XII, 1994

Organisation de session de colloques et de journées d'études

Avec Cheryl McWatters (Université d'Alberta, Canada) et Philippe Verheyde (Université de Paris VIII), organisation d'une session au XV^e *World Economic History Congress* (WEHC), Utrecht (Pays-Bas), août 2009 : *The origin of decisions: numbers, data and statistics in the twentieth century*

Avec Philippe Verheyde (Université de Paris 8), quatre journées d'études sur : « La genèse de la décision. Chiffres publics, chiffres privés dans la France du XX^e siècle » : avril 2006 (Université Paris 12 – Val de Marne), « Etat et entreprises » ; Février 2007 (Université de Paris VIII – Saint Denis), « Chiffres privés, décision publique... » ; Février 2008 (Université de Paris Dauphine) « Chiffres et entreprises : contrôle, financement et stratégie (XIX^e-XXI^e siècles) » ; Juin 2009 (Université de Paris Dauphine) – pré session du congrès international d'histoire économique d'Utrecht, août 2009

Organisation d'un débat au 10^e Rendez-vous de l'histoire de Blois consacré à l'opinion, en collaboration avec l'IDHE (université de Paris VIII), « Des chiffres pour le dire : les statistiques publiques et l'opinion », octobre 2007, Blois

Organisatrice de la journée : « Guerres et statistiques », journée d'études, Université de Paris XII - Institut Jean Baptiste Say, janvier 2004

Organisatrice de la journée : « Les statistiques et les systèmes totalitaires », table ronde organisée lors des *Journées consacrées aux historiens économistes des pays de langue latine*, Institut Jean - Baptiste Say - Université de Paris XII, 1999

Conventions – contrats

Programme Blanc financé par l'Agence nationale de la recherche (ANR), 2006-2010 : « Management, pratiques privées, enjeux publics. Une mise en perspective historique »,

Coordinateur Professeur Henri Bouquin, Université de Paris Dauphine.

Responsable scientifique de l'équipe de l'Université de Paris 12 - Paris Est, Institut Jean-Baptiste Say, Histoire des pratiques du management dans la France contemporaine, 2006-2010.

Comité d'histoire du ministère du travail – DARES : *Le développement des statistiques du travail*, 2004-2006.

Expertises

Réviseur pour le numéro spécial de la Revue *Entreprises et Histoire* consacré aux lieux de la concurrence, 2009

European Scientific Foundation (ESF). Rapport sur le projet : « Software for Europe: creating a European space for software (SOFT-EU) » du programme « Inventing Europe », septembre 2007

Membre du comité de lecture des JHCM en 2007 (Roubaix) et 2008 (Orléans)

Participation à une recherche collective

Examen des archives comptables d'une entreprise individuelle de Lens après la Libération dans le cadre des recherches menées par l'équipe animée par Claire Zalc (ENS Cachan), en collaboration avec Pierre Labardin à partir de janvier 2010

Responsabilités scientifiques actuelles

Membre du comité de rédaction et du comité de lecture de la revue électronique d'histoire de la comptabilité du Moyen Age à nos jours, Institut de Recherches Historiques du septentrion, Université de Lille III, n° 1 décembre 2009

Membre du conseil scientifique du projet de recherches sur « Les organisations patronales en Europe aux XIX^e et XX^e siècles », dirigé par Danièle Fraboulet, Université de Paris 13, CRESC, IDHE

Membre du comité de pilotage « Histoire et patrimoine de l'INSEE » créé le 1^{er} juin 2008. Participation à deux objectifs fixés pour l'année universitaire 2009-2010 : l'étude du développement de la comptabilité nationale (entretiens avec André Vanoli menés avec Alain Desrosières) / Le transfert des archives de Pierre Jacquey, administrateur du SNS, premier collaborateur de René Carmille, au Centre des archives économiques et financières de Savigny-le-Temple

Participation au Programme Pluriannuel de Formation (PPF) : « Histoire de la pensée et des pratiques managériales. XIX-XXI^e siècles » (2006-2009) : « Les étapes de la formation d'une « nébuleuse managériale » dans les deux premiers tiers du XX^e siècle », avec Régis Boulat (Université de Grenoble) et Clotilde Druelle-Korn (Université de Limoges)

Responsable scientifique de l'équipe d'historiens rattachés à l'Université de Paris XII, Institut Jean-Baptiste Say, pour le programme financé par l'ANR – programme blanc (2006-2009/2010) : « Management, pratiques privées, enjeux publics. Une mise en perspective historique »

European Scientific Fondation : *Reviewer* pour la période mai 2008 - avril 2009/2010

Communications dans des colloques et dans des journées d'études

2009

1. « L'Occupation, frein ou moteur de l'harmonisation des pratiques comptables des entreprises françaises au XX^e siècle ? », X^e colloque organisé par le GDR *Les entreprises françaises sous l'Occupation : Les entreprises françaises, l'Occupation et le second XX^e siècle*, Centre régional universitaire lorrain d'histoire et Université Paul Verlaine de Metz, octobre 2009
2. « L'Etat, l'impôt et la guerre dans la France du premier XX^e siècle. Financement juste et juste contribution ou les limites de la tolérance à l'enrichissement en système capitaliste », colloque *Guerre juste et juste guerre*, Université de Paris 12 - CREPHE, octobre 2009
3. « Le développement de la comptabilité des entreprises en France et les crises financières contemporaines », *1st Mediterranean Critical Studies in Accounting and Finance Conference*, Yasmine Hammamet (Tunisie), organisée par l'Université de Paris Sud, session organisée par Nicolas Praquin (Professeur de Sciences de gestion, IUT de Sceaux) sur l'histoire des crises financières, juillet 2009
4. « Le développement de la normalisation comptable dans la France du premier XX^e siècle : un cheminement imperméable aux expériences étrangères ? », communication au *XV^e World Economic History Congress (WEHC)*, Utrecht (Pays-Bas), août 2009, session sur *Science, Technology and Economic History* organisée par Albert Broder, Luiz Carlos Soares et Tamás Szmercsány.
5. Avec Cheryl McWatters, « La fiscalité de guerre et ses enseignements, approche comparée entre le monde Anglo-saxon et la France (1914-1951) » sous-titre « La fiscalité, la comptabilité privée et la guerre entre le monde Anglo-saxon et la France (1914-1951) », communication au *XV^e World Economic History Congress (WEHC)*, Utrecht (Pays-Bas), août 2009, session organisée par Cheryl McWatters, Béatrice Touchelay et Philippe Verheyde : *The Origin of Decisions: Numbers, Data and Statistics in the Twentieth Century*.

2008

6. Avec Etienne Penissat (CMH-ETT, EHESS), « Histoire des origines des statistiques sur le travail », deuxièmes journées d'histoire de la statistique, ENSAE - INSEE, Paris, mars 2008
7. Avec Régis Boulat et Clotilde Druelle-Korn « Les étapes de la formation d'une nébuleuse managériale dans les deux premiers tiers du XX^e siècle », colloque organisé par le PPF *Histoire de la pensée et des pratiques managériale*, Université de Marne La Vallée, 11 décembre 2008
8. Avec Nicolas Delalande, « Profits, taxation, fiscalité et société dans les guerres », Journée d'études organisée par Philippe Verheyde, *Le profit en question – mesure et démesure des profits de guerre*, Université de Paris 8, octobre 2008
9. « La normalisation comptable en France. Du rejet à l'acceptation sans enthousiasme : un mariage de raison pendant l'Occupation », 13^e Journées d'Histoire de la Comptabilité et du Management (JHCM), Orléans, mars 2008
10. « Les professionnels de la comptabilité et les Chambres de Commerce dans la France du premier XX^e siècle », Colloque sur *Les Corps économiques intermédiaires* organisé par Clotilde Druelle-Korn, Université de Limoges, octobre 2008

2007

11. « La comptabilité et l'expertise à l'origine d'un empire industriel : Marcel Boussac et la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre 1916-1928 », 12^e JHCM, Archives Nationales du Monde du Travail, Roubaix, mars 2007

12. « D'une sortie de guerre à l'autre : de l'impôt sur les bénéfices de guerre (1916) à la confiscation des profits illicites (1944-1945), l'Etat a-t-il appris à compter ? », VI^e colloque du GDR *Les entreprises françaises sous l'Occupation sur L'épuration économique en France à la Libération*, Université de Rennes II, mars 2007

2006

13. « La séparation, le calvaire des Finances ? », colloque sur *La séparation des Églises et de l'Etat*, organisé par Philippe Boutry et André Encrevé, *Vers la liberté religieuse*, Institut Jean-Baptiste Say – Université de Paris 12, 2006

14. Avec Etienne Penissat, « Histoire et construction des statistiques des salaires en France (1914-1952) : une lente institutionnalisation de la fonction statistique au sein du ministère du travail », *Colloque du centenaire du ministère du Travail*, ministère du Travail, Paris, 2006

15. « La diffusion des normes comptables homogènes et le développement de la statistique publique française : une lenteur partagée », première journée d'études sur l'histoire de la statistique, ENSAE - INSEE, Paris, mars 2006.

16. "The revaluation of balance-sheet in France, Countable and Tax Measurement of the XXth Century and Object of History for the XXIst Century", 11th *World Congress of Accounting Historians*, Nantes juillet 2006

17. « De la mécanographie à l'informatique en France -années 1890 - années 1960- : la formation d'une nébuleuse propice aux transformations technologiques en marge de l'Etat », XIV^e *World Economic History Congress (WEHC)*, Helsinki, Finlande, août 2006

2005

18. « Le syndicat des producteurs de plastique entre 1940 et 1944 », colloque sur *Les syndicats sous la botte* organisé par Michel Margairaz et Danielle Tartakowsky, ministère du Travail, Paris, 2005

19. « Les professionnels de la comptabilité vus par les Administrations fiscales françaises des années 1920 aux années 1960 : experts, faussaires ou charlatans ? », Toulouse, IAE - Université de Toulouse I, Journées Histoire et Gestion, *Frontière(s)*, 2005

2004

20. « Cinquante ans d'indice des prix de détail en France, des 13 aux 250 articles : un apprentissage scientifique et politique. », Toulouse, IAE - Université de Toulouse I, Journées Histoire et Gestion, *Mesure(s)*, 2004

21. « La diffusion et l'application des normes comptables standardisées en France des années 1920 aux années 1960, l'utopie de la transparence ? », colloque organisé par l'AFHE et le CHEFF *Pour une histoire de la fraude et de la contrefaçon*, Paris, Bercy, 2004

22. « Le patronat français et la comptabilité d'entreprise, soutien ou contrainte ? », 10^e JHCM, *Contrôler l'entreprise, contrôler dans l'entreprise*, Université de Franche – Comté, Besançon, 2004

23. « L'actualité des rapports entre industrie et politique », colloque sur *Les industriels et la politique au XX^e Siècle*, Universités Paris - Sorbonne et Paris X - Nanterre - CHPP et Sénat, 2004

2003

24. « Le patronat français et le partage du pouvoir dans l'entreprise entre 1946 et 1968 », 9^e JHCM *Le gouvernement d'entreprise : perspectives historiques*, Université Paris Dauphine, Association francophone de comptabilité et Crefige, mars 2003

[http://www.crefige.dauphine.fr/recherche/histo_compta/Touchelay.pdf]

Antérieur

25. « Les débuts de l'INSEE », Colloque *Science sans conscience...* CGT et CFDT – INSEE avec le soutien de CERC association, du ministère de l'Emploi et de la solidarité, Vanves, 1998

26. « Alfred Sauvy, entre l'INED et l'INSEE », journée d'études Jeunes chercheurs organisée par l'INED, Paris, 1997

27. « La statistique sous Vichy », journée d'études Jeunes chercheurs consacrée à l'histoire de la statistique démographique, INED, Paris, 1996

Bibliographie personnelle

Coordination, direction d'ouvrages

Avec P. Verheyde, (dir.), *La genèse de la décision, chiffres publics, chiffres privés dans la France du XX^e siècle*, IDHE - Université de Paris 8, Institut Jean-Baptiste Say - Université de Paris 12, Bière, 2009.

Avec F. Bourillon, P. Boutry, A. Encrevé (dir.), *Des économies et des hommes. Mélanges offerts à Albert Broder*, Institut Jean-Baptiste Say Université de Paris XII, Bière, 2006.

Articles classés par thèmes (1993-2009)

Les statistiques publiques, leur histoire et leurs institutions

Avec E. Penissat, « Les statistiques du travail en Revue (1906-1950) », *Courrier des Statistiques*, n° 127, à paraître, 2009.

Avec A. Desrosières, « Raymond Lévy-Bruhl (1922-2008) : un statisticien innovateur et un serviteur de l'État », *Courrier des Statistiques*, mai octobre 2008, n° 124, p. 49-52.

« La diffusion des normes comptables homogènes et le développement de la statistique publique française : une lenteur partagée ? », *Courrier des Statistiques*, n° 123, janvier avril 2008, p. 19-21.

« De la mécanographie à l'informatique en France - années 1890 - années 1960 - : la formation d'une nébuleuse propice aux transformations technologiques en marge de l'Etat », *Economie et Sociétés*, Série « Histoire économique quantitative », AF, n° 38, 3/2008, p. 647-676.

« De « guerres et statistiques » à « genèse de la décision ». Premier bilan des journées d'études sur la statistique dans la France contemporaine », *Histoire & Mesure*, XXII-I, 2007, p. 109-121.

« La séparation, le calvaire des Finances ? », dans P. Boutry et A. Encrevé (dir.), *Vers la liberté religieuse : La séparation des Églises et de l'Etat*, Paris, Institut Jean-Baptiste Say Université de Paris XII, Bière, 2006, p. 201-234.

Avec E. Penissat, « Histoire et construction des statistiques des salaires en France (1914-1952) : une lente institutionnalisation de la fonction statistique au sein du ministère du travail », dans A. Chatriot, O. Join-Lambert et V. Viet (dir.), *Les politiques du travail (1906-2006), acteurs, institutions, réseaux*, Rennes, PUR, 2006, p. 89-102.

« Les Comités d'Organisation, des freins au développement de la statistique industrielle française ? », dans H. Joly (dir.), *Les CO et l'économie dirigée du Régime de Vichy*, Caen, Centre de Recherche d'histoire quantitative, 2004, p. 295-310.

« Cinquante ans d'indice des prix de détail en France, des 13 aux 250 articles : un apprentissage scientifique et politique. », dans I. Martinez et C. Pochet (dir.), *Histoire, Gestion, Organisation*, n° 12, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2004, p. 253-274.

« L'INSEE, histoire d'une institution. », dans J-P. Beaud et J-G. Prévost (dir.), *L'ère du chiffre. Systèmes statistiques et traditions nationales*, Montréal, Presses de l'Université du Québec à Montréal, 2000, p. 153-187.

« Le développement de la statistique d'outre-mer du début du siècle aux indépendances : l'accomplissement progressif d'une tâche de souveraineté », *La France et l'outre-mer. Un siècle de relations monétaires et financières*, Paris, CHEFF, 1998, p. 259-280.

« La direction du Budget et l'INSEE, 1949-1958. Le Budget et la statistique publique, acteur ou témoin ? », *La direction du Budget face aux grandes mutations des années cinquante, acteur... ou témoin ?*, Paris, CHEFF, 1998, p. 625-646.

« La contribution du Service central de la statistique publique française à l'insertion de la France dans les échanges internationaux de 1946 à 1961 », *Entreprises et Histoire*, n° 8, juin 1995, p. 9-26.

« Le pari de la création de l'INSEE en avril 1946 : concilier deux traditions distinctes », Paris, CHEFF, *Etudes et Documents*, Tome VI, 1994, p. 405-428.

« Quelques signes de l'affirmation de l'INSEE de 1946 à 1986 ou les difficultés d'un commencement », *Revue du Nord*, Tome LXXII, n° 285, avril juin 1990, p. 291-315.

Le CNPF dans une société en mouvement

« La monnaie dans les discours du CNPF », dans C. Vuillermot (dir.), *La monnaie personnage historique*, *Revue Européenne de Sciences Sociales*, Tome XLV, n° 137, 2007, p. 233-250.

« Les difficultés d'adaptation du CNPF aux nouvelles formes du lobbying politique entre 1946 et 1969 », dans D. Barjot, O. Dard, J. Garrigues, D. Musiedlak et E. Anceau (dir.), *Industrie et politique en Europe occidentale et aux États-Unis (XIX^e et XX^e siècles)*, Paris, PUPS, 2006, p. 383-397.

« Le discours du patronat français sur quatre conflits sociaux majeurs entre 1947 et 1968 », dans M. Saboly et L. Cailluet (dir.), *Conflit (s), Histoire, Gestion, organisation*, n° 11, Presses de l'Université des sciences sociales de Toulouse, 2003, p. 251-268.

« L'Etat, l'INSEE, le CNPF et l'américanisation entre 1945 et 1961 », dans D. Barjot et C. Réveillard (dir.), *L'américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythe et réalité*, Paris, PUPS, 2002, p. 227-251.

« Le CNPF entre 1946 et les années 1960, frein ou moteur de l'internationalisation des entreprises françaises ? », dans *Transnational Companies. XIX-XX^e centuries*, Bordeaux, PLAGE, 2002, p. 843-870.

Patronats et statistiques

« L'INSEE et le CNPF de 1946 à 1961 : l'histoire d'une alliance modernisatrice », *Le Mouvement Social*, n° 191, avril juin 2000, p. 25-47.

« Le service central de la statistique publique et l'entreprise française jusqu'aux années 1960 : un jeu de cache-cache ? », dans A. Pezet, N. Berland (dir.), *Actes des VI^e JHCM*, Faculté Jean Monnet – PESOR et AFC, 2000, p. 363-391.

Guerres et fiscalité de guerre au XX^e siècle

Avec Nicolas Delalande, « Profits, taxation, fiscalité et société dans les guerres », Journée d'études organisée par Philippe Verheyde, *Le profit en question – mesure et démesure des profits de guerre*, Université de Paris VIII, octobre 2008, en cours de publication

« Le syndicat professionnel des producteurs de plastiques et de résines synthétiques, l'opportunisme sous la contrainte », dans M. Margairaz et D. Tartakowsky (dir.), *Le syndicalisme dans la France occupée*, Rennes, PUR, 2008, p. 103-118.

« D'une sortie de guerre à l'autre : de l'impôt sur les bénéfices de guerre (1916) à la confiscation des profits illicites (1944-1945), l'Etat a-t-il appris à compter ? », dans M. Bergère (dir.), *L'épuration économique en France à la Libération*, Rennes, PUR, 2008, p. 33-50.

« De la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre à la confiscation des profits illicites : les balbutiements d'une fiscalité moderne dans la France du XX^e siècle », dans F. Bourillon, P. Boutry, A. Encrevé, B. Touchelay (coord.), *Des économies et des hommes. Mélanges offerts à Albert Broder*, Paris, Institut Jean-Baptiste Say Université de Paris XII, Bière, 2006, p. 123-135.

« Taxer les bénéfices de guerre ou confisquer les profits illicites, deux légitimités distinctes », dans J-G. Degos et S. Trébuq (dir.), *L'entreprise, le chiffre et le droit. Itinéraires parallèles, itinéraires croisés*, Bordeaux, Centre de Recherche en contrôle et comptabilité internationale, IAE - Université de Bordeaux IV, 2005, p. 367-384.

Le Plan comptable et les professionnels de la comptabilité

Avec Régis Boulat et Clotilde Druelle – Korn « Les étapes de la formation d'une nébuleuse managériale dans les deux premiers tiers du XX^e siècle », communication au colloque organisé par le PPF *Histoire de la pensée et des pratiques managériale*, Université de Marne La Vallée, 2008, actes en cours de publication.

« Le développement de la normalisation comptable dans la France du premier XX^e siècle : un cheminement imperméable aux expériences étrangères ? », *Economie et Sociétés*, Série « Histoire économique quantitative », à paraître 2010.

« Les professionnels de la comptabilité et les Chambres de commerce dans la France du premier XX^e siècle », Actes du colloque sur *Les Corps économiques intermédiaires* organisé par Clotilde Druelle-Korn, Université de Limoges, octobre 2008, en cours de publication aux Presses universitaires de Limoges.

« La normalisation comptable en France. Un mariage de raison pendant l'Occupation », *Revue Française de Gestion*, numéro spécial Histoire et gestion : vingt ans après, volume 34, numéros 188-189, novembre-décembre 2008, p. 383-401.

« La propriété privée et la guerre, un imbroglio dont les comptables sont les complices ? », *Entreprises et Histoire*, n° 49, décembre 2007, p. 23-40.

« La diffusion et l'application des normes comptables standardisées en France des années 1920 aux années 1960, l'utopie de la transparence ? », dans G. Béaur, H. Bonin et C. Lemerrier (dir.), *Fraude et contrefaçon de l'Antiquité à nos jours*, Genève, Droz, 2006, p. 386-409.

« Bribes du discours fondateur sur les origines de l'Ordre des experts comptables et des comptables agréés français, ou comment masquer son âge », *Entreprises et Histoire*, n° 42, avril 2006, p. 64-83.

« A l'origine du Plan comptable français des années 1930 aux années 1960, la volonté de contrôle d'un Etat dirigiste ? », *Comptabilité, Contrôle, Audit*, juillet 2005, p. 61-88.

« Les professionnels de la comptabilité vus par les Administrations fiscales françaises des années 1920 aux années 1960 : experts, faussaires ou charlatans ? », *Entreprises et Histoire*, n° 39, septembre 2005, p. 59-76.

Communications non publiées

« Le développement de la comptabilité des entreprises en France et les crises financières contemporaines », communication à la *1st Mediterranean Critical Studies in Accounting and Finance Conference*, Tunisia – Yasmine Hammamet, organisée par l'Université de Paris Sud, session sur l'histoire des crises financières organisée par Nicolas Praquin.

Avec Cheryl McWatters, « La fiscalité de guerre et ses enseignements, approche comparée entre le monde Anglo-saxon et la France (1914-1951) » sous-titre « La fiscalité, la comptabilité privée et la guerre entre le monde Anglo-saxon et la France (1914-1951) », communication au *XV^e World Economic History Congress (WEHC)*, Utrecht (Pays-Bas), août 2009, session organisée par Cheryl McWatters, Béatrice Touchelay et Philippe Verheyde : *The Origin of Decisions: Numbers, Data and Statistics in the Twentieth Century*.

« La comptabilité et l'expertise à l'origine d'un empire industriel : Marcel Boussac et la contribution extraordinaire sur les bénéfices de guerre 1916-1928 », XII^e JHCM, ANMT, Roubaix, <http://odlv.free.fr/jhcm/papiers/touchelay.pdf>, 2007.

« The revaluation of balance-sheet in France, Countable and Tax Measurement of the XXth Century and Object of History for the XXIst Century », 11th World Congress of Accounting Historians, Nantes, 2006.

« Le patronat français et le partage du pouvoir dans l'entreprise entre 1946 et 1968 », IX^e JHCM, Université de Paris IX Dauphine, AFC - Crefige, http://www.crefige.dauphine.fr/recherche/histo_compta/Touchelay.pdf, 2003.

« L'expertise de l'INSEE et la politique du logement en France entre la Reconstruction et les années 1960 », table ronde sur « Expertise et décisions urbaines » organisée par Florence Bourillon et Laurent Courdoy, Institut Jean-Baptiste Say, Université de Paris XII, 1999.

« Les débuts de l'INSEE », Colloque sur « Science sans conscience... » organisé par la CGT et la CFDT – INSEE avec le soutien de CERC association, du ministère de l'Emploi et de la solidarité, Vanves, 1998.

« Alfred Sauvy, entre l'INED et l'INSEE », journée d'études *Jeunes chercheurs* organisée par l'INED, Paris, 1997.

« La statistique sous Vichy », journée d'études *Jeunes chercheurs* consacrée à l'histoire de la statistique démographique, INED, Paris, 1996.

Rapports de recherches

Avec J-P. Azéma et R. Lévy-Bruhl, « Mission d'analyse historique sur le système statistique français de 1940 à 1945 », rapport établi pour le directeur général, INSEE, Paris, 1998.

« L'émergence des statistiques du travail entre 1891 et 1967 ou la construction d'une réalité économique, politique et sociale », *Cahiers du CHATEPF*, septembre 2008, 126 pages.

Table des matières

Sommaire	3
Table des sigles	4
Introduction	5
PREMIERE PARTIE. L'HISTOIRE DE LA STATISTIQUE PUBLIQUE FRANÇAISE.....	12
Problématique et échelles d'observation.....	12
1. De la Statistique Générale de la France à l'Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques	12
2. Les usagers de la statistique publique et leurs pratiques	17
Sources et méthodes	21
1. De la monographie à l'immersion dans l'environnement	21
2. La statistique publique, un révélateur de la nationalisation des enjeux économiques et sociaux.....	25
DEUXIEME PARTIE. LA COMPTABILITE PRIVEE ET SES PROFESSIONNELS	28
Problématique et échelles d'observation.....	30
1. La régulation comptable dans une perspective historique.....	32
2. Les difficultés des comptables libéraux pour imposer leur expertise	35
Sources et méthodes	39
1. Des archives publiques sur une pratique privée	39
2. De l'histoire d'une technique à l'histoire d'une convention	42
TROISIEME PARTIE. PERSPECTIVES DE RECHERCHES. A LA RECHERCHE DE LA FRANCE DU CHIFFRE.....	46
Poursuite des travaux en cours	49
1. Approche comparatiste de la statistique publique.....	49
2. La formation à « la science des comptes ».....	52
3. La guerre, la fiscalité et l'entreprise.....	54
Amorce de chantiers nouveaux	55
1. L'impôt, le chiffre et la gouvernance	56
2. L'ouverture au monde	57
Bibliographie.....	60
Notice biographique	72
Table des matières.....	84